

PIERRE CREPIN

CHARPENTIER DE COSSIGNY

FONCTIONNAIRE COLONIAL

d'après ses écrits

et ceux de quelques-uns de ses contemporains

Thèse complémentaire
pour le Doctorat ès-lettres

présentée

devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris



1922

A LA MÉMOIRE

de mon ami

JOACHIM DE PEYRET DE CADILLON

Mort au Champ d'Honneur

PIERRE CREPIN

CHARPENTIER DE COSSIGNY

FONCTIONNAIRE COLONIAL

d'après ses écrits

et ceux de quelques-uns de ses contemporains



Thèse complémentaire
pour le Doctorat ès-lettres

présentée

devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris



INTRODUCTION

Cette étude n'est pas une biographie complète et détaillée de M. Jean-François Charpentier de Cossigny, maréchal de camp, officier distingué dans l'arme du Génie (on disait de son temps, ingénieur du Roi) et fonctionnaire colonial dans nos Établissements de la mer des Indes.

J'ai pour but de publier un certain nombre de documents concernant de Cossigny en les reliant entre eux par un récit succinct de la carrière de cet homme de valeur, exubérant et difficile à vivre.

Ce faisant j'espère présenter au lecteur une physionomie originale prise dans la foule extraordinairement mêlée de nos fonctionnaires coloniaux d'ancien Régime. Et cette présentation a plus d'importance, il me semble, qu'elle ne paraît en avoir de prime abord. Pour qui veut étudier l'Histoire ancienne de nos colonies, il est indispensable de se faire une idée nette sur le milieu colonial d'alors. Par des publications de documents comme celle que je donne ici, le public peut se faire une opinion.

De Cossigny n'est pas un cas isolé, c'est un exemple. Il eut des contemporains meilleurs que lui, il en eut aussi de pires. C'est au milieu de personnages de ce genre que devaient évoluer les gouverneurs coloniaux de la Compagnie des Indes, et notre admiration pour ces derniers grandit en les étudiant de plus près dans les archives. Il est temps de rendre justice à ces grands serviteurs de la France encore inconnus ou méconnus.

Jean-François Charpentier de Cossigny est certainement, de tous les officiers et fonctionnaires français que mentionne l'histoire de nos colonies de la mer des Indes au XVIII^e siècle, celui qui a atteint l'âge le plus avancé. Il a eu l'étrange fortune, alors que rien, au début de sa carrière militaire, ne le destinait à la vie coloniale, de passer une

partie de son existence, soit dans la péninsule indoustanique, soit surtout à l'Ile de France qu'il maudit souvent d'éloquente façon mais qui l'attire pourtant invinciblement. C'est là qu'il se marie, c'est là que ses enfants naissent, c'est là qu'il avait l'intention de finir ses jours et qu'il faillit en effet mourir.

Débutant dans la carrière des armes aux moments critiques de la fin du règne de Louis XIV et s'éteignant neuf ans avant la grande Révolution, il a été mêlé à presque toutes les guerres du XVIII^e siècle non seulement en Europe mais encore dans l'Océan Indien. Il a été en rapport avec les principaux hommes de guerre de France et des colonies. Contemporain de Dupleix et de La Bourdonnais, il a suivi de près les événements de notre histoire coloniale. Le mémoire inédit que nous publions est le résumé de ses impressions sur l'Ile de France. Le lecteur se rendra compte de la partialité de son auteur et de son universelle mauvaise humeur. Cet homme de talent, certainement ingénieur de grande valeur et remarquable soldat, a le malheur de ne s'entendre avec personne et de critiquer tout ce qui se fait autour de lui de la façon la plus acerbe mais quelquefois aussi la plus piquante, car Charpentier de Cossigny, petit neveu de l'académicien Péllisson, a la plume alerte et railleuse. On ne peut se défendre d'un certain plaisir lorsqu'on l'écoute médire si élégamment de son prochain ; mais il charge trop, et sa faconde méridionale, ainsi que sa malveillance manifeste pour tous ceux qui l'approchent, mettent en défiance et ne permettent pas de faire confiance à ses dires pour apprécier le caractère et les actes de ses contemporains ; il faut le suivre avec circonspection et prudence.

CHAPITRE PREMIER

LES CAMPAGNES DE COSSIGNY EN FRANCE

d'après les archives du Ministère de la Guerre (1)

Jean-François Charpentier de Cossigny naquit à Marseille, le 10 janvier 1690, de Nicolas Charpentier et de sa légitime épouse, demoiselle Anne Belhot. Baptisé le même jour, il eut pour parrain Jean-François Bœuf, Commissaire des Galères, et pour marraine demoiselle Jeanne Marin.

Il commence sa carrière militaire à 15 ans, en 1705, où il voit le feu pour la première fois, comme ingénieur volontaire, au blocus de Montmélian.

L'année suivante, M. de Lapara, ingénieur, lieutenant-général, emmène le jeune homme au siège de Barcelone dont le Roi vient de lui confier la direction. Cette campagne lui servira d'apprentissage dans l'arme du Génie et l'aidera pour obtenir sa nomination comme ingénieur ordinaire du Roi.

Malheureusement, le protecteur est tué et le protégé blessé d'un éclat de bombe. Perdant M. de Lapara, le jeune Cossigny perd du même coup tout espoir d'entrer dans le Génie. Il reçoit 50 écus pour sa blessure et, s'orientant vers une autre arme, il obtient une sous-lieutenance dans le régiment de Bretagne. Il le rejoint en Savoie, d'où le régiment part presque aussitôt porter secours à Toulon attaqué à la fois et par terre, par le duc de Savoie, et par mer par l'amiral Schowel. Puis le régiment de Bretagne va prendre ses quartiers d'hiver en Tarentaise, à Bourg-Saint-Maurice.

Durant ses trois premières années de service, de Cossigny n'a fait que de la guerre de siège, même comme officier d'infanterie. Dès le mois de juin 1708 la guerre de mou-

(1) Dossier personnel de Cossigny.

vement va commencer pour lui. Le régiment de Bretagne entre alors en action contre les troupes du comte de Schu-
lenbourg, l'un des généraux du duc de Savoie. Avant l'at-
taque du mont Genève, M. de Bussière, lieutenant-colonel
de Bretagne (qui va être tué) attache le sous-lieutenant
de Cossigny à la première compagnie de grenadiers comme
« postiche » (1). C'est en cette qualité qu'il va au feu et
fait toute la campagne ; le 4 décembre 1708 il est titularisé
dans son grade (2).

Pour l'hiver, le régiment de Bretagne va tenir garnison
en Flandre. Le 2 janvier 1709, il fait son entrée dans Cam-
brai où il reste jusqu'en mars, époque à laquelle il reçoit
l'ordre d'aller renforcer la garnison d'Ypres qu'on croit
devoir être assiégée. Mais on apprend que les alliés menac-
ent Tournai ; la brigade de Bretagne, composée du régi-
ment de Bretagne et du régiment de Provence, à un effectif
de deux bataillons par régiment, change de route et se
dirige vers Tournai (3). Quelque diligence qu'elle y mette,
la ville est entièrement investie avant que la brigade ne
l'atteigne ; le comte de Broglie, maréchal de camp, l'arrête.

Le mois de juillet se passe sans grands engagements.
La brigade de Bretagne se contente d'escarmoucher assez
vivement sur la Scarpe contre des troupes alliées qui cher-
chent à enlever des dépôts de marchandises. Au cours d'une

(1) A titre temporaire.

(2) Les grenadiers étaient un corps d'élite. « L'honneur de la
« Nation est confié aux grenadiers », écrit le comte de Lougeron
dans son *Mémoire sur l'Infanterie*, de 1758. « Les grenadiers ne
« doivent connaître que l'honneur. Cette maxime de Salluste, dont
« j'ai fait mon septième principe, doit être dans leur cœur, et au
« lieu de l'inscrire sur leurs bonnets, ils doivent forcer les autres à
« dire d'eux qu'ils ne craignent qu'une réputation honteuse. »

(3) L'infanterie française comprenait alors des régiments à 4, 3,
2, et 1 bataillon. En 1762, il y avait 12 régiments à 4 bataillons, comme
Picardie et Champagne ; 1 régiment à 3 bataillons, Lorraine ; 52 ré-
giments à 2 bataillons, comme La Reine, Orléans et les deux qui
font l'objet de cette note, enfin 19 régiments à 1 bataillon comme
Bresse (dont il sera question plus loin), Isle-de-France, Sain-
tonge, etc. Quant à la brigade, voici ce qu'en écrit le capitaine
Bacquet dans son livre : *L'Organisation de l'Infanterie française
au XVIII^e siècle* (in-8 Berger-Levrault, 1907). « Dès la guerre de

de ces rencontres, le lieutenant de la deuxième compagnie de grenadiers du régiment de Bretagne ayant été tué, de Cossigny, malgré son jeune âge (il n'a que 19 ans), est choisi pour le remplacer. C'est un honneur dont il est justement fier (1) ; il va d'ailleurs prouver sous peu qu'il en est digne. En effet, le lendemain de sa nomination à la deuxième compagnie (le 4 septembre 1709), le régiment de Bretagne se met en marche vers Valenciennes qu'il dépasse le 6 pour aller camper à Saint-Crespin. Toute l'armée française était alors en mouvement dans la région de Quiévrain. Le train des équipages se massait sous le canon du Quesnoy.

Le 8 septembre, l'armée continue d'avancer en multipliant ses préparatifs de combat ; les compagnies de grenadiers sont complétées à 50 hommes par des « postiches » (2). D'importants contingents d'infanterie et de cavalerie sont commis à la protection des pionniers occupés à tracer des chemins vers Saint-Ghislain et Mons. Nous sommes à la veille de la bataille de Malplaquet. Charpentier de Cossigny en a fait le récit dans ses états de services inédits. Voici comment il s'exprime :

« Trente Ans, on reconnut la nécessité d'avoir une unité tactique « supérieure au bataillon ; ce fut la brigade. Vers le milieu « du XVIII^e siècle, la brigade est constituée à peu près uniformément « à quatre bataillons en temps de guerre. Elle n'existe pas en temps « de paix. Il n'y a pas de grade correspondant au commandement « de la brigade : les colonels et lieutenants-colonels les plus distingués par leurs talents militaires reçoivent une commission de « brigadier, et le plus ancien des brigadiers appartenant aux régiments qui composent une brigade prend le commandement de « cette brigade. »

Bretagne et Provence étant réunis s'appelaient brigade de Bretagne parce qu'elle devait être sous les ordres du colonel de Bretagne commis brigadier.

(1) Cf. le comte de Langeron, op. cit. : « Santé robuste, fermeté, humanité, valeur, intrépidité, intelligence ; voilà l'idée que je me forme d'un capitaine de grenadiers. »

En plus de l'honneur, le poste d'officier de grenadiers était encore avantageux car le recrutement de ses hommes se faisant exclusivement dans les cadres du régiment entraînait moins de frais que le recrutement des soldats du régiment que les capitaines de troupes étaient obligés de faire racoler au dehors.

(2) Une compagnie de grenadiers à effectifs réguliers ne comprenait que 45 hommes.

« Le 9^{me} de septembre, l'armée marcha en front de bandière, la droite tirant vers Bavai, la gauche vers Blangies, le centre faisant face à ce qu'on appelait la trouée de Bavai, fermée des deux côtés par de grands bois.

« C'est dans cette trouée, plus près des bois de la droite de Bavai, qu'est située la cense de Malplaquet.

« Je ne puis rien dire de la division de la droite ; mais celle de gauche, de 20 bataillons, conduite par le très brave comte de la Marck, maréchal de camp, prolongea en dedans la lisière du bois de Sart, et la brigade de Bretagne ferma cette gauche, opposée, par conséquent, à la droite de l'armée des alliés en bataille à l'autre extrémité de la trouée. Les ennemis nous saluèrent en passant de plusieurs coups de canons qui emportèrent quelques uns de nos soldats et le premier capitaine factionnaire du régiment de Bretagne.

« On donna le temps aux ennemis, pendant la nuit du 9 au 10 et toute la journée du 10, de se renforcer tant en bataillons qu'en canons de gros calibre, et même de mortiers, qu'ils firent venir de l'investissement de Mons. Pour nous, de notre côté, nous employâmes la journée du 10 à nous fortifier par des abattis, et à envoyer même de nuit chercher du pain à Bavai où l'on avait établi les fours de munitions. Nous avions quatre pièces de canon au centre du régiment du Roi, qui était à la droite de notre brigade (1) ; les ennemis en opposèrent 30 pièces à notre division, et le grand feu qu'elles firent dès le point du jour du 11 septembre n'ébrancha que des arbres parce qu'il régnait un brouillard à ne rien voir à 20 pas de distance.

« Cependant 60 bataillons anglais, hessois et autres se mirent en mouvement pour venir nous attaquer, il était

(1) Le régiment du Roi était un régiment à 4 bataillons mais sa composition était particulière, ses compagnies de fusiliers étant de 45 hommes au lieu de 40, le roi y entretenant 5 surnuméraires. Il y avait, en outre, des officiers sans appointements qui venaient augmenter les cadres.

« environ 7 heures ; leurs 30 pièces cessèrent de tirer, et le
« brouillard commençait à se dissiper si bien que de tout
« le jour il n'y eut jamais soleil si clair et plus ardent.
« Nous jugeâmes bien par le silence du canon de notre
« côté que nous allions être attaqués. On avait formé assez
« mal à propos (ce me semblait) une espèce de ligne de nos
« compagnies de grenadiers à 50 pas en avant des batail-
« lons ; aussi essuyâmes-nous la première bourrasque de
« l'ennemi, sans la moindre apparence de pouvoir résister
« à la nombreuse troupe qui bientôt nous entoura.

« A la première salve, les deux capitaines des grenadiers
« de Bretagne tombèrent morts ; le lieutenant de la 1^{re} com-
« pagnie et le sous-lieutenant bien blessés restèrent prison-
« niers. Il est à présumer que toute cette faible ligne eut
« à peu près le même sort. Nos deux compagnies, fort
« éclaircies par les morts et les blessés, se replièrent bien
« vite sous ses drapeaux. Bientôt toute la division fut
« vigoureusement attaquée à différentes reprises et se défen-
« dit valeureusement. Nos abattis leur causaient un hor-
« rible carnage auquel ils suppléaient par une supériorité
« sans fin.

« On nous avait toujours flattés d'un renfort de 15 esca-
« drons de dragons à pied ; sans doute on les oublia pen-
« dant ce vacarme, puisque nous ne vîmes pas un seul
« dragon. Si dès la première charge nous avions eu ce
« puissant secours, nous serions, je crois, encore dans ce
« bois de Sart. Enfin sur les 10 heures $\frac{1}{2}$, il fallut céder au
« nombre et tâcher de regagner la tête du bois pour en
« sortir. Nous nous y ralliâmes en présence de l'ennemi
« qui ne fit pas mine de venir nous attaquer tant il était
« lui-même harassé.

« Entre 3 et 4 heures, notre armée commença à se
« retirer ; une partie prit la route du Quesnoy ; une autre
« partie prit celle de Valenciennes ; je ne sais de quel côté
« ce qui restait de nos vingt bataillons se retira, je sais
« seulement que la brigade de Bretagne suivit le chemin

« qui conduit à Condé, où nous arrivâmes à nuit close.
« La perte des deux bataillons de Provence tant en officiers
« qu'en soldats était à peu près égale à celle de Bretagne ;
« de sorte que cette brigade, hors d'état de camper avec
« l'armée pendant que Mons se défendait, fut cantonnée
« dans le village de Bruay, et peu de jours après elle entra
« dans Valenciennes, où elle resta jusqu'au premier jour
« de novembre qu'en défilant avec armes et bagages sous
« les yeux de M. d'Altremat, inspecteur d'infanterie, elle
« continua sa route pour aller se rétablir en quartier d'hiver
« dans la Basse-Normandie. »

Dès les premiers jours d'avril 1710, le régiment de Bretagne reprenait la route des Flandres où il ne cessa de guerroyer. Au cours d'une rencontre, de Cossigny, à la tête d'une petite troupe de 30 grenadiers, fut chargé par un parti de 200 hussards. Les 200 hussards passèrent sur le corps des grenadiers qui furent sabrés et foulés aux pieds des chevaux de magistrale façon. De Cossigny reçut un tel coup sur la tête qu'il resta totalement sourd pendant cinq semaines. En fin de compte, il perdit définitivement l'ouïe du côté droit. Le 24 juin 1711 le roi le faisait capitaine.

La campagne de 1712 est plus fertile en événements importants. Nous trouvons cette année-là le régiment de Bretagne enfermé dans Valenciennes dont on redoutait l'investissement par les alliés. Mais c'est vers le Quesnoy que le prince Eugène se tourna.

Au nord de Valenciennes, près du village de Saint-Saulve, étaient parqués, sous la garde de cinquante hommes, les bœufs et vaches destinés à la subsistance de la forteresse en cas de siège. Les alliés, disait-on, étaient dans l'intention de razzier ce parc à bétail. Dans la nuit du 8 juillet, un détachement ennemi s'empara de la hauteur et du village d'Anzin au nord-ouest de Valenciennes, à douze cents pas de la porte de Tournai. L'officier qui commandait ce détachement s'était fortement retranché dans le village d'Anzin à l'aide de lourdes charrettes renversées dont il avait cons-

titué une barricade en travers de la rue principale et dans le cimetière entouré d'un mur bas en forme de parapet, bordé d'un chemin creux où une troupe nombreuse et difficile à débusquer avait pris position.

Le prince de Tingry, qui commandait à Valenciennes, donna l'ordre de reprendre le village et le cimetière à M. le comte de Laval, brigadier-colonel du régiment de Bourbon, et à M. le chevalier de Montmorency, colonel du régiment de Bresse. Laval prit comme objectif le village et Montmorency le cimetière. Le colonel de Bourbon avait sous ses ordres six compagnies de grenadiers suivies de six piquets. Le colonel de Bresse commandait également six compagnies de grenadiers suivies de six piquets aux ordres de M. de Mirmesnil, colonel du régiment de son nom. De Cossigny, commandant 50 hommes du piquet de Bretagne, était à ses côtés.

Les deux colonnes attaquèrent à la fois vers les neuf heures du matin. Elles furent toutes deux accueillies par une fusillade des plus nourries. Les grenadiers de M. de Montmorency, sans se soucier du feu d'enfer qui sortait du chemin creux, s'y précipitèrent tandis que les piquets tiraient sur tout ce qui apparaissait le long du mur du cimetière. Quant à M. de Montmorency, au moment où il s'élançait vers le chemin creux, il tomba aux pieds de Cossigny la gorge traversée d'une balle.

Pendant ce temps, le combat faisait rage autour de la barricade des charrettes. Après de lourdes pertes, tant du côté des ennemis que de celui des Français, les occupants d'Anzin battirent en retraite. Nous avions 3 capitaines de grenadiers et le lieutenant de la 1^{re} compagnie parmi les morts. Plus de 20 officiers furent blessés. Sur son piquet de 50 hommes, de Cossigny eut 23 soldats hors de combat, dont son sergent qui eut le nez coupé par une balle.

Les troupes françaises rentrèrent en bon ordre dans Valenciennes où elles restèrent dans l'inaction jusqu'au 25 juillet. A la pointe du jour, ce matin-là, on fut fort

surpris d'entendre battre la générale puis le rassemblement. Bientôt les 12 bataillons d'infanterie et les 4 escadrons de dragons de Saint-Sernin qui se trouvaient dans la ville, se réunissant, se mettent en marche et, sortant de Valenciennes, se forment en front de bandière sur une seule ligne, en route pour une destination inconnue. Arrivées à la ferme d'Hurtebise, les troupes firent halte, fort intriguées de la direction qu'elles allaient prendre. Enfin, à 11 heures, le prince de Tingry arriva à Hurtebise, et à midi les 12 bataillons marchèrent sur Denain où lord Albemarle avait retranché 16 bataillons et une nombreuse cavalerie.

De Cossigny ne semble pas avoir joué un rôle très actif dans la bataille, il ne fut probablement pas engagé dans l'action. Le lendemain le régiment de Bretagne investit Marchiennes qui se rend en une semaine ; puis c'est le tour de Douai où de Cossigny, avec un piquet de 50 hommes, protège les travailleurs qui ouvrent la tranchée devant la ville.

Le 26 août le régiment de Bretagne monte en ligne et prend la relève dans la tranchée investissant le fort de l'Escarpe. Le 27, à deux heures de l'après-midi, après une préparation d'artillerie assez vive, Bretagne attaque. En tête sont les compagnies de grenadiers suivies des travailleurs, portant des gabions et des fascines, et des piquets à la tête desquels se trouve de Cossigny. En franchissant le pont de l'avant-fossé, il reçoit au bas ventre un choc si violent qu'il fléchit des deux genoux. Mais comme son sang ne coule pas, il pense que c'est un caillou qui l'a frappé et continue sa marche en avant. Comme il débouche sur le glacis, une balle fait voltiger son hausse-col et l'égratigne à la gorge. Il avance toujours, mais à quatre pas de la palissade, un coup de fusil lui casse la cuisse droite. Retraversant alors à cloche-pied le glacis, il vient s'abattre le long du talus de l'avant-fossé où il se trouve à l'abri de la fusillade et où il reste jusqu'à ce que les positions ennemies soient définitivement en notre pouvoir. Le tir ayant cessé,

un sergent et quatre soldats de Bretagne vinrent l'enlever, un premier appareil fut mis à sa cuisse, on s'aperçut alors que le choc qu'il avait reçu au ventre provenait d'une balle perdue qui vint s'encastrer dans la boucle de son ceinturon et y resta, sans avoir assez de force pénétrante pour le blesser. Transporté à Valenciennes, on fut sur le point de lui couper la jambe, en fin de compte il put la conserver et, après 55 jours de traitement, marchant avec deux béquilles, il arriva à Paris au début de novembre.

Il se rendit de là à Versailles où il vit le ministre de la guerre Voisin. Louis XIV lui accorda une pension de 400 livres sur le quatrième denier des Invalides. Elle fut réduite l'année suivante à 300 livres puis supprimée complètement.

Pendant cet hiver de 1713, de Cossigny retrouva M. de Vallory, lieutenant-général, directeur des fortifications, qu'il avait connu à Valenciennes. Cet officier lui conseilla fort de passer dans le corps des ingénieurs du roi. Aussi bien, ç'avait été la première intention du capitaine lorsqu'il était entré au service ; naturellement, il fut vite convaincu. De Vallory le présenta alors à M. Le Pelletier de Saizy qui exigea que de Cossigny subît l'examen d'usage. Il le passa en mars 1714, devant M. Sauveur, de l'Académie des Sciences. Le 15 avril suivant il était reçu ingénieur ordinaire du roi et rejoignait son poste à Hersin, sous la direction de Vauban, alors gouverneur de Béthune. Il séjourna là quatre mois à lever le plan d'Hersin et des environs. Mais sa santé étant encore assez délabrée, de Cossigny demanda à être envoyé à Marseille, sa ville natale, résidence qui devait évidemment lui plaire plus que la petite ville du Nord où il avait été nommé. Le marquis d'Asfeld, directeur général des fortifications, l'y fit venir. Notre ingénieur eut pourtant l'occasion de le regretter, car, en août 1720, se déclara à Marseille la terrible épidémie de peste qui demeurera célèbre dans l'histoire. « J'ai vu, écrivait plus tard de Cossi-

« gny (1), le port, les rues, les places, les parvis des églises
« couverts de morts et de mourants. Je fus obligé d'aban-
« donner l'appartement que je louais dans une assez belle
« maison où je passais sur 7 à 8 pestiférés pour aller me
« réfugier dans un autre canton de la ville qui ne tarda
« pas d'être encore plus malsain. On a prétendu qu'il avait
« péri dans Marseille plus de 60.000 personnes. »

Enfin, en 1725, de Cossigny quitta la Provence. Il venait de recevoir l'ordre d'aller organiser la défense du Mont-Louis, dans les Pyrénées, que l'on croyait menacé par les Espagnols. Il resta dans la région ; en 1726, il était ingénieur en second à Perpignan, en 1728, il conduisait les travaux de fortifications de Collioures (Roussillon). Cette année-là, le roi lui accorda la croix de Saint-Louis suivie bientôt, dès mars 1729, d'une nomination comme ingénieur en chef du Mont-Louis et de Villefranche.

En 1731, de Bellegarde où il venait d'être nommé, de Cossigny partait en congé à Paris pour affaires de famille. Une fois dans la capitale, il ne manqua pas de rendre visite au nouveau contrôleur général des finances Philibert Orry, qui venait de quitter le poste d'intendant du Roussillon où il avait été le voisin bienveillant de l'ingénieur en chef de Villefranche.

Cette visite va orienter la vie de l'ingénieur du roi dans une direction toute nouvelle. Orry va en faire un colonial. Connaissant ses capacités comme ingénieur, le contrôleur lui offrit de passer aux Iles (on désignait ainsi les îles de France et de Bourbon) en mission spéciale au service de la Compagnie des Indes. Il s'agissait d'aller fortifier et mettre en défense l'Île de France. De Cossigny accepta ; mais comme c'était un homme pratique et qui n'entendait pas lâcher la proie pour l'ombre, il n'accepta qu'à la condition de conserver son grade, ses appointements et son ancienneté dans le corps du génie.

(1) Lettre datée de Lorient le 15 octobre 1779 : Archives de la Guerre — dossier de Cossigny.

CHAPITRE II

L'AFFAIRE DE LA BAIE D'ANTONGIL

D'après les Archives du Ministère des Colonies (1)

De Cossigny partit en octobre 1731 pour Lorient et s'embarqua le 31 décembre sur la *Diane*, commandée par M. de L'Hermitte, avec qui il ne tarda pas à se trouver en très mauvais termes. Après une relâche de six jours à Santiago du Cap-Vert, il arriva le 5 juin à l'Île de France et commença l'étude du *local* (comme on disait alors). Il reconnut tout de suite les remarquables qualités du port nord-ouest et dressa un projet de défense. Le 6 octobre de la même année, il passait, sur la *Subtile*, à l'Île Bourbon où il continua ses observations. En fin de compte, il opina vivement pour donner la première place à l'Île de France, beaucoup mieux douée par la nature pour servir de base navale à la Compagnie des Indes (2).

De Cossigny, protégé du contrôleur général des Finances, fut admirablement reçu par Benoît Dumas, alors gouverneur des Îles (3). Dumas le logea chez lui, le reçut à sa table à chaque repas. De Cossigny fut flatté et s'enthousiasma pour le gouverneur. Des réclamations s'étant élevées contre l'administration de Dumas et des libellés injurieux ayant été imprimés (4) (ces événements se reproduisirent

(1) Archives des Colonies. Correspondance générale — Bourbon, 1732. — Île de France, 1733-1737.

(2) Cf. à ce sujet plusieurs mémoires de Cossigny conservés aux Archives de la Section technique du Génie (Places étrangères, carton 141, Île de France).

(3) Dumas devint, dans la suite, gouverneur de Pondichéry, où il prépara puissamment les voies à Duplex. Ce grand serviteur de la France, aujourd'hui inconnu, mériterait, dans l'Histoire, une place égale à celle de Duplex.

Voir, sur quelques épisodes de son gouvernement à Pondichéry, mon livre sur Mahé de La Bourdonnais.

(4) Cf. : Archives des Colonies : Île Bourbon, Correspondance générale, 1732. — Île de France, Correspondance générale, 1733-1737.

pendant tout le xviii^e siècle, sous tous les gouvernements, sans exception), de Cossigny prit vigoureusement sa défense. Avec la verdeur d'expression qui le caractérise, il écrivit aux directeurs de la Compagnie des Indes la lettre suivante :

Extrait de la lettre de M. de Cossigny

Ingénieur en chef à l'Isle Bourbon

à la Compagnie des Indes, en date du 20 décembre 1732

(Archives des Colonies, Correspondance Générale Bourbon 1732)

« Souffrez, Messieurs, que je vous reproche la merveilleuse facilité que vous avez à croire avidement l'aventurier et le faquin, l'exécrable délateur à qui il prend envie de déclamer contre son gouverneur, contre un galant homme attentif à faire observer la règle et la justice.

Comment donc, un commandant qui se conduit depuis longtemps la balance à la main ne pourra réprimer des excès et des débordements sans se faire une affaire particulière et capitale avec le *scélérat qui trouve auprès de vous*, non un asile bien sacré, mais au moins une trop favorable disposition à se faire écouter et à vous faire méditer sur les libelles remplis des plus horribles infamies, et cela sans le moindre péril de sa part. Je suis au fait, Messieurs, car j'ai tout vu et pour et contre.

Ces libelles volent dans tout Paris et peut-être dans la province, vous n'en croyez pas tout à fait la teneur, car vous les communiquez à la partie pour qu'elle y réponde.

Est-ce donc à vos yeux seuls qu'un homme en place, publiquement calomnié, est obligé de manifester son innocence et sa probité ? Il y aurait abus, Messieurs, car ce même homme, supposé qu'il porte réellement dans son cœur les sentiments d'un monstre tel que celui qui est dépeint dans le mémoire, pourrait bien vous prouver des sentiments épurés, par raison de l'utilité particulière que vous en

retirez qui vous inclineraient en sa faveur, mais en serait-il moins perdu de réputation dans le public désintéressé ?

C'est donc à la face de l'univers qu'une telle reconnaissance doit éclater dans son temps et c'est à ce titre que vous devez justifier votre propre choix. Je n'imagine rien de si facile et de si simple.

Ne vous figurez pas, Messieurs, que je veuille vous insinuer de fermer l'oreille à de justes plaintes, à de réelles injustices ; on doit discuter celles qu'on se persuade, bien ou mal, avoir essuyées de la part d'un chef ; cela peut arriver et arrive même dans le gouvernement le mieux réglé. On a des ministres, des Puissances, des tribunaux auxquels on a recours, auxquels on expose simplement ses raisons, sans y mêler impérieusement des histoires fabuleuses, scandaleuses et tissées dans le centre de l'imposture.

Ce moyen si simple serait par exemple que dès qu'on attaque de front, par un mémoire, l'honneur et la réputation non seulement d'un chef mais de tout autre, mémoire, dis-je, qui par des faits inouïs ne conserve pas même la moindre vraisemblance, ce serait, lecture faite, de dire simplement à son auteur, sans s'émouvoir : voilà des faits capitaux, des crimes énormes, des malversations odieuses et sans contredit punissables, qu'on ne peut cependant nier ni croire, mais vous les avancez apparemment dans l'étroite vérité. La chose mérite réflexion et vaut bien la peine que nous l'approfondissions. Souffrez seulement, Monsieur l'accusateur, en attendant cette vérification, que nous vous fassions mettre la main sur le collet. Vous aurez le temps pendant votre détention de prouver tous ces faits graves. Nous vous en fournirons tous les moyens, mais le supplice est prêt pour l'accusé ou pour le calomniateur. En vain se retrancherait-il sur la lenteur de la procédure pour des informations venues des extrémités de la terre, il devait l'avoir prévu avant de s'exposer à dénoncer.

En vérité, Messieurs, cela donnerait à penser au plus

déterminé, sans quoi vous dégoûterez indubitablement de votre service tout homme d'honneur, chargé de régir vos affaires. Il en a déjà bien assez, sans être forcé à perdre son temps à rappeler toutes les actions et les démarches de sa vie passée ; et de toutes façons par de telles expositions et telle revue de ses talents et de ses mérites, on ne peut parvenir à prouver son innocence qu'aux dépens de sa modestie.

Mais pour dire encore un mot sur cet article déjà long, quoiqu'en mon particulier je sache positivement à quoi m'en tenir entre M. Dumas et ses infâmes et vils accusateurs, l'un d'eux par exemple qui non content de briller dans un affreux libelle, ose semer dans une colonie encore naissante et dès lors susceptible des moindres impressions, ose semer un esprit de révolte par un nombre de lettres signées et anonymes.

En bonne règle, Messieurs, toute autre affaire mise à l'écart, n'est-ce pas là se rendre coupable de haute trahison ? Peut-on inspirer une rébellion générale dans une province sans risque de se faire écarteler tout vif ? J'en frémiss et n'en dis pas davantage pour reprendre le fil interrompu de mes fortifications...

La lettre écrite, de Cossigny pense que ce n'est pas assez faire pour son ami Dumas. Le gouvernement lui doit une réparation pour le préjudice causé à son honneur. Il faut le décorer. Et, sur l'heure, de Cossigny écrit au contrôleur général des Finances la lettre suivante :

« Quartier de Saint-Paul, Ile Bourbon,
ce 20 décembre 1732.

Par le vaisseau *le Mars*.

« Monseigneur,

« Vraisemblablement voici la lettre qui fera la clôture de tout ce que je prends la liberté de vous envoyer. C'est une idée qui me vient dans ce moment et je prends la précaution

avant de vous la découvrir de vous jurer sur mon honneur et sur ma portion de Paradis, que qui que ce soit dans ces isles, ni même la personne qui va faire le sujet de cette lettre, n'a nulle connaissance, ni n'en aura, de ce que je vais avoir l'honneur de vous mander. Quand on se sent, Monseigneur, appuyé de votre bienveillance, il est bien difficile qu'on ne tombe, comme je fais, dans quelques importunités; au moins me rendez-vous justice puisque ce ne sera plus pour moi que je solliciterai votre pouvoir et votre crédit; votre estime me tenant lieu de tout.

Il s'agit encore une fois de M. Dumas. Il est impossible, Monseigneur, quand vous serez pleinement informé de toutes les mauvaises affaires qu'on lui a indignement suscitées, que judicieux et équitable comme vous êtes, vous ne fassiez votre propre affaire de sa justification.

Je dis donc, Monseigneur, qu'une preuve sensible et en même temps honorable que vous reconnaissez ce gouverneur pour un sujet zélé au bien de la Compagnie et par contre-coup à celui de l'Etat, car il l'est réellement et de plus infatigable, la preuve, dis-je, serait une marque de distinction telle que la croix et le cordon noir de Saint-Michel.

J'ai fait cette réflexion que cet ordre du Roi s'accorde à des gens qui se distinguent dans certains postes; celui de gouverneur dans ces îles peut, ce me semble, aller de pair au moins avec des Consuls des Echelles, des députés de Commerce, que j'ai vu revêtus de cette croix.

M. Dumas a sous son commandement des troupes, des officiers brevetés, de l'artillerie, des vaisseaux en rade, et toute une petite province. Il paraît souvent à la tête de ses troupes, soit pour revue, soit pour les voir manœuvrer. Il a dans les saisons ordinaires une foule d'officiers des vaisseaux de la Compagnie, ce sont quelquefois chez lui des quarante couverts qu'il est presque indispensablement obligé de faire servir; car, par parenthèse, Monseigneur, on ne trouve pas dans cette île, l'argent à la main, un mor-

ceau de pain ni même une once de viande, je ne puis donc m'imaginer que cette décoration reçue de votre main avec plein pouvoir de s'en décorer faute de personne en place ici de lui donner l'accolade ne fît dans l'esprit de ce gouverneur une impression proportionnée à l'honneur que vous lui procureriez. Et cet honneur en ferait aussi dans l'esprit du public informé des calomnies atroces qu'on a répandues ; d'ailleurs une marque extérieure dans un chef procure toujours un bon effet aux yeux de la multitude qui influe souvent sur la retenue qu'on a et conséquemment sur le bon ordre qui doit être observé.

A partir de là, quand j'avance, Monseigneur, que je n'ai nul dessein de vous importuner directement pour moi, je sens bien que je dis faux car supposant que la sollicitation que je prends la liberté de vous faire fût bien reçue et que vous vous rendissiez à mes très humbles prières, quelle satisfaction intérieure n'aurais-je pas dans le fond du cœur d'avoir été capable de contribuer à celle d'un galant homme ?

Non, Monseigneur, ce que vous m'accorderiez pour moi-même ne me flatterait pas tant. Voyez-en, je vous supplie, les conséquences. J'ai certainement trop de cœur pour m'aller vanter comme un bavard de vous avoir sollicité et peut-être déterminé pour le fait en question. Mais, comme on dit, les murailles parlent, tout transpire à la longue, quelle gloire n'aurais-je pas si par tout autre canal que le mien on venait à se douter simplement que vous fussiez porté à favoriser quelqu'un en suite de mes prières.

De bonne foi, Monseigneur, pensez-vous qu'un misérable ver de terre comme moi qui serait assez heureux de mériter une part de votre estime telle à pouvoir vous engager d'accorder par une bonté privilégiée quelque grâce, ne fût au comble de la joie, je vous dirai que je la ressens d'avance en me figurant que vous pourriez bien vous rendre à ma sollicitation. Feu M. Desforges, prédécesseur de M. Dumas, avait obtenu la croix de Saint-Louis. Le sieur Fontbrune, major de cette île, qui ne serait pas *soutient* en France,

n'ayant nulle part vu planter un faisceau d'armes, l'a bien obtenue par le crédit de M. d'Hardancourt. La Compagnie vient de l'envoyer au sieur Caron, capitaine d'une compagnie d'ingénieurs. Elle en a envoyé une dans l'Inde. En vérité il n'y en a pas un qui l'aurait mieux méritée que M. Dumas tant s'en faut. Cependant je pense que pour ce gouverneur la croix de Saint-Michel lui conviendrait mieux et lui serait plus honorable ; vous en déciderez s'il vous plaît et je finis en vous protestant qu'il n'a nulle part à la démarche que je fais.

Je suis avec un très profond respect, Monseigneur,
Votre très humble et très obéissant serviteur,

COSIGNY. »

Hélas ! cette belle amitié pour Dumas ne dura pas. Le 2 janvier 1733, de Cossigny partait, sur le *Neptune*, pour la baie d'Antongil, à Madagascar, où la Compagnie avait l'intention de créer un établissement à l'île Marotte. De Cossigny était aussi opposé à cette création qu'il avait été favorable à celle du Port Nord-Ouest. Il l'était d'autant plus que cette descente à l'île Marotte, appelée aussi îlot d'Anjou, devait être faite avec l'escadre de M. de l'Hermite, son ennemi. Ce qui devait arriver arriva, le conflit devint aigu entre les deux chefs de l'expédition.

Voici le récit qu'en donne M. de Rostaing dans son journal (1) :

« On y envoya en 1733 M. de L'Hermite, capitaine de
« vaisseau de la Compagnie, avec trois navires, et on choisit
« M. de Cossigny, ingénieur en chef des Iles de France et
« de Bourbon, pour y commander à terre, et y ordonner
« les bâtiments et les fortifications nécessaires pour la
« sûreté des comptoirs français. Mais ces deux messieurs
« ne purent s'accorder : leur mésintelligence rompit toutes
« les mesures et arrangements que l'on avait pris, et l'ou-

(1) Archives de la Marine, B⁴ 59.

« vrage de cinq mois de séjour qu'ils y firent, consista
« dans l'achat de toute la baie, d'une certaine portion du
« rivage et de l'île de Marotte, espèce de pain de sucre
« d'environ deux lieues de circuit, sur lequel on devait
« s'établir. Cette acquisition fut faite, à peu de frais,
« d'Adrien Baba, principal roi du pays, et en conséquence
« tous les petits chefs qui habitaient dans l'étendue du
« domaine qui devenait le nôtre vinrent à leur façon prêter
« serment de fidélité au roi de France, entre les mains de
« MM. de Cossigny et L'Hermite. Il ne s'agissait plus après
« cela que d'établir le comptoir. Les difficultés que le com-
« mandement suscita entre eux, occasionna une rupture
« ouverte qui se termina par l'abandon de l'entreprise qui
« faisait l'objet principal de leur mission, suite funeste
« d'une autorité partagée entre deux chefs. Après leur
« départ, Adrien Baba vint, avec une nombreuse armée, de
« la côte opposée à celle où il faisait sa demeure, et une pro-
« digieuse quantité de bœufs et autres denrées destinées pour
« le camp français, dans la confiance de le trouver établi.
« Surpris à son arrivée de ne plus voir nos vaisseaux, et de
« ce que tout le monde avait si promptement disparu, il
« soupçonna que les chefs, ayant secoué le joug qui leur
« avait été imposé, s'étaient mutinés contre la donation
« qu'il avait faite aux Français : de sorte que, sans autre
« examen, il tua, pilla, brûla et fit esclaves tous les noirs
« habitants de cette partie de la côte et la rendit si déserte
« qu'à peine y trouve-t-on aujourd'hui quelques villages,
« encore faut-il pour cela remonter les rivières à trois ou
« quatre lieues. »

De Cossigny voulut à son retour faire poursuivre de L'Hermite pour haute trahison et comme Dumas n'était pas de cet avis, l'ingénieur, d'ami intime, devint ennemi juré du gouverneur.

Croirait-on que c'est le même « galant homme, attentif à faire observer la règle et la justice », dont parle Cossigny le 20 décembre 1732, qui en soit réduit, pour se défendre

contre les rapports de son ex-ami, d'écrire à Orry le mémoire que je publie maintenant qui explique mieux que n'importe quel long exposé d'un écrivain moderne, le caractère de Cossigny.

Lettre de M. Dumas à Monseigneur le Contrôleur général
du 15 décembre 1733

« Monseigneur,

« Ce n'est que malgré moi que je me trouve forcé de vous porter mes plaintes contre une personne que votre grandeur protège et estime ; et si je n'avais une ferme confiance en la justice et en l'équité inséparables de toutes vos décisions, et en la bonté de votre discernement, j'aurais lieu de craindre de trouver en vous un juge prévenu.

M. Cossigny a le bonheur d'être connu de vous, vous avez une entière confiance en lui, du moins il s'en vante ; vous le protégez, je n'en puis douter ; quant à moi malgré vingt et un ans de services je ne puis me flatter d'aucun de ces avantages. Le combat est donc trop inégal pour l'entreprendre s'il m'avait été possible de l'éviter. Je reconnais encore dans M. Cossigny de l'esprit infiniment, un talent peu commun pour écrire et pour s'énoncer. Pendant que son cœur a été dégagé de toute passion et de prévention, nous avons parfaitement bien vécu ; nous ne nous quittions que pour dormir ou travailler et charmé de sa conversation j'en faisais mes heures de récréations. Il m'assurait de son estime et de son amitié ; je lui rendais la réciproque avec des attentions infinies. Ce calme a duré plus de dix mois mais M. Cossigny ayant malheureusement eu quelques discussions avec le sieur d'Hermite⁽¹⁾, capitaine de la *Diane*, dans le voyage qu'il a fait avec lui de France en cette Ile, cela a jeté entre eux la semence d'un éloignement et

(1) Ou de L'Hermite ; l'orthographe des noms propres est des plus fantaisistes au XVIII^e siècle.

d'une aversion qui s'est réveillée avec violence dans le voyage que M. Cossigny a du faire par ordre de votre Grandeur, à la Baie d'Antongil pour l'établissement de l'Île Marotte.

M. Cossigny témoigna d'abord une répugnance extraordinaire pour cette expédition et déclara par écrit au Conseil qu'il ne pourrait y aller à cause d'une incommodité qui lui était venue à la jambe. Cependant sur mes représentations et diverses observations que je lui fis faire, il se déterminà à y passer. De mon côté, pour l'engager et lui donner des marques de la confiance et des attentions que j'aurai toujours pour une personne que vous protégez, je lui donnai pendant tout le séjour qu'il serait obligé d'y faire, le commandement de ce nouvel établissement et des troupes qu'on y faisait passer : il me parut flatté, et que cela lui faisait plaisir.

Il partit pour cette expédition, pendant laquelle il maltraita de paroles le sieur d'Hermite, l'obligea d'amener la flamme quoi qu'il fût le plus ancien des capitaines de tous les vaisseaux qui étaient dans cette baie, et sur le refus que le sieur d'Hermite en fit, voulut le faire enlever par des fusiliers dans son bord, et le menaça ensuite, en lui parlant à lui-même, de le faire mettre aux fers et de le ramener prisonnier à l'Île de Bourbon. Votre Grandeur pourra voir plus en détails par les informations faites à la requête de M. Cossigny, tout ce qui s'est passé dans cette affaire.

Par le récit que M. Cossigny m'en fit, je m'attendais que ce serait le sieur d'Hermite qui en porterait les plaintes au Conseil ; mais je vous avoue, Monseigneur, que je fus dans la dernière des surprises lorsque, le 12 mai 1733, M. Cossigny me présenta une requête contre le sieur d'Hermite, ne contenant que des faits vagues ou de peu de conséquence. Je fis tout mon possible pour engager M. Cossigny à retirer cette requête, tâchant de lui faire comprendre que ce qu'il demandait était contre les règles de la justice, et impossible ; que d'Hermite n'avait porté aucune plainte

contre lui ; qu'il était certain qu'il avait maltraité de paroles le sieur d'Hermite qui ne lui avait rien répliqué, que la confrontation qu'il demandait avec lui ne pouvait se faire qu'après que le procès aurait été instruit et que le Conseil aurait trouvé la matière assez grave pour l'ordonner ; que je voyais de l'impossibilité à obliger le sieur d'Hermite à lui donner l'acte qu'il demandait ; que je serais moi-même fort embarrassé de le dresser. Car enfin que pouvait dire cet acte[?] que d'Hermite lui demandait pardon d'avoir qualifié d'invectives et offenses les menaces que Cossigny lui avait faites de le mettre aux fers, et les termes durs et obscènes dont il s'était servi en lui parlant.

Je conseillai avec instances et par amitié à M. Cossigny de laisser tomber cette affaire, qu'elle ne valait pas la peine d'être relevée ; que tout le tort était de son côté, et que s'il y avait quelque réparation ou satisfaction ordonnée, ce serait lui qui serait obligé de le faire.

Mes représentations, mes instances et mes prières furent inutiles ; je ne pus refuser à ses vives réclamations d'appointer sa requête et de la faire signifier à d'Hermite.

Quatorze jours après qui était le 26 mai, M. Cossigny m'apporta une seconde requête contre le sieur d'Hermite, ouvrage produit d'une bile échauffée, et dont l'idée ne lui était venue qu'après coup. Il n'était plus question de simple réparation comme dans la première ; c'était un cas pendable ; d'Hermite ne pouvait échapper au dernier supplice ; il s'agissait de rébellion manifeste, de sédition et de révolte et les conclusions de la requête étaient que le sieur d'Hermite, comme auteur de sédition, serait arrêté par corps pour son procès lui être fait et parfait à l'extraordinaire, demandant la sanction du Procureur général. Jamais plainte ne fut appuyée sur de moins solides raisons. Je vais, Monseigneur, avoir l'honneur de vous expliquer le fait le plus succinctement qu'il me sera possible.

M. Cossigny, indisposé contre le sieur d'Hermite, cherchait toutes les occasions de le mortifier. Il fit réflexion

après quelque temps de séjour à l'île d'Anjou, que le sieur d'Hermite portait la flamme à la tête de son grand mâât, tant en qualité de plus ancien capitaine de tous les bateaux de l'escadre qui étaient dans cette baie que comme auteur et chef de l'entreprise, titre qui lui était encore confirmé par la délibération du Conseil Supérieur du 15 décembre 1732, et à laquelle M. Cossigny avait souscrit lui-même avant de partir pour cette expédition.

Pour mortifier le sieur d'Hermite, M. Cossigny obligea le sieur de la Bouexière, capitaine du *Neptune*, sur lequel il était embarqué, d'arborer la flamme et envoya en même temps un ordre au sieur d'Hermite d'amener la sienne, et sur le refus qu'il en fit, il lui ordonna par écrit de se rendre à bord du *Neptune*. D'Hermite, qui connaissait la violence de M. Cossigny et sa mauvaise volonté pour lui, craignit qu'il ne lui fit quelque insulte et refusa de s'y rendre. M. Cossigny s'enflamma de ce refus et dans la pétulance d'un premier mouvement, ordonna au sieur Poncy, commandant (sous ses ordres) le détachement de 40 hommes que je lui avais donné de s'embarquer dans une chaloupe avec douze fusiliers pour enlever en son vaisseau et mener à bord du *Neptune* le sieur d'Hermite, qui, s'apercevant de cette manœuvre, fit donner un coup de sifflet par son maître et avertit son équipage rassemblé du dessein du sieur Cossigny qui lui promit de s'y opposer. Un officier se détacha dans un canot et fut à bord du *Neptune* pour informer MM. Cossigny et Poncy que le sieur d'Hermite était préparé à repousser la violence par la force, et point du tout disposé à se laisser enlever dans son navire; qu'enfin il ferait tirer le canon sur la chaloupe du *Neptune* s'il la voyait approcher avec des gens armés. Un chacun, consterné de la scène qui allait se passer, et de voir des Français et des vaisseaux de la Compagnie s'entre détruire à la vue d'une nation barbare chez laquelle on était venu former un établissement de commerce et de paix, et à qui cela pouvait faire naître de fâcheux préjugés, s'empressa auprès de

M. Cossigny avec instance pour l'engager à faire revenir à bord l'officier et les fusiliers qui étaient déjà embarqués. Il se rendit enfin à toutes les raisons qu'on lui donna, fit rentrer les soldats et renvoya un troisième ordre au sieur d'Hermite pour amener sa flamme et venir le trouver.

Le sieur d'Hermite jugea à propos d'acquiescer à l'un et à l'autre, amena sa flamme et vint à bord parler à M. Cossigny. Ce fut alors qu'il le menaça de le faire mettre aux fers et de le mener prisonnier dans la fosse aux lions. Je croirais trahir la vérité et la justice, et ma propre conscience si je me dispensais de dire à Votre Grandeur, que la conduite de M. Cossigny dans cette affaire est très irrégulière. Le commandement que j'avais déféré à M. Cossigny sur les troupes et l'établissement de l'île d'Anjou supposait nécessairement qu'il se ferait ; n'ayant pas lieu, ce titre s'évanouissait.

La délibération du Conseil Supérieur qui donnait le titre et l'autorité de commandant de l'Etablissement à M. Cossigny, bien loin de mettre le sieur d'Hermite sous ses ordres, confirmait au contraire à ce dernier le commandement de tous les vaisseaux qui étaient destinés pour cette expédition ; droit qui lui était naturellement acquis par les ordonnances de la Marine, comme plus ancien capitaine, en qualité d'auteur du projet et chargé en chef de la conduite de toute cette entreprise.

Bien loin que les troupes que j'avais envoyées dussent être employées par M. Cossigny à faire violence au sieur d'Hermite, il lui était ordonné au contraire par l'article premier de la délibération à laquelle il a souscrit, de les fournir au sieur d'Hermite toutes les fois qu'il les demanderait, avec injonction aux officiers et soldats de ce détachement, d'obéir exactement aux ordres qui lui seraient donnés par le sieur d'Hermite, tant pour soutenir la traite et le commerce dont il était chargé que pour la prise de possession de l'île d'Anjou.

Le droit de porter la flamme est un honneur purement

marin qui ne peut être attaché qu'à l'homme de mer, soit par ses grades ou par son ancienneté, et la flamme arborée à bord du *Neptune* était une marque de distinction dont l'honneur retombait sur le capitaine, et nullement sur Cossigny qui n'était que passager ; ses grades militaires ou le titre de commandant dans l'île d'Anjou ne pouvant lui servir de rien pour s'attribuer cette prérogative qui n'a jamais été attachée à son Etat.

Les délibérations de la Compagnie des Indes qui ordonnent aux capitaines de vaisseaux d'obéir aux ordres qui pourraient leur être donnés par les Gouverneurs et chefs de comptoirs où ils relâcheront, ne pouvait encore avoir lieu dans cet endroit, ni à cette occasion, puisque l'Etablissement n'avait pas été fait, de l'avis même de Cossigny et quand bien même il eût été formé, que M. Cossigny se fut établi à terre avec tout son monde, cela ne lui donnait aucune autorité sur d'Hermite qui, par ordre de la Compagnie et du Conseil de cette Isle, était chargé en chef de la conduite de toute cette entreprise. Le feu sieur de Faventiner qui était destiné, par la Compagnie, pour rester commandant dans cet établissement, ne devait en faire les fonctions qu'après le départ du sieur d'Hermite. Enfin, M. Cossigny, les officiers et les troupes envoyées dans cet endroit, étaient uniquement destinés pour soutenir ses projets, l'aider à les mettre à exécution, et nullement pour le commander et le forcer d'obéir.

La copie des délibérations au sujet de la subordination des capitaines aux chefs des comptoirs avait été remise au sieur de Cossigny pour les laisser dans cet établissement, afin qu'elles pussent servir par la suite de règle aux capitaines des bâtiments que nous y aurions envoyés, et nullement pour que le sieur Cossigny pût s'en prévaloir contre le sieur d'Hermite au mépris des ordres de la Compagnie dont ce dernier était chargé, et du règlement du Conseil du 15 décembre 1732.

Et, enfin, M. Cossigny, voulant s'appuyer de ces délibé-

rations pour faire punir le sieur d'Hermite de la prétendue désobéissance, devait s'en tenir à demander qu'il fût condamné aux peines prononcées par ces mêmes délibérations, qui sont à son retour la perte de ses appointements et de sa gratification.

Qui aurait cru, Monseigneur, que de toutes ces discussions dans lesquelles le sieur d'Hermite a toujours été lésé et eut le dessous, M. Cossigny en aurait tiré la matière et le sujet de lui intenter deux procès, l'un en réparation, et l'autre au grand criminel. Il n'est point de figure de rhétorique, de persécutions, d'assiduités et d'insistances que M. Cossigny n'ait employées pour me persuader, et à tout le monde, que le cas du sieur d'Hermite était pendable ; qu'en France il n'y aurait nulle rémission pour lui et que s'il échappait à ses poursuites ce ne pouvait être qu'à la faveur de son argent et de ses diamants qu'il avait su répandre habilement pour suborner ses juges.

Il faut connaître M. Cossigny comme nous le connaissons pour bien juger, Monseigneur, avec quelle volubilité et en quels termes vifs et emportés il répandait publiquement ces sortes de discours ; il me tenait souvent des six heures de suite dans mon cabinet à ne me parler que de cette affaire, avec des cris et des emportements qu'on entendait des maisons voisines. Ses discours étaient souvent mêlés de termes piquants et insultants pendant lesquels il m'a fallu rappeler, pour les souffrir avec tranquillité, tous les ménagements que je suis dans l'obligation d'avoir pour une personne qui a l'honneur d'être protégée de Votre Grandeur. Sans cela la modération et la patience que je me suis toute ma vie fait gloire de pousser plus loin qu'un autre n'aurait pu y réussir.

Je n'avais même la complaisance d'écouter si longtemps M. Cossigny que pour le tranquilliser et lui faire connaître son erreur et combien ses demandes étaient mal fondées puisque je ne devais pas être juge dans cette affaire, ayant été récusé par le sieur d'Hermite pour deux moyens :

le premier était qu'ayant démonté le capitaine du *Saint-Paul*, que j'y avais placé et qu'il soutenait être un homme que j'aimais et ma créature, je devais, par cette raison, être indisposé contre lui. Son second moyen de récusation fut que M. Cossigny, sa partie adverse, mangeant chez moi, il en résultait de là entre nous une amitié et une affinité, qui lui faisait demander que je n'assistasse point au jugement de ses affaires avec le dit sieur Cossigny ; ce que le Conseil lui accorda en jugeant les moyens de récusation par lui proposés, admissibles et pertinents.

Dans cet état il paraissait naturel que M. Cossigny me laissât en repos ; malgré cela, il voulait que j'eusse engagé le Conseil à prononcer suivant son désir et me rendait dans son cœur responsable de tout ce qui n'allait pas à sa fantaisie. Pendant ce temps, les conseillers qui devaient juger cette affaire, rebutés et indisposés par les discours que M. Cossigny tenait publiquement, ne se sentant pas d'ailleurs disposés à lui accorder ses conclusions, ni d'adhérer à ses sentiments, prirent le parti de renvoyer la décision de cette affaire en France. J'ose assurer à Votre Grandeur que ce fut plutôt par considération pour M. de Cossigny que pour aucune autre raison et pour ne point prononcer entre lui et le sieur d'Hermite, un jugement qui ne lui aurait pas été favorable, qu'ils prirent ce tempérament.

Cette résolution ne satisfit point M. Cossigny. Il cria plus fort que jamais, rompit brusquement avec moi, quitta ma maison où il me faisait l'honneur de manger depuis huit mois, et je devins à ses yeux un homme tout différent de celui qu'il avait vu pendant tant de temps ; toutes ces marques d'estime et d'amitié, et les louanges qu'il ne cessait de me donner, se changèrent tout d'un coup en haine et en une critique envenimée de toutes mes actions, qui ne fait que croître et augmenter depuis ce temps.

Une autre affaire l'a encore fait renchérir sur ses mauvaises dispositions contre tout le Conseil et contre moi en particulier. M. Cossigny a trouvé en arrivant dans ces

illes un ingénieur appelé le sieur Sornay, que la Compagnie y avait envoyé l'année précédente pour être chargé en chef des travaux dans l'une et l'autre isle, et qui par l'arrivée de M. Cossigny devint son second. Il le prit peu de temps après son arrivée en aversion, et particulièrement son épouse, pour des raisons qui ne sont pas parfaitement connues, et jura la ruine et le déshonneur de l'un et de l'autre.

M. Cossigny ne hait point à demi, et il n'y a point de ressort qu'il n'ait jusqu'à présent fait jouer pour les perdre de réputation et de fortune ; il voulut pareillement me faire épouser sa querelle ; mais ayant remarqué que la jalousie et la passion étaient le mobile de toutes ses démarches contre ces deux personnes, que j'ai toujours tâché que la justice et l'équité fussent la base de mes actions et de ma conduite, je n'ai pas cru devoir concourir à les écraser, étant convaincu qu'ils ne méritent ni l'un ni l'autre les mauvais traitements et les injures qu'ils reçoivent journellement de M. Cossigny, qui, de son autorité privée, a expulsé du service le sieur Sornay, sans délibération que la Compagnie ordonne en pareil cas être dressée contenant les raisons et les motifs de l'interdiction et enfin contre l'avis du Conseil et le mien.

La règle établie dans ces colonies, les ordres de la Compagnie, notre honneur et notre autorité choquée par une démarche aussi injurieuse et aussi publique, demandaient que nous eussions sur le champ remis sur les travaux le sieur Sornay. Mais M. Cossigny me protesta par écrit que si nous le rétablissions, il abandonnerait la conduite des travaux, et enfin il me le dit et me l'assura d'une façon qui me persuada qu'il me tiendrait parole. Je pris donc, conjointement avec le Conseil, le parti de ne point faire travailler le sieur Sornay sous les ordres de M. Cossigny, et de lui donner, en attendant la décision de France, des occupations détachées de celles dont cet ingénieur en chef est chargé, et en faisant céder pour un temps

la justice et notre amour-propre à la condescendance et aux égards que nous ne cesserons d'avoir pour lui en considération de la protection dont Votre Grandeur l'honore, dans l'espérance que, satisfait de notre modération et de notre patience, vous nous rendrez la justice qui nous est due en désapprouvant sa conduite, sa vivacité et ses mauvaises manières pour nous.

Ces deux affaires et quelques autres idées que M. Cossigny s'est fourrées dans la tête contre la dame Sornay, ont mis la dernière main à son indisposition contre le Conseil et contre moi et dont il dit tout haut qu'il ne reviendra jamais. Il ne veut plus communiquer pour aucune affaire touchant même les travaux, avec le Conseil, mais seulement quelquefois avec moi seul. Nous ne faisons selon lui plus rien de bien ; tout va de travers ; il peint et tourne à sa fantaisie les moindres faits avec les couleurs les plus noires ; enfin à l'entendre nous n'avons plus ni capacité, ni talent, ni honneur, ni vertu ; il possède l'art merveilleux de donner avec esprit telle tournure qu'il lui plaît à ce qu'il débite ; il n'a pas grand'chose à faire, ainsi il s'y livre tout entier ; il me lâche de temps en temps des lettres en termes piquants et choquants. Il me menace perpétuellement de vous écrire, et votre nom, que nous respectons, est mis en jeu pour les moindres bagatelles, soit pour flatter ceux qu'il veut gagner, ou dans l'espérance d'intimider ceux qui lui déplaisent.

De pareils discours et une telle conduite pourraient être préjudiciables au service, à la subordination et à l'union qui est nécessaire dans une colonie ; et il est fâcheux, même déshonorant, pour un homme en place d'être obligé de la tolérer. Depuis 22 ans que j'ai l'honneur de servir le Roi et la Compagnie on ne me peut reprocher ni lâcheté, ni bassesse, je serais indigne du poste que j'occupe et aimerais mieux mourir que de tomber dans ce cas.

Je ne sais donc, Monseigneur, quel parti prendre, celui de la patience sera préféré si les choses en restent où elles

en sont actuellement en attendant de la justice et de l'équité de Votre Grandeur le remède à notre situation. J'ai tout lieu d'être fâché d'être en discussion avec un homme pour qui vous êtes peut-être prévenu. Je sais que dans la place que vous occupez, mon sort dépend de vous, j'aurais sujet de m'alarmer, si je n'étais fermement persuadé que la justice de ma cause prévaudra sur toute autre disposition de votre cœur ; tant que M. Cossigny a été dégagé de passion il m'a élevé et a dit du bien de moi ; à présent il me menace de se dédire ; ses dispositions différentes à mon égard, n'ayant rien changé à la droiture et à la probité qu'il a reconnue en moi, j'espère que tout ce qui partira de son esprit irrité ou qu'il pourra dire ou écrire contre moi, ne me fera donc aucun tort dans l'esprit de Votre Grandeur et qu'elle aura la bonté de faire attention que M. Cossigny qui se récrie perpétuellement qu'il est bien malheureux pour un officier comme lui d'avoir des procès et des discussions, n'en a d'autres à essayer que ceux qu'il suscite lui-même aux autres, sur des discussions dans lesquelles tout le tort est de son côté. Qu'il se plaint enfin contre le Conseil qui n'a jamais rendu aucun jugement contre lui et qui aurait dû, au contraire, suivant mon avis, le condamner.

J'ai l'honneur d'être avec un très profond respect,
Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur,

DUMAS.

Après un an de disputes durant lequel la réception de la patente qui le faisait correspondant de l'Académie des Sciences ne suffit pas à le remettre de bonne humeur, de Cossigny se réembarquait pour la France, dégoûté, disait-il, des Iles et surtout de leurs habitants. Il y avait pourtant fait une exception, car, d'après les documents de cette époque, c'est à l'île Bourbon qu'en 1735 de Cossigny épousa M^{lle} Elisabeth Brenier, fille de M. Joseph Brenier, membre du Conseil de l'île Bourbon. Dans les rapports que de Cossigny rédigea beaucoup plus tard, pour ses chefs, et en vue

de ses demandes de pension, il déclare qu'il quitta les îles « bien résolu de n'y plus revenir ». Il y laissa pourtant sa femme.

La vérité, dans cette affaire, c'est que de Cossigny fut bel et bien expulsé des Îles par un vote du Conseil Supérieur. Cette décision radicale fut d'ailleurs considérée en haut lieu comme par trop cavalière et de Cossigny fut envoyé, à nouveau, dans les Îles. A la fin de janvier 1736, il s'embarquait sur le *Maurepas*. Orry faisait en même temps partir des lettres pour La Bourdonnais, qui venait d'être nommé gouverneur général des Îles de France et de Bourbon; pour l'exhorter à la plus grande patience envers de Cossigny dont il connaissait le caractère grognon.

Huit jours après son départ, le *Maurepas* réapparaissait, dans le port de Lorient, complètement démâté et ne naviguant plus qu'à l'aide d'un humier hissé à un petit mât de rechange. Il venait d'essuyer, pendant une semaine, une tempête extrêmement violente. Le vaisseau était très maltraité. Ancres, canons, provisions, bagages des voyageurs avaient été précipités à la mer pour alléger le vaisseau. De Cossigny perdit pour 2.000 louis de bagages divers dans cette aventure et, en 18 jours, le *Maurepas* ayant été remâté et regréé, il quittait enfin Lorient; marchant cette fois sans accrocs il arrivait le 5 juillet 1736 à l'Île de France.

CHAPITRE III

SECOND SÉJOUR AUX ILES DE COSSIGNY DANS LES INDES RETOUR EN FRANCE

CAMPAGNE DE 1744 SUR LE RHIN

(D'après les Archives des Colonies et de la Guerre) (1)

De 1736 à 1739, de Cossigny fut ingénieur du roi aux Iles et, naturellement, eut de longs démêlés avec la majeure parties des notables de ces colonies, gouverneur en tête. Je ne puis revenir ici sur ses discussions avec La Bourdonnais ; elles sont exposées, tout au long, dans le volume que je consacre à Mahé de La Bourdonnais. Je me bornerai ici à publier une lettre du procureur général au Conseil Supérieur de l'Ile de France, M. Hargenvillier, au Contrôleur Orry.

« Au Port-Louis de l'Ile de France, ce 7 mars 1737.

« Monseigneur,

« Je comptais n'avoir l'honneur de vous écrire que pour vous assurer de mes respects et vous demander la continuation de vos bontés ; je ne pensais pas qu'il y eût quelqu'un dans l'Ile qui pût se plaindre de moi. Cependant, j'ai appris depuis quelques jours que M. Cossigny aurait dit publiquement qu'il vous porterait des plaintes sur des rapports de discours qu'il dit que j'ai tenus sur son compte ; j'examinai longuement ma conscience pour chercher ce que je pouvais avoir dit, dont il pût se plaindre, sans m'en avoir parlé

(1) Archives du ministère des Colonies : Correspondance générale, Ile de France, 1737. — Archives du ministère de la Guerre : Dossier personnel de Cossigny.

(car il ne tient pas sa langue dans sa poche) et je ne trouvais rien ; cependant à force de rêver je me suis souvenu qu'un jour, à table, chez M. de La Bourdonnais, on parlait de Génie et que quelqu'un dit en badinant que les ingénieurs ne songeaient qu'à construire des batteries et des bastions et négligeaient le reste mais qu'il fallait faire, avant toutes choses, de bons magasins pour mettre les effets de la Compagnie en sûreté, je répondis qu'il avait raison et dis en badinant que nous aurions plus besoin de batteries de cuisine que d'autres. J'ai appris que cela lui avait été rapporté et qu'il avait pris cela très mal. Je n'aurais jamais cru qu'une plaisanterie de cette espèce, qui n'intéresse ni son honneur, ni sa gloire, eût pu l'offenser. En tous cas, je vous jure, Monseigneur, que ce n'a point été mon intention.

Pardon si je vous entretiens de si peu de chose, mais je crois ne pouvoir me dispenser de vous prévenir au cas qu'il vous écrive contre moi ; je sais qu'il a la plume à la main et que les mémoires ne lui coûtent rien, mais je le défie de rien dire sur mon compte qui regarde mon devoir et la conduite d'un honnête homme. En tout cas, il serait le seul. Je respecte trop la protection dont vous l'honorez pour rien dire sur son compte si ce n'est que c'est un caractère indéfinissable, aujourd'hui votre ami et demain votre ennemi, le tout sans savoir pourquoi. Et ce qui me surprend c'est qu'ayant dessein de se plaindre de moi, il ne m'en témoigne rien. C'est peut-être un faux bruit ; je le souhaite de tout mon cœur, et je serais au désespoir si des discours hasardés sans fondement pouvaient vous faire la moindre impression.

J'ai l'honneur d'être, etc., etc.

(Signé) : HARGENVILLIER. »

On voit par cette lettre de justification, envoyée au Ministre avant même que la moindre remontrance ait été faite à Hargenvillier, combien de Cossigny était redouté à

l'Île de France. La Bourdonnais confirme cette impression par cette phrase de sa lettre du 14 août 1736 à M. de Fulvy :

« ...M. de Cossigny est arrivé ; dès qu'on l'a su, tout le monde a voulu quitter le service. »

Je cite, pour mémoire, parmi les employés le plus violemment pris à partie par le terrible ingénieur, le malheureux de Sornay dont Cossigny avait juré la perte (1). « Toujours la plume à la main », l'ingénieur en chef ne se contente d'ailleurs pas de se plaindre pour lui. Sitôt qu'une contestation quelconque naît dans les îles, il prend immédiatement partie pour l'une des personnes en désaccord et écrit en sa faveur au Contrôleur général. Je ne publierai pas ici, pour ne pas allonger les citations, une amusante lettre, du 25 décembre 1736, dans laquelle de Cossigny réclame pour les missionnaires de Saint-Lazare une parcelle de terrain qu'un sieur Gaucher déclare au contraire lui avoir été adjugé régulièrement par délibération du Conseil. Dumas et le curé de la paroisse qui concéda ce terrain à Gaucher, y sont entraînés dans la boue et l'on regrette vraiment, à la fin de cette lettre, que de Cossigny n'ait pas mis en pratique la décision rapportée par lui au début de la même missive, de n'entretenir Orry « de rien qui ne fût absolument relatif à sa profession ».

Enfin, le 12 juillet 1739, de Cossigny s'embarqua pour Pondichéry d'où il espérait partir pour la France au mois d'octobre suivant. Mais Dumas, alors gouverneur général des Établissements français dans l'Inde, qui connaissait ses capacités de technicien, le retint à Pondichéry, lui confiant la réorganisation des fortifications de cette ville. De Cossigny était là au bon moment car ce fut lui qui mit en défense la ville lorsqu'elle fut menacée par l'armée Mahratte, de Ragogi Bonsoula (2). Il construisit 144 affûts pour les canons, fit bâtir des parapets percés de meurtrières, des plateformes, des hangars dans chaque bastion, et fit creuser

(1) Cfs à ce sujet, Mahé de La Bourdonnais.

(2) Voir Mahé de La Bourdonnais.

à l'extérieur des murs un fossé de dix toises de large sur huit pieds de profondeur.

Après le départ des Mahrattes, de Cossigny put s'embarquer enfin pour la France le 20 octobre 1741. Le 30 mai 1742 il était à Lorient et, en juillet suivant, à Paris.

Durant trois mois l'ingénieur resta sans occupations, mais sur la fin de septembre le bruit se répandit à la Cour que les Anglais avaient l'intention d'investir Maubeuge. Aussitôt de Cossigny se rendit auprès du marquis d'Asfeld, toujours directeur des fortifications et lui demanda à reprendre du service actif. Son désir fut immédiatement exaucé. Le 15 octobre 1742, il était à Maubeuge. Il n'y demeura que onze jours, temps qu'il fallut pour se rendre compte que l'alarme où l'on avait été se trouvait mal fondée. De Cossigny fut nommé à Dunkerque sous les ordres du maréchal de Noailles, avec qui il fit tout le reste de la campagne à titre de sous-brigadier commandant la brigade des ingénieurs du roi. Les opérations qu'il dirigeait ayant pris fin avec le mois de décembre 1742, de Cossigny revint à Paris en janvier 1743 et resta en disponibilité jusqu'en avril suivant, époque à laquelle le roi le nomma ingénieur en chef à Besançon. Il ne demeura pas longtemps dans ce poste tranquille, car l'année suivante le comte d'Argenson le nommait major des brigades d'ingénieurs de l'armée du maréchal de Coigny sur le Rhin (1). De Cossigny rejoignit l'armée à Strasbourg.

Le prince Charles de Lorraine, à la tête des Autrichiens, franchit le Rhin à la fin de juin. Lauterbourg se rendit rapidement et l'armée, longeant la Lauter, submergea Wissembourg. Le maréchal de Coigny envoya de Cossigny

(1) Le poste de major, comme celui de brigadier, est un emploi et non un grade. Le rôle du major, dans toutes les formations, est des plus importants. Il est, à la fois, manœuvrier et comptable : « Outre qu'il doit posséder parfaitement la tactique », écrit Bardet de Villeneuve dans sa *Science militaire*, « qui est l'art de ranger un ou plusieurs bataillons, de même que toutes les évolutions militaires, il doit aussi tenir des livres de comptes et être un bon arithméticien. » Cet emploi était toujours donné au choix.

au maréchal de Seckendorf, chargé d'emporter Alsthat (1) et le village des Picards. Au début de juillet, de Cossigny était engagé dans cette affaire. Alsthat ne fut enlevée qu'au prix de lourdes pertes tant du côté français que parmi les Croates qui l'occupaient. Mais ces opérations locales n'empêchaient pas la situation d'être des plus graves ; le roi vint lui-même de Flandre en Alsace et, ce qui était plus utile, des renforts considérables furent amenés par le maréchal de Noailles au maréchal de Coigny. Le prince Charles repassa le Rhin. Pendant ce temps le roi, tombé gravement malade, était en danger de mort à Metz. Les Autrichiens, que les mauvaises nouvelles arrivées de Vienne (2) forçaient à abandonner rapidement l'Alsace, se retiraient en bon ordre. La retraite de l'armée était couverte par cent compagnies de grenadiers fort actives. Qu'on en juge. Pendant la nuit du 25 au 26 août les maréchaux de Noailles et de Coigny, accompagnés d'un brillant état-major, suivaient la chaussée de Röschoog. Tout à coup, vers 9 heures du soir, une violente fusillade éclata à deux pas de la troupe. C'était un parti de grenadiers autrichiens retardataires qui les saluaient au passage. Surpris et affolés, les chevaux de toute cette jeunesse dorée se culbutaient les uns les autres et, au milieu de la nuit, dans une confusion indescriptible, tout le monde se trouva par terre, blessé, piétiné, et les deux maréchaux tout les premiers. De Cossigny, qui chevauchait aux côtés de M. Quesnan de Chermont, maréchal de camp commandant les brigades des ingénieurs, tomba comme les autres. Blessé au pied par une balle, un bras gravement foulé, la poitrine contusionnée, ayant perdu perruque, chapeau et monture, l'ingénieur réussit à se dégager, trouva un cheval et arriva tant bien que mal, vers minuit, à Bouxwiller. Après une première visite médicale, il fut transporté à Strasbourg avec son maréchal de camp

(1) Peut-être est-ce Rastatt ?

(2) Où l'on s'attendait d'un jour à l'autre à l'arrivée du roi de Prusse, victorieux des troupes de Marie-Thérèse.

qui, lui, avait été beaucoup plus gravement atteint. Mais tous les logements de la ville étaient marqués pour le roi. On dut loger les deux blessés dans la citadelle. M. de Chermont ne devait plus en ressortir, il mourut comme il venait d'y arriver et y fut enterré.

En vingt-six jours, de Cossigny était debout. Le bras encore en écharpe, il rejoignit son poste devant Fribourg, où il arriva le 22 septembre, juste pour assister à l'ouverture de la tranchée.

La campagne terminée, en mars 1745, de Cossigny recevait du roi une gratification de 1.200 livres et le titre de lieutenant-colonel.

CHAPITRE IV

DE COSSIGNY EST ENVOYÉ EN ÉCOSSE

SA MISSION A GEX

TROISIÈME SÉJOUR AUX ISLES

(D'après les Archives des Colonies et de la Guerre) (1)

Cette année 1745 s'achevait dans le calme, lorsque de Cossigny reçut, en décembre, l'ordre de se rendre immédiatement à Dunkerque. Il venait d'être nommé commandant des ingénieurs attachés à l'expédition de renfort qui se formait dans cette ville sous les ordres du duc de Richelieu pour soutenir le prince Edouard en Ecosse.

De Cossigny prit la première poste et arriva rapidement à Dunkerque d'où, à la suite de Richelieu, il passa à Calais et de là à Boulogne. Dans cette ville il eut la malchance de se faire renverser par un phaéton sur un tas de pierres où il se démit l'épaule. Tombé entre les mains d'un chirurgien maladroit, on la lui remit de travers avec beaucoup de souffrances.

Après deux mois de préparatifs, en février 1746, le duc de Richelieu déclara qu'il abandonnait la direction des renforts pour l'Ecosse. On se contenta, après avoir voulu faire grand, à n'envoyer au prétendant que quelques troupes, un peu d'argent, des munitions et trois ingénieurs à la tête desquels resta de Cossigny. Le commandement de la petite expédition fut confié au marquis de Fimarcon, qui s'embarqua sur la frégate du Roi l'*Emeraude*, commandée par M. de Saint-Alouarn, lieutenant des vaisseaux du Roi, avec lord Fitz James, lord Dunkel, 3 compagnies

(1) Archives du ministère des Colonies : Correspondance générale, Ile de France, 1754-1760 ; — Ile Bourbon, 1754-1760. — Archives du ministère de la Guerre, dossier personnel de Cossigny.

de grenadiers irlandais et de Cossigny, le 1^{er} mars 1746. Le reste s'embarqua sur deux transports et la petite flotte fit voile sur Aberdeen. Gênés par l'approche de l'équinoxe, elle dut courir, vent arrière, jusqu'aux côtes de Norvège, puis le temps étant devenu meilleur elle reprit sa route vers le nord de l'Ecosse.

Arrivée à 4 ou 5 lieues d'Aberdeen, la flotille vit apparaître sous voiles plusieurs gros navires gardes-côtes qui commencèrent des évolutions dont le but visible était la capture du convoi. Le marquis de Firmacon tint conseil à bord de l'*Emeraude* et il fut décidé que dans l'impossibilité où on était de débarquer à Aberdeen, il convenait avant tout de sauver le convoi et la frégate royale. En conséquence, les trois bâtiment virèrent de bord et reprirent le chemin de Dunkerque. A la hauteur de l'estuaire de la Tamise, un vaisseau de guerre anglais les vit et commença à les prendre en chasse. Il les suivit en les canonnant sans dommages jusqu'à la rade de Dunkerque où toute l'expédition jeta l'ancre après cette croisière de 17 jours.

De Cossigny était encore à Dunkerque lorsqu'il reçut, au début d'avril, une lettre du marquis d'Argenson lui annonçant que le Roi lui accordait, à titre de pension annuelle, 600 livres sur les appointements attachés au fort de Saint-François d'Aire dont le sieur Chevalier, ingénieur en chef d'Aire, venait d'obtenir le commandement. Car Chevalier ne devait pas toucher les 600 livres puisqu'il venait d'être gratifié d'une pension de même somme sur l'Abbaye de Cambron, située dans les Pays-Bas autrichiens, que le roi de France venait d'occuper.

Cette combinaison bizarre dura deux ans. En 1747 et en 1748 Chevalier versa sans difficultés à de Cossigny les 600 livres du fort. Mais en exécution du traité d'Aix-la-Chapelle, Louis XV évacua les Pays-Bas autrichiens et par conséquent l'abbaye de Cambron. Naturellement, Chevalier ne toucha plus un denier des 600 livres de l'abbaye ; en conséquence il écrivit à de Cossigny que ne recevant

plus cette pension, il ne verserait plus rien dorénavant à l'ingénieur.

De Cossigny lui répondit que la lettre du marquis d'Argenson lui avait accordé une pension sur le fort Saint-François et que cela n'avait aucun rapport avec les revenus de l'abbaye de Cambron. Si l'un des deux devait perdre 600 livres, ce devait être Chevalier et non pas lui puisque c'était Chevalier le titulaire de la pension sur l'abbaye ; que d'ailleurs les émoluments du commandant du fort étant au total de 4.000 livres, il était bien suffisamment dédommagé avec les 3.400 restantes.

Malgré la clarté de l'argumentation, Chevalier se refusa obstinément à rien verser et une discussion interminable commença entre les deux hommes, discussion à coups de lettres puisque 150 lieues les séparaient l'un de l'autre.

Le 19 février 1749, de Cossigny recevait du comte d'Argenson l'ordre de se rendre à Gex pour une mission secrète aussitôt qu'il aurait reçu les instructions détaillées de M. de Saint-Contest, intendant du duché de Bourgogne, sur l'objet de cette mission.

Vers le milieu de mars il était au courant. Il s'agissait d'une contestation entre le roi de France et la république de Genève à propos du village eu du territoire de Malagny. Cette partie de la frontière franco-suisse est encore à l'heure actuelle assez bizarrement découpée. En effet, le nord du canton de Genève ne communique pas par terre avec le reste de la Suisse. Au XVIII^e siècle le village de Versoix que nous occupions présentait cet intérêt de servir de base pour intercepter le cas échéant la navigation entre Genève et le reste du lac. La mission de Cossigny consistait à étudier si, en rendant Versoix (qui faisait partie du territoire de Malagny) la France pourrait encore, si le besoin s'en faisait sentir, intercepter la navigation sur le lac. L'ingénieur étudia les lieux sur place, dressa un plan topographique de la région en litige et envoya un rapport à la Cour qui concluait à la restitution de Malagny et ses dépendances. Le

roi approuva sa manière de voir et cette restitution à la République de Genève fut faite en mai. Le litige qui durait depuis 80 ans était enfin terminé. Le roi, très satisfait, accorda à de Cossigny une gratification de 1.000 livres.

Mais l'ingénieur dont la mission avait contribué à mettre d'accord la France et Genève ne parvenait pas à s'entendre lui-même avec son collègue Chevalier. Le petit jeu des lettres durait encore quand, le 4 février 1752, de Cossigny reçut à Besançon où il résidait (car il convient de se souvenir, au milieu de ses multiples voyages, qu'il était depuis 1743 ingénieur en chef à Besançon) la nouvelle que les directeurs de la Compagnie des Indes avaient le désir de conférer avec lui à propos des projets concernant Pondichéry et les deux îles de France et de Bourbon.

Ayant obtenu l'autorisation de quitter Besançon, de Cossigny vint à Paris et fut entendu à propos des affaires de l'Inde et des Iles dans plusieurs assemblées, à l'hôtel des Indes. Le premier commissaire, M. de Montaran, lui proposa de passer à l'île de France pour exécuter les projets qu'il avait faits antérieurement. Mais de Cossigny, se rappelant les discussions passées, déclara qu'il ne retournerait à l'Île de France que comme gouverneur. Ceci parut un peu fort à plusieurs directeurs et surtout à David dont le gendre, de Lozier-Bouvet, venait d'être nommé gouverneur de l'Île de France. Le garde des sceaux déclara que Bouvet ne pouvait être dépouillé de son poste. De Cossigny, mécontent, parlait de retourner à Besançon, quand M. de Silhouette, alors deuxième commissaire près la Compagnie des Indes, arrangea les choses. Il proposa à de Cossigny de tels avantages, que l'ingénieur abandonna ses projets de domination et consentit à repartir, pour la troisième fois, à l'Île de France.

Arrivé le 3 juillet, sur le *Saint-Louis*, il reçut, le 24 août suivant, une lettre fort intéressante du comte d'Argenson. Le Ministre mandait à l'ingénieur que le Roi l'avait nommé directeur des fortifications de la Franche-Comté et qu'un

ingénieur en ferait les fonctions par intérim jusqu'à son retour.

De Cossigny trouva naturellement quelques difficultés à mener à bien ses travaux de fortifications : il en accuse les ouvriers, payés au mois (la seule façon de faire aboutir les travaux était de les faire exécuter à l'entreprise : La Bourdonnais l'avait montré clairement) et les esclaves noirs qui rivalisaient de paresse avec eux, le climat et enfin le gouverneur.

Les Archives coloniales des Iles (1) contiennent de nombreuses lettres de plaintes contre Cossigny. Parmi les lettres de Lozier-Bouvet sur ce sujet, celle-ci, adressée au garde des Sceaux, est une des plus typiques :

Ile de France, 10 janvier 1754.

« Monseigneur,

« Il me paraît bien à craindre que M. Cossigny ne fasse bien du mal ici, et je ne vois pas qu'il puisse y faire grand bien ; si son point d'appui est rejeté, s'il a manqué son objet, peut-on attendre qu'il se redresse, lui qui dit l'avoir étudié cet objet, dès 1732, avec toute l'attention dont il est capable ? Mais quand M. Cossigny serait un aigle, serait-il prudent de le laisser au risque de voir tout bouleverser ?

Un lieutenant d'infanterie de cette garnison insulte un Conseiller, de Cossigny prend fait et cause pour cet officier, m'écrit une lettre pleine de passion, se déclare le protecteur du militaire, toujours mécontent de la prééminence que la Compagnie donne ici à la plume sur l'épée.

M. Cossigny s'intéresse pour ce lieutenant parce qu'il est allié de M. Saintard et cet ingénieur dit devoir des égards à tout ce qui appartient à ce directeur. Or, M. Gosse, premier Conseiller, de l'insubordination duquel je me suis plaint et je me plains encore à votre Grandeur, qui a été

(1) Archives du ministère des Colonies : Correspondance générale de l'Ile de France, 1754 à 1760. — Correspondance générale de l'Ile Bourbon (même époque).

renvoyé de Pondichéry, est neveu de M. Saintard, et M. Dagon, conseiller procureur du Roi, est lié avec M. Gosse.

Ces circonstances donnent encore plus de jeu à M. Cossigny à embarrasser l'exercice de l'autorité, peut-être même en arrêter le cours. Je vous supplie, Monseigneur, de rappeler cet ingénieur et de révoquer les deux conseillers. »

.....
DE LOZIER-BOUVET. »

De son côté, le Conseil de l'Ile de France écrivait, le 17 mars 1754, qu'à l'inverse de ce qu'affirmait de Cossigny tout dans l'Ile avait été mis à la disposition de l'ingénieur. Le Conseil lui-même a pris une délibération qui enlevait des noirs aux particuliers (comme à MM. de Rostaing et Hermans, propriétaires de forges) pour les donner à de Cossigny (1).

En 1755, Bouvet quitte l'Ile de France, le climat ayant rendu sa femme très souffrante, et passe à l'Ile Bourbon, plus salubre. Il est remplacé par René Magon sieur de la Villebague. Un mois après son arrivée, la frégate *la Gloire* annonce à l'Ile de France que la rupture avec l'Angleterre est imminente. M. de Séchelles, auquel de Cossigny s'était plaint de Bouvet, lui écrivait que, maintenant que le gouverneur était changé, rien ne s'opposait plus à ses projets de fortifications. Mais un nouveau retard se produisit : une épidémie de petite vérole ravagea la colonie et priva de Cossigny d'une partie de ses ouvriers. En outre, le nouveau gouverneur entra rapidement en conflit avec ses administrés ; il le fut, cela va sans dire, avec de Cossigny qui l'accuse de lui avoir retiré une partie de ses noirs pour les employer à des travaux sans intérêt (2).

(1) Voir encore des lettres de Lozier-Bouvet, du 28 octobre 1754 et du Conseil, du 9 décembre 1755.

(2) Les Archives coloniales de cette époque nous ont également conservé les traces d'une violente querelle entre de Cossigny et le chevalier de la Rozière, officier sous ses ordres et neveu d'un ingénieur en chef, de Neuf-Brisach (Correspondance générale, Ile Bourbon, 1755 à 1760).

En fin de compte, en 1759, lorsque de Cossigny se réembarqua il n'avait pu exécuter complètement son plan de fortification de l'Ile de France. Il s'en alla désolé, prévoyant que ce qui avait été fait n'empêcherait pas les Anglais de prendre nos îles quand ils voudraient. Le 10 octobre 1759, il monta à bord de la frégate *le Moissac*, et il arriva à Lorient le 26 janvier 1760 d'où il vint à Paris rapportant de son expédition, avec son titre de directeur des fortifications de Franche-Comté, une commission de colonel d'infanterie qui lui était parvenue aux Iles en 1758. Le roi voulut ajouter le pécuniaire à l'honorifique : le 14 juin 1760, il accordait à de Cossigny une pension de 800 livres sur le Trésor royal.

Mais il y avait encore pendante une autre question d'argent. Avant de partir pour les Iles, en 1752, de Cossigny avait écrit une dernière fois à Chevalier à propos des 600 livres du fort Saint-François. Il lui mandait qu'il le laissait réfléchir « sur les mauvaises difficultés qu'il faisait » et qu'il ne doutait pas, qu'après ce salutaire exercice, il payât les sommes dues depuis 1749. De Cossigny allait même jusqu'à lui indiquer la personne qu'il chargeait de recevoir, en son nom, cet arriéré. Inutile de dire qu'après avoir mûrement réfléchi, Chevalier, en 1761, n'avait pas versé l'argent. De Cossigny, le 7 août 1761, se plaignait en haut lieu. Un mois, jour pour jour, après l'envoi de son mémoire, il lui fut répondu, par lettre signée Crémilles (1), que Chevalier avait fort bien fait de ne plus lui servir de pension. En effet, d'après les termes même de la décision qui pourvoyait le sieur Chevalier du commandement du fort Saint-François, il ressortit que Chevalier n'avait été chargé de la pension de Cossigny qu'autant de temps qu'il jouirait de celle qu'il avait sur l'abbaye de Cambron. Du jour où il en avait été dépossédé rien ne le forçait plus à acquitter cette dette. Mais la même lettre ajoutait que le roi ferait dorénavant affecter, sur le fonds de traitement des officiers du corps du

(1) M. de Crémilles était adjoint au maréchal de Belle-Isle, secrétaire d'Etat de la Guerre et gouverneur de la ville d'Aire.

génie, une somme de 600 livres à Cossigny, et ceci annuellement, à dater de la présente année. C'était 6.600 livres qui s'évanouissaient pour de Cossigny sur la barque des illusions perdues. Il y fut tout particulièrement sensible (1).

Pour le consoler, notre directeur des fortifications de la Franche-Comté fut gratifié, cette même année, de la direction des fortifications du duché de Bourgogne qu'il cumula avec celle qu'il exerçait déjà.

Le 25 juillet 1762, nouveau brevet : celui de brigadier d'infanterie que lui fait avoir Choiseul.

(1) De Cossigny, d'ailleurs, était persuadé que le roi ignorait tout de cette affaire. « Je suis bien sûr, dit-il, que Sa Majesté qui avait une mémoire d'ange, ne sut jamais un mot du renversement des idées de M. de Crémilles.

CHAPITRE V

LA VIEILLESSE DE COSSIGNY

(D'après les Archives de la Guerre) (1)

On avait été fort satisfait des services de Cossigny à propos de la frontière genevoise. En 1763 Choiseul lui confie une mission du même genre. Il s'agit, cette fois, de vérifier la frontière entre la France et la principauté de Neuchâtel depuis l'extrémité du val de Morteau jusqu'aux frontières du canton de Berne, pour mettre fin aux contestations entre les propriétaires, limitrophes de la frontière. Les deux députés français, de Cossigny et le sieur Fortou, subdélégué à Salins de l'intendant de Franche-Comté, se rencontrèrent à Pontarlier avec les deux députés du Conseil de Neuchâtel. Après vérification de leurs pouvoirs réciproques, les quatre techniciens commencèrent leur visite, inspectant l'ancienne ligne, la redressant sur certains points, marquant les emplacements auxquels on devait ériger de nouvelles bornes. La tournée se termina à La Chaux de Fonds, « espèce de bourgade fort jolie et bien pavée », dit de Cossigny, où furent signés dans la maison du maire les procès-verbaux de l'opération.

De retour à Besançon, de Cossigny adressa à Choiseul un plan détaillé des nouvelles frontières et reprit le train-train coutumier de son service sans que nul fait saillant vienne en marquer le cours.

L'année 1768 fut marquée pour de Cossigny par un nouvel avancement. Le 20 avril il recevait le brevet de maréchal de camp. Il avait alors 78 ans.

On pourrait croire qu'après l'obtention de cet ultime avancement, la vie de Cossigny s'achève au bout de quel-

(1) Dossier personnel de Cossigny.

ques très courtes années. Il n'en est rien. En 1774, donc à l'âge de 84 ans, l'infatigable vieillard sollicite du roi son départ pour l'Île de France.

Ce désir, à cet âge, d'entreprendre un voyage maritime de trois mois se comprend pour qui connaît certains détails. En 1773, Cossigny de Palma, son fils, est en France où il fait d'ailleurs figure de tribun du peuple auprès de M. de Boynes, le Ministre de la Marine, de qui il sollicite la création d'une Chambre d'agriculture à l'Île de France. Pendant son séjour en France, Cossigny de Palma alla certainement voir son vieux père à Besançon et Charpentier de Cossigny se sentit alors le grand désir d'aller finir ses jours auprès de ce fils qu'il risquait fort sans cela de ne plus jamais revoir. A l'Île de France aussi se trouvait sa fille, mariée au capitaine de vaisseau de Joannis. Il était donc tout naturel que de Cossigny entreprît ce long voyage. L'arrivée de Cossigny de Palma en France en 1773 et celle de Joannis en mai 1774 expliquent donc la demande de Cossigny.

Le directeur des fortifications sollicite donc du Roi la permission de passer à l'Île de France, mais il a l'ingénieuse idée de la demander sous prétexte d'aller y achever les travaux nécessaires à la défense de cette colonie. Joignant l'utile à l'agréable, il y va en service commandé et cela ne l'empêche pas de rester directeur des fortifications.

Le 28 mars 1774, le duc d'Aiguillon (1) écrivait à de Cossigny que le roi « trouvait bon » qu'il fît le voyage et que pendant son absence l'ingénieur en chef de Besançon, M. Damoiseau, était désigné pour remplir ses fonctions.

De Boynes, prévenu d'avoir à présider à l'exécution de cette décision, écrivait à son tour à de Cossigny, le 25 mai 1774, qu'il donnait des ordres à Lorient pour que son embarquement soit fait sur la flûte *la Normande*, en partance pour la fin de juin. Le commissaire ordonnateur

(1) Alors ministre des Affaires étrangères.

Prévost de la Croix lui fera verser au moment de son départ une avance de quatre mois sur ses appointements fixés à 12.000 livres par an. De Cossigny pourra emporter avec lui 4 tonnes de marchandises. Fort de ces deux lettres, sûr maintenant de partir sous peu, de Cossigny fit expédier sur Lorient tout ce qu'il jugeait utile d'emporter et, pensant bien ne jamais revenir en France vendait à l'encan tout le mobilier qu'il n'emportait pas et le vendait, paraît-il, fort mal, car il fut gêné par les deux grandes ventes du maréchal d'Orges et du cardinal de Choiseul qui inondèrent Besançon d'une grande quantité de meubles. Mais tout ceci liquidé, de Cossigny ne partit pas.

A la fin de juin, lassé de tout, n'ayant plus qu'une idée en tête : aller finir ses jours à l'Île de France, auprès de ses enfants, et d'ailleurs se sentant décliner de jour en jour, complètement sourd et souffrant de ses vieilles blessures, de Cossigny écrivit au comte de Mui, ministre de la Guerre, pour demander sa retraite comme directeur des Fortifications et maréchal de camp.

Quatre mois se passent et rien n'arrive. Le 20 octobre, de Cossigny, exaspéré, écrit à nouveau au ministre de la Guerre pour le supplier de demander à son collègue de la Marine de mettre fin à ses incertitudes.

Très rapidement, cinq jours après, Du Mui répond de Fontainebleau que M. de Sartine (c'est lui maintenant qui est à la Marine) va lui écrire « qu'il se ferait un scrupule d'accepter l'offre que vous avez faite, en ne consultant que votre zèle, de traverser les mers à votre âge pour aller remplir des fonctions à l'Île de France ». Mais de Cossigny sera dédommagé des frais qu'il a faits. Le comte de Mui termine en disant à de Cossigny qu'il peut dès lors retourner à sa direction de Bourgogne.

Le 31 du même mois, la lettre annoncée du ministre de la Marine, est à son tour écrite. De Sartine dit : « Sa Majesté a pensé que dans les circonstances présentes, il convenait de suspendre pour quelque temps l'exécution

« de projets qui entraîneraient nécessairement dans des dépenses considérables. Ainsi les raisons qui vous avaient engagé à entreprendre par zèle pour le service du Roi un aussi long voyage ne subsistant plus, vous pouvez, Monsieur, reprendre à Besançon les fonctions que vous y exerciez ci-devant et y jouir d'un repos que votre âge et vos longs services vous ont bien acquis. »

Suit l'assurance que de Cossigny sera indemnisé de ses dépenses.

Pour comprendre ce revirement, il faut se rappeler que le roi qui refusa d'envoyer de Cossigny à l'Île de France n'était pas le roi qui avait décidé de son départ. Quand, le 25 mai 1774, le Ministre de la Marine de Boynes écrivait qu'il allait mettre à exécution les ordres du roi dictés en mars, Louis XV était mort depuis 15 jours, emporté par la petite vérole après une atroce agonie. Avec son successeur tout changeait dans l'entourage du roi à commencer par le premier ministre. Il y eut d'abord un grand moment de désarroi. « Le nouveau roi était le meilleur de tous les hommes, comme il ne l'a que trop prouvé depuis. Effrayé du poids d'une couronne, il ne savait à qui se fier, n'ayant confiance dans aucun des gens en place qui l'entouraient (1) ». Il demanda conseil à sa tante, Madame Adélaïde. De Sartine fut appelé près de lui et le roi, se confiant à lui, lui demanda son avis sur le premier ministre à choisir. De Sartine commit l'énorme faute de demander trois jours de réflexion. Il était, sans cela, premier ministre. On parla de Machault, puis on l'écarta et, en fin de compte, c'est Maurepas qui fut choisi. Il revenait aux affaires après vingt-cinq ans de disgrâce.

En cette année 1774, le conseiller du roi fut donc Maurepas. Il n'était d'ailleurs pas le seul, car dans l'ombre, un autre personnage était devenu le confident intime du jeune souverain. J'ai nommé le marquis de Pezay, filleul de

(1) Mémoires du comte Dufort de Cheverny (Tome I, p. 403), édition Crévecœur.

Maurepas. Ce personnage, qui mourut en 1777 au moment où il allait être nommé ministre de la Marine, en chassant de Sartine, est peut-être, au fond, le mauvais conseiller qui fit abandonner au roi l'idée de fortifier l'Ile de France et empêcha le départ de Cossigny.

De Cossigny avait tout préparé pour ce départ. Il avait coupé les ponts derrière lui en dispersant son intérieur de Besançon. Ce n'était assurément pas maintenant qu'il allait se rendre à l'invite des Ministres et reprendre en Franche-Comté un poste qu'il devrait quitter incessamment quand sa demande de retraite progressant lentement de bureau à bureau aurait enfin abouti. Il réitéra donc son désir de partir pour l'Ile de France et d'obtenir sa retraite.

Le 23 février 1775, du Muy l'informait que le Roi lui accordait une pension de 6.000 livres sur les fonds du Génie en plus de la pension de 800 livres dont il jouit déjà sur le Trésor royal. L'autre question, celle de son départ, est réglée un mois après : le 27 mars, de Sartine lui fait savoir que le roi lui permet de passer à l'Ile de France avec un certain nombre de personnes qu'il souhaite emmener avec lui, mais ceci à ses frais à lui, Cossigny. C'est toujours l'ordonnateur Prévost de la Croix qui est chargé de son embarquement.

Enfin, de Cossigny va partir ; il a maintenant 85 ans passés et, à son âge, les années comptent très sérieusement. On conçoit qu'il se presse et, pourtant, il ne part pas. Pourquoi ? je ne l'ai pas appris par les archives.

Il est encore à Lorient en janvier 1780. C'est là que, le 26 de ce mois, à 7 heures du soir, il s'éteignit au moment où, certainement, il allait s'embarquer pour sa chère Ile de France dont le doux climat convenait à sa santé de vieillard.

Il avait 90 ans. Son fils était déjà en route pour l'Ile de France. Son gendre, de Joannis, qui était près de lui, obtint qu'une partie de la pension du maréchal de camp défunt

fût reportée sur la tête de Cossigny de Palma et de M^{me} de Joannis.

Les enfants de ce vieux serviteur de la France et du Roi eurent ainsi 800 livres de pension chacun en reconnaissance des 70 ans de services consacrés à l'Etat par leur père.

Ainsi se termina la vie mouvementée et longue de cet officier d'ancien régime, grincheux, mais savant, brave et fidèle.

Afin de compléter cette courte étude sur de Cossigny, je publie dans les pages qui vont suivre un mémoire inédit extrait des Archives de la section technique du Génie et qui accompagne une carte dont je donne le *fac simile* photographique. Cet écrit date de septembre 1764. De Cossigny est alors à Besançon, il n'a plus guère l'espoir de retourner à l'Ile de France pour y reprendre ses tentatives de fortification. Il le regrette certainement. Dans le calme de la retraite, il prend un plaisir amer à tracer la carte de cette colonie d'après les observations trigonométriques de l'abbé de La Caille en 1753. Puis il rédige le mémoire que l'on va lire, où, entraîné par son caractère fougueux que l'âge n'a pas assagi (de Cossigny a alors 74 ans), il prend violemment à parti tous les gouverneurs avec qui jadis il n'a pu faire bon ménage. Les jugements sont injustes mais ses insuccès dans cette île qu'il aime ne doivent-ils pas lui servir d'excuses ? Durant une période de trente ans il tenta trois fois de la doter de moyens de défense. Trois fois il échoua. Il eut affaire dans chaque tentative à des hommes nouveaux, il ne put s'entendre avec aucun. « Ne pourrait-on pas imaginer, lui écrivait Orry, que c'est votre faute et non la leur. » Son terrible caractère fut cause de tout. Faut-il pourtant lui jeter aujourd'hui la pierre ? Et ne convient-il pas, malgré cela de s'incliner devant ce fidèle serviteur de la patrie qui s'exaspérait trop facilement il est vrai, grossissait souvent à plaisir des événements infimes, mais qui voulait avec opiniâtreté le bien de la France et la prospérité de l'Ile de France.

MÉMOIRE SUR L'ILE DE FRANCE

(1764)

(Section technique du génie. Dépôt général des fortifications. Places étrangères. N° 141. Ile de France carton I)

Dès l'année 1595, quelques marchands particuliers de Hollande entreprirent de trafiquer eux-mêmes aux Indes Orientales par la route du Cap de Bonne-Espérance, en imitant les Portugais qui, les premiers des Européens, doublèrent en 1480, ce fameux cap qu'ils appelaient *il Cabo delas tormentas*. Ils n'avaient pas tort ; je l'ai doublé six fois, et j'ai toujours éprouvé qu'il était fort bien nommé.

Ils reconnurent aussi, en passant, l'Isle de France alors, et longtemps après déserte, ils la nommèrent l'isle du Cigne.

Les marchands hollandais continuèrent assez heureusement leur commerce des Indes, jusqu'au retour de leurs vaisseaux, en 1600, qu'ils se réunirent et ne formèrent plus qu'une Compagnie en 1602, sous la protection des Etats généraux.

Elle s'établit d'abord à cette isle du Cigne, qu'ils nommèrent Isle Maurice, du nom du Prince Maurice de Nassau (1).

Elle possédait aussi l'isle de Sainte-Hélène qu'elle céda aux Anglais lors du traité de la triple alliance, en 1668. Ces deux établissements ne lui ayant pas paru convenables, elle s'était déjà fixée, en 1653, à la baie de la Table du Cap de Bonne-Espérance comme le plus beau point de relâche qui se trouvait pour ses vaisseaux, à peu près au milieu de la navigation, depuis le Texel jusqu'au fond des Indes orientales. Son établissement à ce Cap ayant pris quelque

consistance, elle abandonna l'isle Maurice qui resta déserte pendant plusieurs années.

Les vaisseaux, le *Saint-Albin* et le *Rubis*, en 1720, en prirent possession au nom du roi pour notre Compagnie des Indes qui la nomma l'isle de France (2).

L'Isle de Bourbon ne commença à se peupler que par ceux qui purent, aidés de quelques barques, se sauver du débris de l'établissement que nous avions au fort Dauphin situé sur la côte de l'E. de la grande isle de Madagascar par les 25 degrés de latitude méridionale. Ce fort Dauphin, dont on voit encore les restes, fut en partie brûlé et ruiné par les naturels de l'isle. La nouvelle colonie de Bourbon s'accrut assez promptement par les colons que les vaisseaux de la Compagnie y transportèrent de France, et par la quantité de nègres esclaves de Guinée, de Madagascar, et même de l'Inde, qu'elle y répandit pour mettre l'habitant en état de cultiver la terre et d'y faire naître l'abondance. Il y passa aussi nombre d'employés, d'officiers et de soldats ; enfin la Compagnie y forma un Conseil supérieur.

Tous les vaisseaux, soit en venant de France, soit en retour des Indes, y cherchaient et y trouvaient les rafraîchissements nécessaires à ces navigations au long cours ; mais ce n'était pas sans un grand danger, surtout dans la saison du retour des Indes, parce que cette isle n'ayant aucun port dans tout son contour, les vaisseaux ne mouillaient que dans de vastes rades foraines, où ils étaient exposés à périr, sans rémission, corps et biens, si malheureusement l'ouragan, auquel ces mers entre les Tropiques sont fort sujettes, les y surprenait.

Un capitaine de la Compagnie, revenant de Moka, porta à Bourbon quelques plantes de café qui réussirent et multiplièrent de bouture en peu de temps, au point que presque tous les concessionnaires négligèrent de semer et de recueillir des vivres. Il n'est pas étonnant que l'espoir d'une fortune immense, fondée sur cette denrée, séduisit si fort tous les colons, puisque la Compagnie elle-même, flattée

d'un débit certain de cette marchandise que ses vaisseaux rapporteraient en supplément de leur cargaison ordinaire, y donna lieu, au moyen du prix de 10 sols qu'elle adjugea pour chaque livre de café net qu'on remettrait dans ses magasins pendant les premières années.

Elle comprit bien que pour s'en procurer le plus qu'il serait possible, il était nécessaire de jeter sur cette isle un plus grand nombre d'esclaves. Elle destina pour cela plusieurs de ses navires qui ne faisaient d'autre traite à Madagascar, sans les noirs de Guinée, les Yolo-phs, les Barabaras, dont les vaisseaux qui relâchaient au Sénégal et à Gorée se chargeaient.

Cependant le prix exorbitant du café fut réduit à 6 sols la livre, ensuite à 3 sols. Ces réductions indiquées, bien loin de rebuter et de décourager les colons, ne firent que redoubler leur ardeur pour cette espèce de culture. Il fallut, pour la modérer, des ordres précis et réitérés de la part du Conseil supérieur ; il fallut même les obliger, sous peine de punition, à semer du blé, du riz, du maïs, à faire multiplier les bestiaux et la volaille.

La Compagnie fit aussi passer à l'isle de France quelques familles et plusieurs habitants. On leur concéda à tous une certaine étendue de terre à cultiver sous une très modique redevance. Parmi ce nombre d'habitants ramassés sans choix, il s'en trouva peu qui fussent dignes du sort heureux qu'elle cherchait à leur procurer par le travail en leur faisant des avances d'esclaves et de tout ce qui leur était nécessaire pour défricher les concessions. Elle envoya des officiers, des soldats, un commandant, plusieurs très bons prêtres de Saint-Lazare, et quelques administrateurs dont elle composa un Conseil provisoire. Mais les provisions de bouche, qui n'arrivaient que de temps en temps, ne pouvaient suffire à tant de monde ; tous se trouvaient dans une situation bien déplorable, forcés souvent de se disperser dans les bois, où ils ne vivaient que de la chasse

et du fruit du palmiste qui leur servait de pain ; ce qui a duré par intervalles pendant bien des années.

Cependant, si cette nouvelle peuplade avait été régie comme elle devait être, elle se serait infiniment moins ressentie de la misère ; il fallait pour cela des commandants intelligents, aimant le bien de la chose, capables de le faire aimer à tous ceux qui composaient la Colonie.

Le premier qui passa dans cette isle en cette qualité, était un fort honnête homme qui n'y resta que fort peu de temps (3). Il passa dans l'Inde. C'est le même qui dressa le projet et qui fit construire la citadelle de Pondichéry aujourd'hui détruite (4). C'était un pentagone régulier bâti en brique qui lui eût fait honneur dans toute l'Europe.

Le deuxième commandant de l'isle de France était encore un fort honnête homme, mais bien plus propre à monter la garde à la porte de l'hôtel des Invalides qu'à diriger une colonie naissante (5). On peut juger de sa façon de penser par le trait qui suit. Il épousa un soldat de la troupe qu'on fut longtemps à reconnaître pour fille. Aussi avait-elle l'air, le maintien, les discours d'un grenadier des plus déterminés. Madelon, c'était son nom, devenue l'épouse légitime du commandant, sut un jour qu'un employé de la Compagnie, garde-magasin, avait tenu quelques propos offensants sur son compte, elle endossa une gibecière bien garnie de munitions, s'arma d'un fusil et fut chercher en cet équipage l'employé qui n'eut que le temps de se réfugier dans son magasin, lequel magasin n'était alors et longtemps après, construit qu'avec des palissades et couvert de feuilles de latanier. Madelon s'y tint fort longtemps bloquée, et le bonhomme de commandant eut toutes les peines du monde à lui faire lâcher prise. Elle ne se rendit enfin qu'en exhalant contre cet employé toutes les imprécations que le perroquet Vert-Vert apprit si bien des bateliers de la Loire, et que les Nones prirent pour du grec.

Le troisième qui eut ce commandement ne pouvait être taxé du côté de l'intérêt, mais c'était un parfait extravagant,

sans mœurs, sans principes, sans dignité, sans décence, et qui, par ses déportements, souleva toute la Colonie contre lui (6). Les bureaux de M. le Contrôleur général et ceux de l'hôtel des Indes furent inondés, pour ainsi dire, de plaintes, de libelles et de mémoires respectifs qui me furent tous envoyés à Lorient sur la fin de 1731 pour les lire pendant ma traversée à l'isle de France, la Compagnie me priant en grâce de faire justice à qui il appartiendrait, en me donnant le pouvoir de révoquer de son service les plus coupables, d'accepter, nommément, la démission du commandant qui avait demandé son rappel, de faire reconnaître pour commander, par intérim, la personne qu'elle m'indiquait ; enfin de former un nouveau Conseil provincial de ceux que je jugerais les plus propres à ramener la paix et la tranquillité dans la colonie (7). Ce ne fut qu'à mon grand regret que je me vis accablé de cette commission la veille de m'embarquer, mais aussi je n'eus garde de m'en vanter à l'isle de France. Je me contentai pendant mon premier séjour, d'étudier les caractères des principaux personnages plaignants, de les mettre sur la voie de leurs griefs qu'ils me racontaient, sans qu'ils se doutassent que je dusse y prendre part. Je m'en tins donc à informer la Compagnie de ce que je pensais des uns et des autres. Ainsi c'était à elle à se décider pour ce qu'elle croirait le plus convenable. Un tort considérable, entre tant d'autres, de ce commandant, est qu'il ne s'attachait qu'à persuader la Compagnie par toutes les lettres qu'il lui écrivait, qu'il était inutile qu'elle se flattât de tirer jamais aucun parti de son isle de France (8) ; que ses ports ne pouvaient mettre ses navires à l'abri des plus simples rafales de vent. Il répandait de tous côtés le faux bruit que la Compagnie était dans le dessein d'abandonner cette isle. Pour mieux le persuader, il fit passer ses esclaves à l'isle de Bourbon, bien assuré qu'il en tirerait beaucoup plus de profit à les y vendre.

Il faut aussi convenir qu'il était merveilleusement secondé dans la mauvaise opinion qu'il avait de l'isle de

France, par tout ce qui résidait dans cette isle de Bourbon, depuis le Chef nommément d'un Conseil supérieur, jusqu'au dernier créol, tant ils craignaient tous que la Compagnie, tôt ou tard désabusée, ne tournât ses vues sur Maurice qu'ils regardaient, malgré toute leur injuste prévention, comme une dangereuse rivale qui avait deux puissants avantages sur Mascarin : le premier d'être situé au vent, le deuxième d'avoir deux ports.

A l'égard de la situation, c'était un fait qu'il ne leur était pas possible de révoquer en doute ; mais ils niaient la sûreté des ports, nul vaisseau ne l'ayant point encore éprouvée dans la saison critique. Ils soutenaient de plus que l'intérieur de l'isle ne pouvait rien produire.

Ce furent toutes ces fausses et ridicules relations de part et d'autre qui tinrent la Compagnie pendant 12 ans dans l'éloignement du vrai, et qui arrêterent les progrès que la Colonie aurait pu faire.

Ce furent ces fausses relations qui occasionnèrent, en 1732, l'armement de la frégate la *Vénus* et de la corvette l'*Oiseau* pour chercher quelque port le long de la côte d'Afrique. La *Vénus* donna dans la baie de Saldagne, à environ 22 lieues au Nord-Ouest du Cap de Bonne-Espérance, où réellement les vaisseaux n'auraient rien à craindre de la mer, ni des vents ; où il y a des bois en quantité, et pas une goutte d'eau potable.

L'*Oiseau* donna sur ce que les cartes nomment les isles de Martin-Daz, et ce n'est qu'une haie de rochers inabornables. Ces deux bâtimens, après leur inutile tentative, vinrent relâcher à l'isle de France, et allèrent ensuite à celle de Bourbon, où ils se brisèrent, le 11 décembre 1733, sur la côte de la rade de Saint-Denis.

Le beau vaisseau la *Paix*, arrivé de l'Orient à l'isle de France en août 54, alla relâcher à Bourbon le 9 février 55 pour retourner en Europe, et se brisa le 27 du dit sur la côte de la même rade de Saint-Denis.

Ce même coup de vent, qui les fit périr avec ce qu'il y

avait de matelots, quoique peu violent, mit 5 beaux navires de la Compagnie, richement chargés, en retour de Pondichéry, du Gange et de Moka, au moment de périr aussi, corps et biens, dans la rade de Saint-Paul de la même isle de Bourbon.

Enfin ce furent toutes ces fausses relations qui m'obligèrent, sur les lettres du contrôleur général et de la Compagnie que l'on me remit, de me rembarquer le 2 de janvier 1733 dans le *Neptune* pour aller former un établissement dans la vaste baie d'Anton-Gil de Madagascar, où je devais prendre possession d'un islot inhabité et inhabitable entre lequel et la grande isle on prétendait que les vaisseaux seraient mouillés en sûreté dans la saison des ouragans, ce qui pouvait être, quant à cet article, mais assurément il n'était pas possible de s'établir sur l'islot que la Compagnie, avec beaucoup d'emphase, avait nommé d'avance l'isle d'Anjou. Je me gardai bien d'y entamer quoi que ce soit ; et toutes mes raisons détaillées fort au long dans mon journal signé de tous ceux qui m'avaient suivi pour cette entreprise, prouvèrent à la Compagnie qu'elle avait encore été honteusement trompée dans ce chimérique projet que j'eus le temps de bien examiner pendant les 3 mois que je séjournai à bord du *Neptune* dans la baie d'Antongil, d'où je ramenai tout ce que j'avais de soldats, d'officiers, d'ouvriers et d'employés, à Bourbon (9).

Après tout je ne suis point étonné que la Compagnie donnât, pour ainsi dire, tête baissée dans tous les projets qu'on lui offrait. Elle sentait parfaitement la nécessité d'un port sûr pour ses navires, qui pût en même temps servir de relâche aux équipages, il périssait quantité de matelots dans sa navigation, et le ministre qui avait le département de la marine lui en faisait des reproches bien amers. Elle cherchait de tout côté un port, tandis qu'elle en avait deux excellents dans son isle, accompagnés de tout ce qui pouvait contribuer à former une abondante relâche aux équipages.

Je ne puis me dispenser de rapporter ici à l'occasion du besoin que la Compagnie avait d'un port pour soutenir son commerce, ce que feu M. de Moras, commissaire général à la Compagnie des Indes, me dit lorsque la veille de mon départ de Paris, en octobre 1731, pour me rendre à l'Orient, j'allai prendre congé de lui : « Vous partez, me dit-il, je serai dans la plus grande impatience d'apprendre votre heureuse arrivée à l'isle de France, et de savoir de vous ce que la Compagnie en doit espérer. Je tirerais, ajouta-t-il, cent mille écus des coffres de Péchevin, non pour avoir un bon port à l'isle de France, ce ne serait pas le payer, mais seulement pour être assuré s'il est possible d'en pratiquer un qui puisse mettre les navires à l'abri de l'ouragan. » Je ne connaissais pas le local, je n'avais donc rien à répondre. Je m'en tins à le prier d'être bien persuadé que j'examinerais avec l'attention la plus scrupuleuse, non seulement les ports et ce qui en dépend, mais aussi la nature et la propriété du sol de l'isle. Ce bon commissaire, homme de beaucoup d'esprit, qui me comblait de politesse, mourut avant l'arrivée en France de mes journaux sur cette isle, et sur le projet d'un établissement dans la baie d'Antongil.

Je reçus au mois d'avril 1734, par la *Vierge-de-Grâce*, des réponses bien flatteuses de M. le Contrôleur général et de la Compagnie. Ils approuvaient fort l'abandon que j'avais fait du ridicule projet d'établissement sur la petite isle d'Anjou. La Compagnie m'en remerciait particulièrement. Elle se rendait, me marquait-elle, sans hésiter, à toutes mes observations, tant sur les ports, que sur la fertilité du sol de l'isle de France ; qu'en conséquence, elle allait y réunir toutes ses forces. Elle m'enjoignait d'y repasser avec tous les ouvriers français et malabars que je pourrais rassembler ; que dès que j'étais persuadé de la bonté du port du Nord-Ouest, elle ordonnait au Conseil supérieur de Bourbon de me délivrer de ses magasins tout ce que je jugerais nécessaire pour commencer à le fortifier,

et que puisque l'intérieur de l'isle de France pourrait produire les rafraîchissements nécessaires aux équipages, elle allait interdire à tous ses vaisseaux la relâche de Bourbon à leur retour des Indes (10).

Tout cela ne fit point plaisir à Messieurs de Bourbon. Je leur avais prédit ces événements ; mais ce qui acheva de les accabler, et ce qui confirma mes observations et mes conjectures sur le port du Nord-Ouest, envoyées en France un an d'avance, c'est que dans les premiers mois de la même année 1734, nous essuyâmes trois coups de vent bien plus violents que le précédent du 11 décembre 1733. Le dernier, du 7 de mars, pouvait s'appeler un ouragan. Nous reçûmes à Bourbon la nouvelle que trois vaisseaux et une petite frégate mouillés dans ce port du Nord-Ouest, afourchés sur 4 amarres, les avaient soutenus, sans souffrir le moindre accident.

Je revins donc à l'isle de France, et je me débarquai le 14 de mai dans le port du Nord-Ouest. J'y trouvai tout dans un désordre horrible. Plus de la moitié de la garnison s'était révoltée. Cette moitié s'était séparée de la Loge qui ne consistait alors qu'en une case de planches où le commandant logeait. Quelques autres cases, ainsi qu'un magasin et le corps de garde n'étaient faits que de palissades. Les soldats révoltés avaient eu l'insolence d'arborer un pavillon étranger en face du pavillon du Roy, et faute de canon, ils l'assurèrent de plusieurs coups de fusil (11).

Le commandant, ce même extravagant dont j'ai fait mention, voulut le soir à l'entrée de la nuit aller les exhorter de rentrer dans leur devoir, et de les ramener à la Loge, un de ces mutins qui tous ne le craignaient, ni ne l'estimaient, le coucha en joue et lui lâcha son coup de fusil. Par bonheur ce commandant ayant été manqué se retira bien vite. Le second de l'isle, et premier Conseiller du Conseil provincial se flatta de réussir mieux et de les ramener en leur tenant les propos les plus sensés et les plus doux ; il s'approchait toujours d'eux dans le dessein de

saisir le chef des mutins et de le désarmer ; mais celui-ci, qui s'en doutait, reculait et le tenant en joue il lui cria de ne pas avancer, sans quoi il ferait feu sur lui. Ce deuxième commandant se le tint pour dit et se retira dans la loge.

Pendant plusieurs jours de pourparlers et de belles promesses de part et d'autre, six des plus mutins furent pris et mis aux fers dans le corps de garde fait avec des palissades. Le chef de la révolte se flattant d'obtenir tout ce qu'il voudrait, revint à la Loge avec sa troupe. La garnison réunie n'en était pas plus tranquille. Les officiers, les employés hautement menacés, ne se croyaient pas en sûreté dans leurs cahutes de bois. Les employés surtout, n'osaient en sortir et se montrer ; ce fut dans ces entrefaites que j'arrivai.

Etonné à l'excès de tout ce que j'appris en débarquant, mon premier discours au commandant en chef fut que quelque chose qui pût arriver il fallait, plus tôt que plus tard, venger l'affront fait au pavillon du Roy ; que mon avis était qu'il assemblât chez lui un Conseil de guerre pour juger les six soldats détenus aux fers ; qu'il fallait commencer par arrêter le chef de la révolte ; mais comme on ne savait où le mettre pour le garder en sûreté, je proposai qu'on le conduisît dans un canot à bord de la *Diane*, où on le mettrait, soit dans la Sainte-Barbe, soit dans ce qu'on appelle la fosse au Lyon (*sic*). Tout cela fut exécuté. Le Conseil de guerre se tint. Après toutes les formalités requises, et les conclusions du major de l'isle reçues, trois des mutins furent condamnés à être pendus, et comme un de ces trois était celui qui avait tiré sur le commandant, j'opimai qu'il eut le poing coupé avant d'être pendu (12). Tout cela paraissait fort hardi dans la fermentation générale des esprits. C'est aussi la raison pour laquelle il était nécessaire de se comporter en pareille circonstance sans marquer la moindre faiblesse. Un officier est toujours bien fort quand il connaît l'étendue de l'autorité que son caractère lui donne sur le soldat.

On battit la générale, et tout de suite l'assemblée. On forma un petit carré de toute la troupe dans le centre duquel tous les employés eurent ordre de se trouver. Lorsque les criminels furent assez près, je dis au commandant de faire battre un ban et de défendre de la part du roi sous peine de la vie de crier grâce. Un noir esclave fit cette exécution un peu lentement à la vérité, mais le tout se passa fort tranquillement. Pas un de ces soldats, auparavant si mutins et si résolus, n'osa faire le moindre mouvement.

Quelques jours après on tint encore un Conseil de guerre. Je ne voulus pas y assister ; il me suffisait, ayant proposé le premier Conseil, d'avoir mis nos officiers sur la bonne voie. Deux des soldats aux fers furent pendus, et depuis le bon ordre s'est maintenu dans l'isle. Ce n'était que l'indiscipline, l'impunité trop longtemps souffertes dans le soldat qui l'en avaient banni, et cela ne pouvait être autrement, puisque son insolence plaisait à M. le Commandant incapable d'en prévoir les funestes suites.

La *Diane* appareilla quelques jours après pour retourner à Bourbon, où l'auteur de la révolte fut remis au Conseil supérieur, mais comme ce mauvais sujet appartenait en France à une famille qui méritait bien des égards, on lui laissa assez de liberté pour qu'il pût s'évader. En effet, il passa à Madagascar par un des vaisseaux de traite dans lequel il s'embarqua furtivement. Il tomba chez un des chefs du pays qui le reçut avec bonté et qui lui procurait toutes les satisfactions qu'il ne méritait pas, car ses déportements ordinaires, ses violences insupportables aux naturels de l'isle sujets de ce chef, les forcèrent à s'en défaire, il fut poignardé et jeté dans une rivière.

Dans le cours de cette année 1734, la Compagnie s'occupa sérieusement à réaliser ce qu'elle marquait par les lettres que je reçus au mois d'avril. Les puissances qui dirigeaient ses opérations firent choix d'un sujet qu'elles ne connaissaient guère pour en faire un gouverneur général des deux isles (13). Ce choix déplaisait infiniment à la

Compagnie. Elle savait que le commissaire envoyé à Surate pour y terminer ses affaires de commerce, avait été obligé de casser cet homme embarqué officier sur le même navire, et de le dégrader à l'isle à Bourbon (14). Elle savait qu'ayant trouvé le moyen de passer à Goa, il avait surpris par son babil la confiance du vice roi, et que voulant s'y mêler de tout, et régler tout, il avait si bien indisposé les fidalgos et toute la populace portugaise, que sans le signor Tolentini italien qui le cacha dans le grenier de sa maison, il eut été mis en pièces. Elle savait toutes les manœuvres et les infidélités qu'on lui avait reprochées dans le petit commerce maritime qu'il avait fait en différentes parties de l'Inde ; elle était donc bien persuadée que ses intérêts aux isles de France seraient en de très mauvaises mains ; mais toutes ses représentations auraient été fort inutiles. Le contrôleur général des finances porté de cœur et d'affection au bien, s'en rapportait aveuglément à M. son frère pour tout ce qui concernait la Compagnie des Indes.

Il fut établi que l'isle de France serait la résidence ordinaire du gouverneur général, et que le port du Nord-Ouest, sous le nom de port Louis, serait le chef-lieu de l'isle. Le Conseil provincial fut érigé en Conseil supérieur. Le nouveau gouverneur général fut revêtu de toute l'autorité, de tous les pouvoirs, prérogatives et privilèges qu'on peut attribuer à un chef, le tout accompagné d'une protection qui s'étendait au delà des bornes requises. On a prétendu qu'il la payait chèrement, et que lui-même eut un jour l'impudence de s'en vanter en pleine table. Je connais des personnes incapables de mentir, et qui étaient du nombre des convives, qui ont entendu cet impudent propos (15). Il était difficile en effet d'imaginer qu'il osât se porter à de certaines extrémités, à des actions dont on n'a point vu d'exemples, s'il n'eût été bien sûr, je ne dis pas d'être approuvé, mais au moins d'être soutenu.

Cependant tant de plaintes sorties des deux isles, malgré toutes les précautions qu'il prenait pour les arrêter, tant

de faits graves si bien articulés dans des mémoires qui parvinrent au Cardinal premier Ministre, engagèrent S. E. d'ordonner au contrôleur général et à la Compagnie de faire revenir cet homme en France pour y rendre compte de sa conduite. On arma à l'Orient une petite frégate sous le faux bruit qu'elle était destinée pour l'Amérique. On l'approvisionna de plus de vivres qu'il n'en fallait pour une si courte traversée. Celui qui la montait ne devait ouvrir ses instructions qu'à telle hauteur en mer. Il ne fut pas peu surpris de trouver des ordres de se rendre en droiture à l'isle de France, sans relâcher nulle part (16).

On ne fut pas moins surpris dans la Colonie, mais agréablement, du rappel de ce gouverneur. Le bruit de son arrivée à l'Orient (Lorient?) fut à peine répandu dans cette ville, que la populace s'assembla en tumulte. L'un lui demandait son père, l'autre son fils, celui-ci son oncle, celui-là son cousin, tous étaient également indignés des vexations horribles qu'il avait commises sur les matelots. Il n'eut que le temps de se réfugier dans une allée, et sans la garde de soldats de la Compagnie que le directeur, en résidence à l'Orient, envoya pour le soustraire à cette populace, il eût été lapidé.

Le commandement de l'isle Bourbon ne tomba pas en de meilleures mains. Celui qui l'eut était un employé dans les bureaux de l'hôtel des Indes en qualité de secrétaire de la Compagnie, mais déshonoré sur le pavé de Paris par une volée de coups de canne que son insolence lui attira ; et n'osant paraître dans l'hôtel, il sollicita et obtint le commandement particulier de l'isle de Bourbon. Son mérite essentiel était d'être parfaitement dévoué à toutes les volontés, à toutes les iniquités du gouverneur général, jusqu'à dire qu'il aimerait mieux offenser Dieu, que ce gouverneur.

La raison était qu'il n'avait pas de moyen plus sûr de faire rapidement une fortune médiocre, mais raisonnable, et de se-retirer.

Dès qu'il se vit à Bourbon revêtu de quelque autorité il devint le plus hautain et le plus arrogant des mortels, et se rendit par là en horreur à toute la colonie. La Compagnie fut encore excédée des mille plaintes contre lui. Ces plaintes furent très utiles au gouverneur général ; elles servirent à le justifier dans l'esprit du Cardinal ministre occupé de matières importantes qui méritaient plus son attention que toutes les missives de nos deux isles. On eut l'adresse de rejeter sur le compte du commandant particulier tous les griefs imputés au gouverneur général. Cependant son Eminence qui voulait que l'on fît justice, fut satisfaite en l'assurant que la Compagnie révoquait de son service ce commandant qui le fut en effet, quoiqu'il n'eût encore, de son aveu, qu'environ 400 mille livres dont il se conteraît (17).

Le gouverneur général fut maintenu dans son gouvernement ; et pour l'y renvoyer avec plus d'éclat en le faisant triompher hautement sur tous ses ennemis, son protecteur prétexta la nécessité d'armer en guerre une escadre de plusieurs navires dont il lui donna le commandement. Cet armement prématuré en 1741, puisque nous étions en pleine paix dans l'Inde lorsqu'il arriva, ne laissa pas que de coûter bien cher à la Compagnie ; mais elle était alors très florissante (18), et d'ailleurs elle n'avait pas un mot à répliquer. Je passe sous silence les fausses opérations de cette escadre que je pourrais prouver. Je la vis à la rade de Pondichéry d'où je partais pour revenir en Europe, au même instant, 22 octobre 1741, qu'elle appareillait pour la côte de Malabar. Le plus grand bien que ce gouverneur ait fait à l'isle de France, et dont l'avantage se fera sentir à la Colonie dans tous les temps à venir, c'est d'y avoir porté à son retour des racines de Manioc du Brésil où il relâcha. Cet arbuste qui croît et se multiplie en fort peu de temps, et qui brave les plus fiers ouragans aussi bien que les ravages que les sauterelles font quelquefois sur toutes les autres productions comestibles, met les colons

et tous les noirs dans le cas de ne jamais manquer de subsistance.

Je ne dirai plus rien de ce gouverneur général, le quatrième qui ait commandé dans l'isle de France. On a su dans le temps ce qui lui arriva après sa conquête de Madras, par les épais volumes qui parurent pendant sa détention à la Bastille. J'ajouterai seulement qu'il fut fort étonné, revenant de l'Inde à son gouvernement, de trouver la place occupée par un cinquième gouverneur que la Compagnie venait d'envoyer à l'isle de France, et l'ordre à lui de repasser en Europe.

Il eût été bien difficile à la Compagnie de trouver un plus inepte successeur pour gouverner ces deux malheureuses colonies, mais la dévorante ambition d'un des directeurs de placer son fils, son gendre et ses neveux à la tête de tous les comptoirs des Indes, soutenue de l'autorité du premier des deux commissaires à la Compagnie, prévalut sans la moindre difficulté, sur le bien général. On n'a rien vu de si borné pour diriger des colonies, que ce fils et ce gendre, l'un comme gouverneur, l'autre comme commandant à Bourbon (19).

Le moyen qu'une Compagnie de commerce se soutienne, lorsque d'un côté le crédit d'un directeur l'emporte en faveur d'un fils, parfait idiot, qui dans l'isle de France, depuis longtemps si mal administrée, croit avoir la faculté de dépenser plus de 900 mille livres pour une simple maison faite moitié en bois, moitié en maçonnerie à laquelle il donne le nom imposant de Réduit sous le prétexte qu'il servira, en cas d'hostilité, à mettre en sûreté les marchandises les plus précieuses déposées dans les magasins de la Loge, les femmes, les enfants, les vieillards, les infirmes. Quelle absurdité ! Quel était donc le but de cet idiot ? Le voici :

Il s'était approprié un vaste terrain borné de deux côtés par deux ruisseaux pour en former une habitation qu'il se fit concéder dans les formes requises par le Conseil supé-

rieur. Il espérait que cette maison, où rien ne fut épargné pour l'embellir et la meubler, et qui cependant tombe en ruine, lui resterait en propre en remboursant à la Compagnie le prix qu'il lui produirait qu'elle aurait coûté, supposé que la maison ne lui convînt pas. Il se flattait si bien que ce but tournerait à son profit, qu'il fit sculpter sur un grand carreau de pierre choisie ses armoiries qui sont appliquées au-dessus de la principale entrée. Enfin, le garde-magasin général, teneur des livres, coucha cette maison sur ses grands registres, d'après les états que le gouverneur lui fournissait, pour la somme de 86 mille livres.

Les vaisseaux qui arrivèrent à l'isle de France sur la fin de 1752, portèrent à ce gouverneur général l'ordre de repasser en France. Il s'embarqua en février 1753. Ce ne fut que le 2^e de juillet suivant que je me débarquai au port du Nord-Ouest.

Cet ex-gouverneur, arrivé à Paris, se disculpa d'abord fort aisément, par le crédit de son père, de divers griefs qu'on lui imputait. Bientôt après il présenta à la Compagnie l'état de dépense du fameux réduit, égale à celle qu'il avait fait porter sur les grands livres. Deux directeurs qui ne connaissaient ni le local, ni l'étendue de la besogne, ni les difficultés de l'exécution, ni le vrai motif pour lequel ce prétendu Réduit avait été fait, furent nommés pour examiner cet état de dépense qui tout de suite fut allouée pour la somme ci-dessus de 86 mille livres.

La Compagnie ne laissa pas d'être effrayée de cette somme pour un Réduit dont elle ne convenait guère de l'utilité. Elle en demanda l'explication, et c'était où l'ex-gouverneur l'attendait. Il offrit de la prendre pour son compte en remboursant à la Compagnie les 86 mille livres, mais elle ne jugea pas à propos d'y consentir.

En bonne règle elle aurait dû renvoyer sur les lieux l'examen de cette dépense. J'y dirigeais les travaux, il semble donc qu'elle ne pouvait mieux s'adresser non seu-

lement pour apprécier au plus juste ce Réduit, mais aussi pour lui confirmer s'il était véritablement utile à la Colonie. Il est vrai qu'ayant eu plus de temps qu'il ne m'en fallait pour savoir ce qui en était, je n'aurais pu me dispenser de lui marquer ce que cette maison avait coûté, et que le gouverneur ne l'avait entreprise que pour son usage par rapport à la concession qu'il avait tout auprès ; mais c'est peut-être ce qu'on craignait de savoir dans l'hôtel des Indes.

Cependant il s'agissait de couvrir l'excédent de la dépense portée sur les livres de la Compagnie et sur l'état qui lui avait été présenté. L'expédient fut fort simple. Le beau-frère commandant à Bourbon qui vint le remplacer, et prendre le titre de gouverneur général, fut chargé de rejeter sur chaque ouvrage que je ferais faire, une partie de cet excédent, jusqu'à la concurrence de la dépense totale. En sorte que sur un moulin à ciment de 32 pieds de longueur et 20 pieds de largeur, couvert en bardeau, que je fis faire en bois sur un socle de maçonnerie à la grande Rivière, et dont toute la dépense, selon le compte fort exact que j'en fis, montait à 5,800 francs, monnaie de France, fut porté sur les grands livres pour la somme de 150 mille, 132 fr. 17,6.

La batterie du Roy et celle de Nevers bâties sur la petite isle des Tonneliers qui couvre le port du Nord-Ouest, montaient ensemble à 97 mille livres. Elle fut couchée sur les grands livres pour la somme de 677 mille francs. Une simple case de bois faite sur le port, qui coûtait au plus 1,900 francs, fut aussi portée pour 65 mille francs, ainsi du reste. Il est fort aisé de cette façon de faire à bon marché des Réduits (20).

La Compagnie, à qui je me plaignis de ces infidélités, dès que je fus débarqué à l'Orient, ne daigna pas m'honorer d'une réponse. Mon dessein, étant à Paris en 1760, était de me plaindre juridiquement par un mémoire où tous les faits seraient déduits et prouvés, mais ne voulant rien faire

sans l'approbation de M. le Contrôleur général, je pris la liberté de lui écrire. En réponse, M. Boutin, alors commissaire, m'engagea à mépriser tout cela.

Ce commandant de Bourbon, devenu gouverneur général, fut le sixième chef de l'isle de France. Il était plus fait pour être frère lay chez les Picpus, que pour régir une colonie. Tout le jour en pantalon dans sa chambre il n'en sortait que les dimanches et les fêtes pour la messe. Il ne voyait quoi que ce soit et n'écoutait personne (21). Ce fut avec toutes les peines du monde que je lui fis approuver le projet de la batterie du Roy, car sa manie singulière était de ne vouloir rien faire et de ne laisser rien faire aux autres de tout ce qui concernait la défense de la côte. Je m'en tins donc à construire pendant le temps qu'il resta dans l'isle, la susdite batterie du Roy, celle de Nevers, le moulin à ciment, une briquetterie de 200 pieds de long sur 40 pieds de large, que je crois la plus belle et la plus commode qu'il y ait en *Europe*, accompagnée de 3 fourneaux à cuire à la fois 50 milliers de briques.

Je fis en divers endroits de la côte 7 fours à chaux et de vastes bassins revêtus pour l'éteindre, quoi qu'on soutint, qu'il y eut même des gageures, et que le Conseil supérieur eut écrit à la Compagnie par le Bristol, que je ne parviendrais jamais à faire de la chaux, mais les succès de mes fours les confondit tous. Le directeur de la Compagnie, envoyé commissaire à Pondichéry, et qui relâchâ à notre isle, en mai 1754 (22), vit mes bassins remplis de chaux éteinte qui ressemblait à de la crème. Il défendit de recevoir celle qu'on faisait à la mode de l'isle pour la Compagnie. Ce n'était que de la cendre de bois que le précédent gouverneur qui la faisait, lui avait toujours chèrement vendue, ce qui lui valait 22 à 24 mille livres chaque année.

Ce profit, le moindre de ceux que son gouvernement lui rendait, méritait bien qu'il laissât en partant un agent dans l'isle qui prit soin d'en faire pour la Compagnie et pour les habitants qui voulaient bâtir. Mes fours à chaux anéan-

tirent ce revenu annuel et ne firent pas ma cour dans l'esprit du beau-frère qui avait succédé au gouvernement. Il n'était pas possible que les difficultés que j'essuyais de la part de ce gouverneur pour tout ce que je proposai relativement à ma mission et tendant à mettre notre île en état de défense, n'occasionnassent des dissensions qui parvinrent aux oreilles du Ministre. Le Commissaire général, témoin de ces contrariétés pendant le séjour qu'il fit parmi nous, et connaissant aussi combien cet homme était peu propre pour la place que la faveur de son beau-père lui avait procurée, en marqua son sentiment à la Compagnie. M. de Seychelles, de qui j'avais l'avantage d'être connu, ne balança pas d'ordonner qu'il fût rappelé, et m'écrivit une lettre extrêmement gracieuse (23).

M. de Maras m'écrivit aussi le 23 août 1755, qu'il connaissait mon zèle, et qu'il regardait comme une circonstance heureuse que je me trouvasse à l'isle de France dans un temps où les procédés des Anglais dans les mers de l'Amérique septentrionale rendaient la continuation de la paix fort incertaine ; qu'il n'avait pas besoin de me recommander de faire tout ce qui dépendait de moi pour mettre l'isle de France en état de repousser les ennemis qui s'y présenteraient ; qu'il était persuadé que je ne trouverais plus d'obstacles de la part du nouveau Gouverneur que la Compagnie envoyait, etc., etc. Tel est l'extrait de cette lettre dont j'ai l'original (24).

Le 2 de décembre 1755, ce septième Gouverneur arriva dans le *Saint-Priest* (25). Ce ne fut que le 8 de janvier 1756, que le commandant, rappelé, s'embarqua dans le *Machault* pour repasser en France, et il alla relâcher à Bourbon.

La *Gloire* arriva de l'Orient le 14 de ce mois de janvier, et porta des ordres au nouveau Gouverneur de retenir tous les vaisseaux qui se trouveraient à l'isle de France, ou qui reviendraient des Indes y mouiller. Sur le champ on détacha une corvette pour l'isle de Bourbon, où l'on pouvait supposer que le *Machault* était encore. En effet, et quoique

la corvette mit huit jours dans cette saison des vents variables, à gagner en louvoyant, l'isle de Bourbon, trajet que l'on fait dans l'autre saison en 24 heures et souvent moins, elle trouva le *Machault* qui appareillait pour la France de la rade de Saint-Denis. Aussitôt le capitaine fit débarquer les effets du commandant et revint à notre isle. Ainsi ce rappelé à qui le plus simple commandement plaisait fort, resta à Bourbon, et y a resté jusqu'à la nouvelle de la paix (26).

Par la même frégate la *Gloire* je reçus différentes lettres qui me marquaient de mettre tout en usage pour fortifier notre isle avec la plus grande diligence. Les ordres que le nouveau gouverneur avait déjà, ceux que le Conseil supérieur reçut de me laisser agir étaient si précis, qu'on s'aperçut bientôt que je ne perdais pas un instant à nous mettre en état de défense.

Mon projet général pour la Côte, mes plans particuliers des batteries qu'il ne m'avait pas été possible de faire exécuter sous la précédente régie, étaient prêts depuis longtemps ; mais pour accélérer notre défense je me crus obligé de ne faire d'abord la plupart des batteries qu'avec des fascines et le sable du bord de la mer. Il était visible que de pareils ouvrages ne pouvaient se soutenir. Un soleil brûlant calcinait les fascines, et le sable coulait comme au travers d'un gros tamis.

J'eus encore à essuyer des obstacles aussi sérieux qu'effrayants qui retardaient mes opérations. Ce fut en premier lieu la petite vérole que l'*Achille*, à son retour de Pondichéry, nous porta. C'était plutôt une espèce de peste dont son équipage était infesté, et qui infesta bien vite notre isle. Non seulement elle enleva quantité d'esclaves, tant à la Compagnie (1) qu'aux habitants, mais aussi plusieurs

(1) Cela va à plus de 1.800 noirs, seulement j'en perdis 7 pour ma part.

En août 1756, je proposai de faire inoculer 24 petits noirs créoles, mâles et femelles, qui n'étaient pas encore atteints du mal. Ma proposition fut acceptée. Je fis préparer tout ce qu'il fallait pour les giter ensemble commodément et les faire subsister. Ils furent ino-

personnes distinguées de l'un et de l'autre sexe. Cette diminution d'esclaves influait beaucoup sur mes travaux que je ne pouvais pousser avec la vigueur que je désirais.

En second lieu l'affluence des équipages des vaisseaux de retour des Indes qu'il était ordonné de retenir, ceux que nous avions déjà, et ceux qui nous arrivaient d'ailleurs qui tous déposaient une quantité étonnante de malades dans notre hôpital, diminuaient considérablement nos provisions. Pour surcroît de maux des légions de sauterelles dévoraient nos récoltes. Ce n'était qu'avec de très légères galettes de manioc qu'on faisait subsister les esclaves.

Malgré tous ces embarras j'entrepris de fortifier à la fois le grand port du Sud-Est, et tout ce qui était susceptible de descendre à la côte sous le vent.

Pendant la précédente régie, je m'étais faite une grande provision de matériaux de toute espèce. La chaux, le ciment, la brique, la pierre de taille, les bois des grosseurs les plus en usage ne me manquaient pas et je fus assez heureux de me ressentir le premier d'avoir donné peu de jours après mon arrivée dans l'isle, un secours de 50 noirs qui m'étaient inutiles, et qui contribuèrent puissamment à mettre le fourneau et les grandes forges de M. le chevalier de Rostaing en état de me fournir, deux ou trois ans après, telle espèce de fer et de fonte dont j'avais besoin (27). Sans cela toutes les batteries eussent été fort inutiles, ne pouvant y placer du canon. Mais tandis que ces forges me fournissaient des bandes de fer pour affûts neufs de canons de 24, 18, 12 et de 8, le fourneau me procura 42 petits mortiers que je fis couler pour des bombes de 6 pouces. Je fis également couler des crapaux pour monter ces petits mortiers et tout autant

culés. Il ne mourut qu'une petite négresse qui, depuis trois mois, avait la dysenterie, ce qu'on ignorait. Tous eurent la petite vérole, excepté un seul, qui ne ressentit d'autre mal que celui de l'inoculation. Si j'avais connu plus tôt la dissertation de M. de la Condamine, que je relus dans un des *Mercure* que je faisais venir, j'aurais sauvé presque tous ces petits enfants esclaves de la Compagnie, la plupart Caffres, bien précieux pour elle faute d'ignorer le moyen de le conserver. (*Note de Cossigny*)

de gros que nous avions de mortiers de métal pour des bombes de 12 pouces.

L'expérience à plusieurs sièges m'avait fait remarquer que les crapaux des mortiers pour les bombes de 12 pouces manquaient communément par l'œil du tourillon, j'eus soin de tenir cette partie du modèle en bois que je donnai, beaucoup plus épaisse, de façon que cette quantité de bombes qu'on eut jeté de suite ne pouvait faire entr'ouvrir l'œil de ces affûts coulés.

Comme j'ai toujours considéré les bombes infiniment plus utiles que le canon pour la défense d'une côte, j'avais eu la précaution, longtemps avant la nouvelle que la *Gloire* nous apporta de la rupture entre les puissances maritimes, d'écrire à la Compagnie pour la supplier de nous envoyer une dizaine de mortiers pour des bombes de 12 pouces, autant de petits pour des bombes de 6 pouces, le tout de bronze, sans affûts ni crapaux, me chargeant de les monter dans l'isle.

Je jugeai nécessaire d'épuiser dans ma lettre toute ma pauvre rhétorique à lui persuader que nul vaisseau quel qu'il fût, n'oserait s'emboîser au-devant d'une batterie de deux mortiers seulement, tandis qu'il n'hésitera pas à le faire au-devant de 20 canons, quelque bien épaulés qu'ils soient ; qu'un vaisseau de ligne, supposé qu'il soit embossé à portée requise, ruinera infailliblement parapet, genouillère, et démontrera toute la batterie ; que s'il ne lui fallait que cette expédition pour favoriser ensuite la descente des bateaux la victoire serait pour lui.

J'aurais pu lui citer ce qui arriva à la descente tentée à Camaret et ailleurs ; mais sans la renvoyer à des événements reculés, ce qui s'était passé tout récemment à son isle de France, était une preuve de ce que j'avançais.

Lorsque Boscawe y parût, et l'on sait que les vues sur un autre objet plus important l'appelaient dans l'Inde, que par conséquent son dessein n'était pas de perdre du temps à tenter une descente dans notre isle, quoiqu'au contraire

l'amiral hollandais en mourait d'envie. Lors donc qu'il parût, le *Namur* l'un des beaux navires de la flotte, s'avisa de mouiller à quelques encableurs loin de la pointe sous le vent qui forme la baie des Tortues. Il y avait, à cette pointe une couple de beaux mortiers montés sur de vieux affûts de bois.

M. le chevalier de Rostaing imagina de saluer d'une bombe de 12 pouces ce *Namur*, mouillé et évité au vent, comme de raison, par conséquent présentant à peu près son côté de tribord. Cette bombe alla toucher à environ 3 toises de ce côté ; une deuxième bombe qui suivit de près, tomba au pied de la poulaine.

Le capitaine du *Namur*, à qui ce petit jeu auquel il ne s'attendait pas, donnait déjà à penser, ne jugea pas à propos d'attendre la troisième bombe. Il fila bien vite son câble par le bout pour aller joindre les autres navires, et se mettre hors de portée d'un aussi dangereux salut. Il eut pû cependant rester mouillé où il était, car l'affût, dès la seconde bombe, s'étant démantibulé, il n'était plus possible de lui envoyer la troisième. C'est depuis lors que cette pointe a retenu et conservé le nom de pointe des mortiers. Je suis très persuadé que s'il n'y eut eu que du canon sur cette pointe, le *Namur*, bien loin de filer son câble, eut écrasé, ou mis en fuite tous ceux qui auraient desservi ce canon.

Ainsi, je le répète, 4 gros mortiers de 12 pouces, bien montés et bien servis, feront beaucoup plus d'effet contre des vaisseaux, que 40 canons de 24, également bien servis. C'est, m'a-t-on dit à l'Orient en dernier lieu, ce dont on n'est point persuadé en France, et ce qui est cependant bien vrai. Voici la ridicule réponse de la Compagnie à cet article de ma lettre :

« ...La demande que vous me faites de dix gros mortiers
« de bronze et dix plus petits, nous paraît un objet de
« dépense si considérable, qu'avant de nous déterminer à

« la faire, nous attendrons de l'isle de France qu'on nous persuade qu'elle est nécessaire. »

En effet, un objet de 20 mille écus que je demandais pour sauver une isle importante, était trop considérable pour une Compagnie qui venait d'allouer aveuglément la dépense de près d'un million pour une maison absolument inutile à la Colonie. Mais au reste, elle m'eut fait plaisir de marquer de qui dans notre île, elle attendait d'être convaincue de la nécessité de ces mortiers.

Ce ne pouvait être de M. le chevalier de Rostaing que je reconnais pour un très digne et très excellent officier d'artillerie. Il n'était plus dans l'île. Il s'embarqua pour repasser en France le 16 de janvier 1755 dans le *Duc d'Orléans*, avec feu M. Dupleix. C'était apparemment du Conseil Supérieur ; mais ceux qui le composaient de mon temps, connaissaient à peine la portée d'un pistolet. Au surplus, je dois dire la vérité. Qui que ce soit autre que moi dans cette isle n'avait osé écrire et répéter à la Compagnie, que le fils et le gendre de l'un des directeurs, n'étaient que des imbéciles incapables de la place qu'ils occupaient successivement ; et que si le gendre continuait pendant 50 ans à gouverner la Colonie, on devait être assuré que de 50 ans l'isle de France ne serait point fortifiée. Une pareille atrocité de ma part, quoique fondée sur la pure vérité, méritait bien sans doute, non seulement ces petits dégoûts que la Compagnie comptait bien me donner, dans le fond très méprisables, mais de plus, que le salut de son isle fut sacrifié au ressentiment du directeur intéressé dans la mauvaise opinion que j'avais de Messieurs ses fils, et que je partageais avec quantité de personnes.

Le septième Gouverneur général fut aussi rappelé après trois ans de séjour à l'isle de France. Il eut mieux valu pour les intérêts de la Compagnie qu'il n'y eut jamais mis les pieds. Je crois que de tous ceux qui résident dans cette isle, de tous les officiers de mer, tant des vaisseaux du roi, que des autres, enfin de tous ceux qui l'ont connu et fré-

quenté dans son gouvernement, on ne trouverait que M. le comte d'Etaing qui pourrait se louer de lui. Il est vrai que ce gouverneur l'a bien servi dans son projet d'armer en guerre le vaisseau le *Condé* et la petite frégate d'expédition pour aller croiser dans les mers des Indes, et l'on doit croire que la reconnaissance, si on peut la compter parmi les vertus, est en ce cas la moindre de toutes celles dont ce Seigneur est orné (28).

Mais son suffrage quelque favorable qu'il pût être à ce gouvernement ne pouvait balancer, à son retour des isles, mille griefs que la terre et la mer lui imputaient. Aussi quoi qu'il fut directeur de la Compagnie, on lui conseilla, lorsqu'il arriva à Paris de ne pas se présenter en cette qualité à l'hôtel des Indes ; et ce ne fut qu'après un temps assez long, qu'un ordre du Roy que ses protecteurs obtinrent, obligea MM. les Directeurs à le recevoir dans leurs assemblées (29).

Je finirai son article par dire qu'il me força lorsque je quittai l'isle de France, de protester contre le refus qu'il m'avait fait d'une partie des esclaves de la Compagnie qu'il occupait à des choses fort inutiles, avec lesquels j'aurais très certainement achevé d'exécuter tout ce que j'avais projeté pour la défense du grand port du Sud-Est, partie la plus essentielle de l'isle et qui mérite la plus sérieuse attention.

Il résulte de tout ce que je viens de dire, que de tous les Commandants particuliers, et des Gouverneurs généraux que j'ai cités, qui ont été chargés de l'administration de cette Colonie, depuis 1720 que nous possédons l'isle de France, jusqu'à la fin de 1759, que le septième Gouverneur général en partit, et que j'en partis aussi, aucun des six derniers ne s'est fait un point d'honneur de la faire prospérer. Ils n'ont songé qu'à leurs propres intérêts, sans s'embarrasser de ceux de l'Etat et de la Compagnie, et ont très bien réussi, lès uns plus, les autres moins, à se procurer une brillante fortune.

Il me reste à parler le plus succinctement qu'il me sera possible de la position de notre île de France.

Je crois fort qu'elle serait plus avantageusement située pour le commerce de la Compagnie, pour le soutien de cette longue navigation dans les différentes parties des Indes, s'il avait plu à l'auteur de la Nature de la placer dans le vaste océan Atlantique, par exemple, sur la même latitude du Cap de Bonne-Espérance, et mieux encore 2 degrés plus au Sud, et par environ 23 degrés de longitude du Méridien de l'isle de Fer. Mais, en ce cas, je doute très fort que ce fussent les Français qui la possédassent, car grâce au génie de la Nation, ce n'est guère qu'après les autres que nous nous avisons de ce qui nous convient, et si les Hollandais n'avaient pas abandonné Maurice, ce dont ils ne sont pas à se repentir, nous n'aurions pas dans toutes ces mers le moindre abri pour nos vaisseaux qui feraient route aux Indes.

Quoi qu'il en soit, l'isle de France trop près du Gange, de la côte du Coromandel, du détroit de la Sonde, et trop loin des côtes de France, ne laisse pas que d'être d'une très grande utilité. Elle a deux ports, avantage immense dans ces mers où ils sont aussi rares qu'ils sont fréquents dans les mers de l'autre hémisphère. Elle est encore, pour ainsi dire, déserte eu égard au terrain qu'on pourrait défricher, ce qui provient de deux causes. La première, de la mauvaise administration tant de la part des gouverneurs que de celle du Conseil Supérieur. La deuxième de ce que ceux qui ne sont pas venus des premiers, ne trouvant point à s'y établir selon leurs désirs, ne peuvent se résoudre à prendre des concessions trop éloignées des ports et du chef-lieu où ils espéraient de faire mieux leurs affaires par le commerce particulièrement que par le produit d'un terrain, dont ils n'auraient aucun débit, et que d'ailleurs, isolés sur leurs habitations, ils seraient trop exposés aux excursions des noirs Marrons ; de sorte qu'une étendue considérable de terre qui produirait tout ce qu'on voudrait, grains, fruits, légumes, reste en friche. On me marque par les derniers vaisseaux arrivés, qu'un plant de vigne du Cap réussit à

ravir. Je dirais plus, c'est que certaines épiceries, dont les Hollandais sont si jaloux, y croissent à merveille. C'est un article fort délicat qui ne m'a été écrit qu'en chiffre, dont j'ai seul la clef. Peut-être, ne serait-il pas aussi difficile qu'on le pense d'y en transporter de plus fines encore, qui font et feront toujours à peu de frais, la base fondamentale des richesses de ces envieux républicains qui prennent les plus grandes précautions et qui immoleraient ce qu'ils ont de plus cher dans ce monde pour se les consacrer uniquement (3o).

L'Isle de Bourbon a un volcan assez considérable qui occupe lui seul un contour de plus de 15 lieues inhabitable par cette raison. L'isle de France n'en a point ; mais j'ai toujours eu dans l'idée en la considérant en quantité d'endroits, qu'elle ne doit son existence qu'à une violente éruption qui se fit du fond de la mer, peut-être peu de temps après la création du monde, ou *plus probablement* après le Déluge universel.

Quoi qu'il en soit, cette isle avant qu'elle fut découverte n'était qu'une vaste forêt. Les arbres en sont superbes, et la plupart de très bon usage, quoique lourds. Il est peu d'isles aussi arrosées, aussi traversées de rivières que celle-là. Ce ne sont à la vérité que des torrents remplis de cascades, ce qui fait sans doute que les eaux si souvent, et si fort atténuées dans leurs cours en sont admirables, et ne se corrompent pas à la mer, si les futailles sont saines. Le climat est très sain et la chaleur n'est pas insupportable. Il fait même en certain temps de l'année, un froid assez vif dans les habitations. J'y ai fait assez longtemps des observations sur le thermomètre de feu M. de Réaumur, le premier instrument de cette espèce qui ait passé la ligne équinoxiale ; ainsi on sait à quoi s'en tenir sur la chaleur à nos isles, à Madagascar, à Pondichéry et dans le Maduré. J'en ai fait aussi grand nombre sur le baromètre pour M. de Maupertuis, mais je n'ai pu savoir l'usage qu'il en fit. Je reviens à notre isle.

Les forêts étaient peuplées de cerfs plus petits et moins vites à la course que ceux d'Europe, mais infiniment meilleurs à manger journellement soit en bouilli, soit en ragoût, en daube, etc., si ce n'est dans la saison qu'il est en rut, pendant laquelle il maigrit excessivement et sa chair devient gluante (31). La quantité qu'on en a tuée pour la nourriture journalière, pour celle des équipages des navires, et de l'hôpital, est inconcevable ; sans compter ce que les noirs marons en ont détruit. C'était une masse pour toute l'isle. Comme ils devenaient rares, on a très sagement défendu sous de grièves peines de chasser, et dans peu d'années, l'abondance en cerfs sera la même que ci-devant.

Il n'y a pas une bête fauve dans toute l'isle ; on peut dormir partout, dans les bois, sur la terre, sur le sable, au bord de la mer, sans craindre aucun reptile, comme serpents, vipères, lézards, etc. Tout au plus quelques rats viendront flairer quelqu'un endormi. C'était un vrai fléau dans les habitations pendant les premières années par la quantité d'animaux de cette espèce qui dévoraient nuit et jour les semences, en cela beaucoup plus insupportables que le grand nombre de singes qui faisaient aussi du ravage dans les concessions, mais qui du moins se retiraient le soir dans les bois pour dormir pendant la nuit. On a répandu dans l'isle quelques lièvres et des perdrix. Je crains qu'on ait mal fait, ce gibier a beaucoup pullulé, et n'est pas mangeable (32). Les bois sont remplis de perroquets, ou tout gris, ou tout verts. On en mangeait beaucoup autrefois, les gris surtout ; mais les uns et les autres sont toujours maigres et fort coriaces à quelque sauce qu'on les mette. Il y a 25 ans qu'on en apporta de Madagascar quelques-uns par curiosité, tous d'un vert pâle et de la grosseur d'un gros moineau. On n'eut pas assez de soin de les tenir enfermés dans des cages, quelques-uns s'échappèrent et ont si fort multiplié qu'ils se sont rendus redoutables aux habitants, parce qu'avec un bec crochu très fort ils se plaisent à couper les épis de blé (33). J'abandonne l'article des différentes

espèces d'oiseaux, il me mènerait trop loin si j'entreprenais de les décrire. Je passe aux fourmis que je regarde comme le plus inquiétant fléau de l'isle. On ne peut rien tenir à l'abri de cet insecte qu'avec des précautions les plus gênantes. Il n'est pas étonnant que toute sorte de sucrerie les attire, mais si par le hasard on oublie de pendre sa perruque à un fil goudronné, qu'on la laisse sur une table, même dans une boîte, ce sera un bonheur si le lendemain il y a un tiers des cheveux qui tiennent à la coiffe.

La côte de l'isle est très poissonneuse. Il y a un très bon poisson rouge, de la taille d'une grosse carpe, dont il ne faut pas manger de même que d'un autre, beaucoup plus gros qu'on nomme *vieille*, qui est une espèce de morue. Quand celui-ci a la dent noire il est aussi dangereux que le poisson rouge. L'un et l'autre donnent des crampes mortelles avec des douleurs les plus vives (34). On prend encore, mais plus rarement qu'autrefois, des tortues de mer pesant 2 à 300 livres, des Lamentins biens plus pesants qui ont un lard très ferme de l'épaisseur de trois doigts (35). C'est, selon moi, un excellent manger, surtout en daube, et qui fait une fort bonne soupe. On le dit un peu pesant et de difficile digestion. Nous avons dans les passes du grand port et dans nos baies des requins monstrueux.

J'ai dit qu'il n'y avait pas de serpents dans l'isle, ce qui est vrai ; un soldat m'en donna un d'une espèce singulière qu'il avait pris, disait-il, à l'entrée de la grande rivière du Nord-Ouest, où il pêchait. Il n'avait que 2 pouces de longueur, et tout au plus 15 lignes de diamètre. Toute sa longueur était partagée par bandes en travers, les unes fort noires, les autres blanches alternativement. Cette singularité fit que je le mis dans un bocal de verre rempli d'eau-de-vie, avec quelques autres insectes. C'est M. de Buffon qui l'a, puisque M. de Réaumur ne vivait plus (36). Je dois dire encore qu'il y a des serpens assez longs et gros, tachetés de brun et de vert, sur les îlots marqués sur ma carte. J'en ai vu plusieurs tirés sur le coin du mur. Il y en avait aussi

sur l'islot de la passe du grand port (37). Les ouvriers qui travaillaient à la batterie en ont tué plusieurs (1).

L'isle de France située comme on le sait entre les deux tropiques à 20 degrés de latitude Sud, est par cette raison exposée aux vents régnants du Sud à l'Est pendant les mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, qui font sept mois complets, auxquels on peut joindre la moitié du mois d'avril.

Les mois de décembre, janvier, février, mars et partie d'avril, font ce qu'on nomme la haute saison ; la saison des vents variables, des pluies, des coups de vent et quelquefois des ouragans ; je dis quelquefois, parce que quoi qu'ils soient chaque année à craindre, ils ne sont cependant pas annuels. J'y ai joint partie d'avril, ayant souvent remarqué que jusqu'au 20 ou 25 de ce mois il se déclarait encore de fiers coups de vent, apparemment pour clore la Mousson des vents variables, et je citerais plusieurs de nos vaisseaux en mer à la vue de nos deux isles, les uns qui ont fait côte, les autres qui ont été démâtés et se sont trouvés dans un danger très pressant de périr corps et biens du 15^e au 25 d'avril (38). Ce n'est pas qu'il n'y ait quelquefois des irrégularités de vent pendant le cours des sept premiers mois, et qu'il ne règne pendant 24 heures, même pendant les 2 et 3 jours de suite, des vents de Sud-Ouest, d'Ouest, de Nord-Ouest, etc. ; mais il faut toujours tabler sur les vents généraux du Sud à l'Est.

Sur ce principe toute la partie de l'isle comprise du Nord au Sud par la bande de l'Est, n'est pas tenable pour des navires ; elle est même presque totalement inabordable avec

(1) On voit en mer à 12 et 15 lieues de la côte de Malabar, des serpens pareils à ceux de ce continent. Il devrait donc y en avoir à l'isle de France, puisqu'il y en a dans les islots. Mais comme chaque pays a sa petite histoire fabuleuse, on prétend qu'un moine portugais, lors de la découverte de l'isle, y exorcisa tous les serpens ; ce qui n'est pas plus dur à croire que ce qu'on raconte gravement de Saint-Grat qui exorcisa toutes les taupes du pays d'Aaost, et trois mille pas alentour.

des chaloupes et des canots, si toutefois nous en exceptons le grand port du Sud-Ouest qui offre un asile aux vaisseaux, sans lequel asile, ils seraient forcés de pousser au large pour éviter de s'affaler sur les brisants des récifs, et de périr comme fit le *Saint-Géran*, en 1745, sur les isles d'Ambre, d'où il ne se sauva que quelques matelots qui vinrent en porter la triste nouvelle au port du Nord-Ouest, perte douloureuse pour la Colonie qui attendait les provisions que ce navire lui apportait. Partout ailleurs de cette partie au vent, ce ne sont que les pointes avancées formées par les récifs, et sur la côte même, que rochers escarpés, sur lesquels récifs et rochers la mer brise de façon qu'on ne peut les aborder.

Cette partie inabordable s'étend depuis le grand port jusqu'au cap Bréban (39) en tirant vers le Sud, et depuis ce même grand port, jusqu'à la pointe des Canonniers en tirant vers le Nord par la bande de l'Est. On trouve, à la vérité, sur cette route un enfoncement dans les terres nommé le port de Malnau (40) couvert par un islot de rocher de même nom, où nous avons un poste de 15 à 20 hommes avec un officier pour la garde d'un magasin qui sert d'entrepôt aux remises des grains du quartier de Flach qui devient chaque jour le plus considérable de l'isle par son étendue et par sa fertilité ; mais il faut être bon pratic de cet enfoncement pour hasarder de pénétrer dans l'isle par là, car les Corvettes qu'on y envoie pour charger les denrées du magasin reviennent souvent à vide au port du Nord-Ouest n'ayant pu entrer.

C'est à la pointe des Canonniers, où commence la partie de la côte sous le vent, et qui s'étend jusqu'au Cap Bréban. Toute cette étendue offre une mer beaucoup plus tranquille et plusieurs baies dans lesquelles on peut faire descente, telles que la grande anse du trou aux biches, la baie des Tortues, celle du Tombeau, le port du Nord-Ouest, chef-lieu, la baie de Saint-Louis, la petite anse de la plaine des sables, et celle de la petite Rivière, car pour celle de la

Rivière Noire qui suit, la descente qui peut s'y faire, ne mène qu'à s'approvisionner d'eau, de bois, et rien de plus.

Voici ce qu'on m'a marqué depuis mon départ de l'isle de France : « Vous avez fait, Monsieur, beaucoup de belle
« et bonne besogne pour la défense de la Côte ; mais il en
« reste bien à faire, cette isle étant abordable en bien d'au-
« tres endroits que ceux que vous avez fortifiés. »

Si l'on sous-entend ce qui restait de batteries à faire au grand port, dont j'ai fourni les plans, et qu'on ne m'a pas permis d'exécuter, en me refusant les forces nécessaires, on a raison. Mais si c'est sur l'étendue de la Côte sous le vent que l'isle est abordable en bien d'autres endroits que ceux que j'ai fortifiés, on m'eût fait bien du plaisir de me les marquer. Cette façon de dire vaguement que l'isle est abordable en bien d'autres endroits, me persuade qu'on ne connaît, ni la Côte sous le Vent, ni celle au vent. J'ai compris depuis longtemps qu'il y a partout de ces demi-savants dont les talens se réduisent, ou à épiloguer ce que d'autres qu'eux ont fait, ou à proposer des choses à faire très inutiles. S'il arrive que ces Etres-pensans ayant de l'autorité et par cette raison, du crédit auprès des ministres, je les tiens alors pour des êtres dangereux.

J'ai trouvé des officiers entendus qui me soutenaient qu'à des batteries de mer, sans distinction, il ne fallait simplement qu'une genouillère, parce qu'on avait la facilité de promener le canon sur la plateforme, et de le fixer où l'on voulait. Ces Messieurs n'étaient pas les seuls de ce sentiment, car feu M. de Kersaint, capitaine des vaisseaux du Roy, se trouvant à l'isle de France peu de temps avant l'apparition de l'amiral Boscawe, et s'étant chargé de défendre la batterie royale à l'entrée du port Nord-Ouest, débuta par en faire raser tous les merlons. Ainsi cette belle batterie de 14 canons de 24 fut réduite à la simple genouillère (41).

Je serais tout au plus de l'avis de M. de Kersaint et des autres, s'il s'agissait de batteries sur la côte d'un grand

continent, par exemple sur nos côtes de l'Océan ou de la Méditerranée, parce que le monde destiné à servir les canons, emporté par ceux d'un vaisseau ennemi, peut aisément être remplacé assez tôt pour que le service n'en souffre pas.

Mais dans une isle à 4 mille lieues loin des secours et des recrues, je ne puis réparer la perte que je fais de dix bons artilleurs en les exposant à découvert contre un navire qui lâchera sa bordée de 25 à 30 canons à la fois. Ainsi, pure vision que des batteries sans parapets à l'isle de France. Mais rien ne prouve mieux la diversité des opinions sur le même objet. Les uns condamnent les merlons des batteries établies sur la côte d'une isle et les font rares ; d'autres jugent que ces merlons que j'ai fait faire, seulement où il convenait qu'il y en eut, ne sont pas assez épais, et qu'étant bientôt détruits par le canon des vaisseaux ennemis, nos artilleurs seront à découvert et trop exposés.

Dans cette belle idée, et lorsque dans le courant de 1760, surtout de 1761, on craignait à l'isle de France qu'on ne tarderait pas d'être attaqué, on n'eut rien de plus pressé à faire, que d'épaissir avec des fascines, des piquets et du sable, les parapets de mes batteries.

L'ingénieur ordinaire du Roy que je laissai dans cette isle dans les derniers mois de 59, eut beau représenter que ce travail et cette dépense tombaient en pure perte pour la Compagnie, que cet épaississement qui ne suivrait jamais exactement le biais des joues des embrasures, masquerait en partie le tir de notre canon, et qu'enfin on pouvait employer beaucoup plus utilement le temps et les esclaves à d'autres travaux essentiels. On n'eut aucun égard à ses représentations, et l'événement ne tarda pas à confirmer ce qu'il avait prévu. Cet épaississement de fascines et de sable ne se soutint pas, se trouvant aussi souvent interrompu qu'il l'était par les embrasures, de sorte que ce qui s'en éboulait de tout côté, offusquait si bien le jour des embrasures, que notre artillerie n'avait plus de jeu.

Je veux supposer pour un moment, que des fascines, des saucissons bien faits, bien serrés, bien liés ; que de la terre franche, au lieu de sable, bien arrosée et battue lit par lit de 6 en 6 pouces pour la rendre tenace, eussent ajouté une épaisseur convenable et solide aux parapets des batteries, je demande à ces Messieurs absolument les maîtres par leur autorité, de faire des sottises : 1° s'ils avaient déterminé celles des batteries que les vaisseaux ennemis pourraient battre et détruire pour les faire ensuite aborder par leurs bateaux et radeaux bastingués ; car ils ont dû s'apercevoir que la pointe des canonnières, celle des Roches et du bras de mer, sont si semées de roches au-devant et tout autour, que de simples pirogues ont bien de la peine d'en approcher. Ainsi la destruction supposée faite des parapets des batteries établies sur ces pointes, n'avancerait en rien l'ennemi ; mais ces parapets conservent nos gens de la volée de coups de canon que ses vaisseaux leur enverraient chemin faisant.

Ce seront donc les parapets des batteries sur la pointe des Piments, sur celle des Mortiers, d'Artois, Dauphiné, d'Aquitaine (1), d'Alençon, des trois batteries sur l'isle des Tonneliers, de la batterie royale de Condé, d'Anjou, de Berry et d'Argenson qu'il importerait à l'ennemi de détruire, parce qu'elles défendent puissamment, ou des baies comme celles des Tortues, du Tombeau, de Saint-Louis, ou la part du Nord-Ouest ou des Anses, dans lesquelles il a dessein d'entreprendre une ou plusieurs descentes à la fois, en ce cas je demande.

2° Si des parapets de 6 pouces d'épaisseur, au sommet de la plus excellente maçonnerie qui se puisse faire dans le reste du monde, soit en brique, ou en moëlon parementé, peuvent être battues en brèche par des vaisseaux mouillés à 6,7 et 800 toises. Assurément, ces Messieurs n'ont point fait réflexion à la distance où les récifs obligent ces vaisseaux

(1) Les batteries d'Aquitaine, d'Alençon, de Nevers, de Berry et d'Argenson sont à barbette, à simple quenouillère. C'est mal à propos que je les cite dans la page suivante parmi celles qui ont des parapets.

à se tenir. Enfin je suppose encore qu'il n'y eut point de récifs et qu'ils puissent mouiller à portée de nos batteries je leur demande pour la troisième et dernière fois, s'ils pensent sérieusement qu'ils oseraient s'embosser sous le feu de nos bombes de 12 pouces. S'ils le pensent, je soutiens hardiment qu'ils n'entendent rien à la défense d'une côte.

Il ne sera pas hors de propos de dire ici de quelle manière les vaisseaux, quels qu'ils soient, sont obligés de manœuvrer pour atteindre le mouillage du port du Nord-Ouest ou des baies au-dessus. Communément ils sont assurés de leur point en prenant connaissance de l'isle Rodrigue environ à 100 lieues au vent de l'isle de France. Il y a grande apparence qu'une forte division donnerait sur le grand port, et que l'autre, ou les autres divisions arrivant sur le coin de Mire rangeraient d'assez près la pointe des Canonnières. C'est aussi dans toute cette partie la première, et l'une de nos principales batteries. Elle est de 15 canons de 24, et de 4 gros mortiers qui ne manqueraient pas de les sabrer, surtout les mortier, à toute volée, pour les obliger de bonne heure d'arriver (1) en se tenant un peu loin de cette pointe hors de la portée des bombes.

Cependant ces vaisseaux sont forcés de porter sur la pointe des Roches, de la ranger le plus qu'il est possible, afin de serrer le vent au plus près, pour ne pas dépouiller toute la côte. Autre batterie de 10 canons et de 4 gros mortiers qui les avertissent de ne pas approcher ; et si pour raison des bombes ils se tiennent un peu au large de la dite pointe, ils louvoyent longtemps pour n'atteindre, peut-être, que le Cap Brébant, c'est-à-dire, pour se résoudre de bonne grâce à faire le tour de l'isle et recommencer la même manœuvre. C'est ce qui m'a toujours fait regarder cette batterie à la pointe des Roches comme la plus essentielle de toute la Côte sous le Vent ; et je ne crains point

(1) Terme des marins pour commander au timonier de mettre la barre du gouvernail sous le vent pour l'avoir en poupe ; autrement faire vent arrière.

qu'aucun de nos marins qui connaît l'isle de France, puisse disconvenir de ce que je viens d'avancer.

Quant à ce qui concerne le grand port, c'est une matière qui me mènerait trop loin si j'entreprenais de la traiter à fond. Je me contenterai de dire, que dans un temps critique, il ne faudra pas se laisser surprendre et qu'il sera de la prudence de munir d'avance l'islot de la passe du Sud-Est, non seulement du monde nécessaire pour desservir vivement la batterie de 20 pièces de canon et de 4 gros mortiers, mais aussi de provisions de bouche, biscuit, ris, maïs et autres en quantité suffisante pour tenir un certain temps. J'y ai pratiqué une excellente citerne. Il y a un fort beau magasin à poudre bien voûté et clos d'un mur, et quelques logements qui peut-être ne suffiront pas.

Une attention essentielle, selon moi, serait que d'aussi loin qu'on découvrirait plusieurs voiles avec quelque apparence de diriger le cap sur cette passe, sans faire aucun des signaux convenus, on tint les quatre mortiers chargés, et que sans attendre qu'elles fussent à portée, on leur envoyât brusquement, coup sur coup, une douzaine de bombes qu'il faut savoir sacrifier en cette occasion pour leur faire entendre que c'est avec ces bouches à feu qu'on les recevra, et franchement les vaisseaux qui se soucient peu du canon, ne se sont point encore aguerris avec les bombes. Il s'agit donc de les dégoûter de bonne heure de donner dans cette passe ; car s'ils s'y sont une fois engagés, c'en est fait, ils ne peuvent plus s'en dédire, il faut qu'ils y périssent, ou qu'ils la franchissent. Je ne m'explique pas davantage ; on sent tout ce que le peu que j'en dis signifie, et qu'il est très important que l'intérieur de ce grand port soit fortifié convenablement pour s'opposer avec succès aux descentes qui rendraient l'ennemi, s'il réussissait, maître de tout le reste de l'isle, même sans coup férir ; ce que je prouverais évidemment s'il était nécessaire (42). J'ajouterai seulement que si les vaisseaux ennemis, rebutés d'entrer par la passe du Sud-Est, se tournaient sur celles de l'Est, et de l'Est-Nord-

Est, ce serait à la batterie de Bourbon de 14 canons et de 4 gros mortiers construite à fleur d'eau au pied de la pointe du diable, à faire à peu près la même manœuvre que j'ai indiquée pour la batterie sur l'islot de la passe du Sud-Est.

Je crois nécessaire de traiter ici de la différence qu'il y a entre les deux ports qui doivent rendre l'isle de France fort précieuse à la Compagnie, parce qu'elle peut aisément devenir l'entrepôt de son commerce oriental, et qu'elle sera toujours le boulevard des possessions dont nous jouissons ci-devant avec tant d'avantages et de supériorité sur les côtes du Coromandel, de Malabar et dans le Gange si jamais nous venons à nous y rétablir, et qu'on ne les vende pas encore à beaux deniers comptants.

Ce fut dans le grand port du Sud-Est que nos premiers vaisseaux entrèrent, aux environs duquel les nouveaux colons s'établirent et commencèrent à défricher le terrain qui leur fut concédé. Ce port est fort vaste, même si vaste que quoique réputé pour être sûr en tout temps, je ne suis pas encore bien certain si les vaisseaux y soutiendraient un véritable ouragan. Je sais seulement que l'*Alcyon* y fut chargé d'un coup de vent si vif, que le capitaine de ce navire se crut obligé, pour l'alléger et ne pas périr, de couper son grand mâât, et n'en pouvait venir à bout par la rapidité du trait de ce vent.

On y entre aisément vent arrière et vent largue pour la passe du Sud-Est. On y entre également par les deux passes de l'Est et de l'Est-Nord-Est. Le 24 décembre 1755, le *Trinquebar*, vaisseau danois, qui n'avait nulle connaissance de notre isle, y entra par cette dernière passe, croyant que c'était le chef-lieu. Il avait besoin d'un bon radoub. On détacha sur le champ un des pilotes du pont Nord-Ouest qui l'y conduisit le 4^e de janvier 56.

On a longtemps ignoré le moyen de sortir sans risque de ce grand port ; ce qui a mis plusieurs de nos vaisseaux dans le cas de manquer leur destination. Il n'en est guère qui, sortant par la passe du Sud-Est en profitant de la brise

de terre qui se lève ordinairement tous les matins, ne se soient vus au moment de tomber sur les récifs et d'y périr, sans ressource, corps et biens. De se touer sur ses propres ancres pendant 3 lieues pour sortir par les deux autres passes, c'était excéder de fatigue les équipages.

Enfin, on a compris qu'on ne devait profiter de la brise de terre que pour venir mouiller sous l'islot, dans ce qu'on nomme sur les lieux, le fer à cheval, bon mouillage, par 20 et 25 brasses, et d'appareiller ensuite au point du jour du lendemain par la même brise dont on est à portée de profiter dans toute sa force pour doubler tous les récifs et les brisans qui sont fort dangereux.

Dans ce grand port, la mer est presque toujours fort agitée. On est quelquefois des 4 et 5 jours sans pouvoir aller de la Loge à l'isle de la passe. Le 22^e de juillet 59, je me flattai un peu mal à propos de pouvoir y aborder. Je me jetai dans le canot de la fortification, armé de huit bons rameurs caffres. Je restai 3 heures à lutter contre les flots pour gagner cette petite isle, non sans me bien repentir de m'être embarqué. Après avoir examiné la batterie et réglé, avec l'ingénieur de la Compagnie, ce qui restait à faire aux logements, je me rembarquai. Après quelques coups de rame pour nous éloigner d'environ 50 pas de l'islot, je fis hisser à l'avant du canot une très petite voile sous laquelle, en 17 minutes à ma montre, je fis ce trajet de trois mille tours. Il est vrai que les airs trop penchés du canot ne me plaisaient pas. Si sa rapidité me dédommageait en revenant de sa lenteur et de ses bonds, en allant, je n'en étais guère intérieurement plus tranquille ; mais aussi c'était la dernière visite que je faisais à cette batterie qui, réellement, est superbe.

Je ne rapporte cette circonstance de mon dernier trajet à cet islot, que pour faire juger des peines horribles d'y transporter les matériaux pour la batterie et les bâtiments, les canons de 24 et de 18, les gros mortiers, leurs affûts et plate-formes de madriers, les munitions, les ouvriers, les

vivres et l'eau. Enfin ce grand port contiendrait, je crois, tous les navires des ports de France.

Le petit port du Nord-Ouest, qui n'est qu'un chenal de 8 à 900 toises de longueur, ne peut guère contenir à l'aise qu'une quinzaine de navires ; ce qui peut suffire pour une Compagnie de commerce, d'autant mieux qu'ils ne peuvent tous à la fois s'y trouver. J'y ai cependant vu, du temps des deux escadres, 35 vaisseaux mouillés, un peu côte à côte. A la vérité, il ne faudrait pas, en pareil cas, qu'un coup de vent les surprît, car les abordages en briseraient bien quelques-uns.

Lorsque les vaisseaux arrivent, les vents qui dépendent ordinairement de l'Est, les mènent jusqu'à la naissance de l'isle des Tonneliers du côté du chenal. Ils y mouillent en sûreté, et bientôt après, deux ou trois touës sur des corps-morts à cet usage, les entrent dans le chenal, ce qui ne fatigue pas les équipages.

Lorsqu'il s'agit d'en sortir, le capitaine de port, ou son lieutenant les fait appareiller à la minute prescrite, et les conduit en dehors de toutes les balises, ou pavillons qui montrent dans la mer de droite et de gauche les bornes des récifs. Là les vaisseaux sont en rade et se mettent en panne pour attendre ce qui peut leur manquer. Cette extrême facilité d'appareiller à telle heure qu'on veut, à moins d'un temps effroyable, est un grand avantage sur le port du Sud-Est.

Quant au plan de l'isle de France que j'ai dessiné, son contour est tracé sur 42 observations trigonométriques de feu M. l'abbé de la Caille. Les petites isles sont placées par de semblables opérations de calcul, ainsi que les principales montagnes, dont l'élévation des sommets les plus apparents, au nombre de 27, sur le niveau de la mer, est fixée par des calculs de trigonométrie, et par autant d'observations astronomiques.

J'ai jugé fort inutile et contraire à l'usage de tous les géographes, de marquer sur la carte de cette isle mise au

net, les différentes bases mesurées manuellement que l'auteur s'était données pour la réduction par le calcul de tous les triangles qui devaient servir à former son châssis.

Je ne donne point les sinuosités des montagnes, ni les diverses inflexions des cours des rivières ou torrents pour des choses fort exactes. Il suffit, quant aux montagnes que leurs sommets soient posés dans la latitude, et la longitude relativement au méridien, où l'auteur avait fixé son observatoire, et que le dégorgement à la mer des torrents soit placé à peu près juste relativement au même méridien.

Si j'avais prévu étant à l'isle de France que je m'amuserais un jour à en tracer une carte sur les opérations de l'auteur que j'ai cité, j'aurais beaucoup plus approché de la vérité pour ce qui concerne ces sinuosités et ces inflexions dont je viens de parler.

Je ne me suis point non plus occupé de toutes les cases et cahutes de charpente des habitations, ni des limites de chaque concession. Je me suis contenté de désigner les différents quartiers de l'isle par quelques terres labourées, quoi qu'assurément on ne se soit point encore avisé de se servir de charrue. Le blé, l'avoine, le millet, le riz, le maïs, etc., se plantent à la main. Mais, au reste, toutes ces particularités, plus ou moins exactes, ne font pas l'essentiel d'une carte. Le principal de celle-ci est la côte.

On y voit tout ce qu'il était important d'en défendre par des batteries proportionnées aux endroits plus ou moins exposés. Elles sont toutes bâties d'une solidité à l'épreuve de bien des siècles. Les traits rouges qui marquent le tir du canon et des mortiers sont en nombre égal à celui des pièces que j'ai placées dans chaque batterie sur des affûts neufs bien peints à l'huile, et sur des plateformes faites de bons madriers sur lambourdes. C'est sur les plans particuliers de mes batteries qu'on peut juger de leur structure.

La Compagnie les a, sur trois cahiers, où celles du grand port faites, ou seulement projetées de mon temps, ne sont pas, je crois comprises, Monseigneur le duc de Choiseul

n'aurait qu'à ordonner que ces trois petits cahiers fussent remis au bureau général des fortifications, où je serais charmé que les connaisseurs les examinassent, et qui, je suis bien sûr, en porteraient un jugement tout différent de celui de ces illustres dont parle Molière, qui se piquent de savoir tout, sans avoir jamais rien appris.

J'ajoute à mon mémoire mes observations faites à l'isle de France sur le poids et la force de différentes espèces de bois, comparés aux bois de France les plus en usage.

Ce que j'ai dit du bois blanc qu'on nomme dans l'isle bois de violon, peut-être à cause de sa légèreté, pourrait engager le ministre d'ordonner qu'on fit plusieurs épreuves sur quelques petits bâtimens qui en seraient mâtés, et qui n'iraient d'abord que jusqu'aux environs du coin de Mire. Comme j'ai remarqué que ce bois ne se gerçait pas par la plus grande chaleur, on pourrait plus certainement en faire quantité de gargoissiers, on garde ceux de tout calibre, tant pour les vaisseaux que pour l'artillerie de terre. Chaque navire de retour en porterait 6 à 700, ou un millier. J'ai mené dans cette isle un excellent ouvrier Comtois qui y est encore. Il est extrêmement entendu pour ces sortes de meubles comme pour ce qui concerne la charpente en général. Je lui fis faire exprès à nos forges des ceuillières de différents calibres pour creuser les garde-feux. Il m'a écrit par les derniers vaisseaux qu'il avait quitté le service de la Compagnie ayant doublé et au delà le terme de son engagement ; et qu'il s'était retiré sur l'habitation d'un capitaine de vaisseau de laquelle il prenait soin moyennant des gages très forts et la subsistance. Que cependant il était dans le dessein de revenir en France par les premiers vaisseaux. On le retiendra fort aisément si on le juge nécessaire à ce que j'ai dit ci-dessus.

MÉMOIRE

qui doit accompagner la carte de l'Île de France

NOTES

(1) Une flotte de huit navires sous les ordres de l'amiral van Neck auquel était adjoint comme vice-amiral Wybrand van Warwyck quitta Texel le 6 mai 1598. Une tempête dispersa l'escadre à l'est du Cap de Bonne-Espérance. Wybrand van Warwyck avec cinq des vaisseaux : l'*Amsterdam*, le *Zeeland*, le *Gelderland*, l'*Utrecht* et le *Vriesland*, aborda le 18 septembre à l'île connue sous le nom de Diego-Rodrigos et qu'il appela Maurice, en l'honneur de Maurice de Nassau (1567-1625), second fils de Guillaume d'Orange, qui avait pris une grande part à l'organisation de la flotte de van Neck.

En 1602, Adrien Moertensz y passa deux mois et demi (22 juin au 8 septembre) avec trois navires.

Le 1^{er} janvier 1606, arrive l'escadre de Cornelis Matelief de Jonge (11 vaisseaux). De Jonge plante des orangers, des cotonniers, des arbres fruitiers et lâche dans l'île 24 boucs et chèvres et 9 cochons.

Pendant qu'il est à Maurice, l'île reçoit également la visite de deux navires hollandais sous les ordres de l'amiral Steven van der Hagen.

Cette même année, Warwyck touche encore une fois à Maurice.

En 1607, c'est le tour de Jean Willemsz Verschoor.

Le 20 décembre 1614, Pieter Both, gouverneur général de l'Inde néerlandaise, fait naufrage avec trois vaisseaux sur les rescifs de l'île.

En 1617, passent Joris van Spilberger et Pieter von der Broecke.

Enfin, le 7 mai 1638, Pieter de Gooyer prenait officielle-

ment possession de l'île suivant les ordres des directeurs de la Compagnie des Indes orientales d'Amsterdam. Mais, dès le 26 juin, une flotte française de Dieppe, commandée par le capitaine Salomon Gonerte, arrivait dans le port sud-est où les Hollandais étaient en train d'édifier leur fort Frédéric Hendriks. Les Hollandais en eurent grand peur, mais les Français se contentèrent de charger leurs navires de bois d'ébène qu'ils coupèrent dans la partie nord-ouest de l'île puis se retirèrent. Le gouverneur hollandais Gooyer respira, car, comme il l'écrivit aux directeurs de la Compagnie des Indes néerlandaises, « il faut se méfier des Français, surtout de ceux de Dieppe ». (Cf. pour ces différents documents, *Le premier établissement des Néerlandais à Maurice*, par le prince Roland Bonaparte. — Voy. aussi DehéRAIN.)

(2) Erreur profonde. Il n'y eut pas une prise de possession de Maurice en 1720, mais deux prises de possession : la première en 1715 et la seconde en 1721.

Le 21 mars 1714, Guillaume Dufresne, sieur d'Arsel, capitaine de vaisseau de la Compagnie des Indes, partit de Saint-Malo, sa ville natale, sur le vaisseau le *Chasseur* pour une expédition à Moka, ayant pour conserve la *Paix*, capitaine de la Mancelière. Une fois à Moka, il est rejoint par un autre Malouin, le capitaine de la Boissière, commandant l'*Auguste*, qui lui apporte de la part des armateurs de Saint-Malo, alors à la tête de la Compagnie des Indes, une lettre de M. de Pontchartrain, datée du 31 octobre 1714, lui donnant l'ordre de prendre possession, au nom du roi, de l'île Maurice. Cette prise de possession eut lieu le 21 septembre 1715, et depuis cette date l'île Maurice fut appelée île de France.

La ²seconde prise de possession eut lieu le 23 septembre 1721 par Jean-Baptiste Garnier Dufougeray, de Saint-Malo. Il descendait de Jean Garnier, sieur de Chambreux, qui commandait en 1535 un des navires de la flotte de Jacques Cartier. Il arriva à l'île de France avec le vaisseau

le *Triton*, débarqua, fit célébrer la messe et érigea deux monuments commémoratifs de la prise de possession. D'abord sur l'île aux Tonneliers, dans la baie du fort Nord-Ouest, une croix de trente pieds de haut, portant trois fleurs de lys d'or, et au pied de laquelle se trouvait gravée cette phrase :

« *Lilia fixa crucis capiti mirare sacratæ ne stupeas ;*
hic Gallia stare crucem
Anno M. D. CCXXI »

Sur l'autre face de la croix, il fit inscrire :

« *Dufougeray, Garnier, de Saint-Malo,*
commandant le « Triton ».

Sur le continent, vis-à-vis de l'île aux Tonneliers, Garnier Dufougeray fit hisser au haut d'un arbre, à 50 pieds du sol, un immense pavillon blanc de dix-huit pieds de large sur 30 de long. Au bas de l'arbre fut gravée cette inscription :

« *Vivat Ludovicus XV, rex Galliorum et Navarræ ! in*
« æternum vivat ! Hanc ipse insulam suis ditronibus voluit
« adjungi illamque jure vindicatam, in posterum insulam
« francicam numenpari, ingratiam honorem que tanti prin-
« cipi, istud vexillum niveum extulit Joannes Baptista Gar-
« nier Dufougeray, dux navis dictæ « le Triton », ex urbe
« San-Maclovio oriundus in minore Britania cum ipse ap-
« pulerit die 23a septembris, anno 1721, unde 3° novem-
« bris eodem anno, in Galliam navigaturus, Deo favente,
« anchoras solvit. »

(3) Le gouverneur en question est M. de Nyon, « chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, premier exempt des Cent Suisses de la garde du Roi, son ingénieur ordinaire, lieutenant-colonel d'infanterie et gouverneur de l'île de France. » [Archives coloniales de Maurice, 1^{er} vol., p. 11.]

(4) La phrase de Cossigny semble faire croire que de Nyon passa dans les Indes après son gouvernement à l'île de France, et y fit construire la citadelle de Pondichéry.

Or la vérité est autre. C'est avant d'être gouverneur de l'Île de France que de Nyon dressa un plan de citadelle pour Pondichéry. Ce fort, commencé en 1702 et terminé en 1706, comprenait cinq bastions : à l'ouest, le bastion Dauphin, construit en 1702 ; au sud-ouest, le bastion de Bourgogne, construit en 1703 ; au nord-ouest, le bastion de Berry, qui date de 1704 ; au sud-est, le bastion de Bretagne, bâti en 1705, et au nord-est, le bastion de la Compagnie, qui est de 1706. Il existe, d'après Julien Vinson, un plan de ces travaux signé Denyon et datant de 1704. « Il y avait encore à Pondichéry, ajoute-t-il, en 1715 et 1716 un M. Denyon, commandant, premier capitaine, ingénieur du Roy. » C'est évidemment notre de Nyon.

(5) Le gouvernement de M. de Nyon cesse en décembre 1725. Après son départ, l'intérim est confié à M. Elie Dioré, ancien capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, lieutenant du Roi à Bourbon depuis le 22 janvier 1724, puis à M. Denis Brousse, lieutenant du Roi à l'Île de France, qui administre la colonie jusqu'à l'arrivée de Dumas, le 19 août 1727. Son intervention était urgente, car le Conseil provincial de l'Île de France n'existait pour ainsi dire plus depuis huit mois. Deux conseillers, MM. de Saint-Martin et Floch, brouillés avec Brousse, refusaient d'exercer leurs fonctions tant que Brousse ferait partie du Conseil. Sa présence était, disaient-ils, un véritable scandale étant donnée son ignorance totale des affaires judiciaires. Ils envoyaient donc leur démission de temps à autre, et le commandant se contentait de déclarer qu'il n'était pas autorisé à les recevoir. (Greffes de la Cour suprême, reg. 1, n^{os} 33, 49, 50, 51, 52.)

Ce doit être ce M. Brousse que de Cossigny prend à partie. Je n'ai jamais rencontré dans aucun document de l'époque la moindre trace de l'extravagant mariage que lui prête de Cossigny qui d'ailleurs n'était pas dans l'île à cette époque.

(6) De Cossigny prétend dépeindre ainsi M. de Maupin,

nommé commandant particulier de l'île de France le 23 octobre 1728.

(7) Cette mission secrète est inconnue de tous les historiens de l'époque. Etant donné l'exagération de Cossigny sur d'autres points, il est permis de douter qu'il fut alors revêtu de si grands pouvoirs. Charpentier de Cossigny fut envoyé avant tout à l'île de France pour étudier sur place cette colonie comme point stratégique.

(8) Dans ce sens, cf. la lettre que je publie dans *Mahé de la Bourdonnais*, chap. IV, p. 69.

(9) Voir le récit de la même expédition fait par M. de Rostaing. (Archives de la Marine. B. 4, 59 (1746), au chapitre II.)

(10) Il faut se garder de diminuer le mérite de Cossigny à propos du port Nord-Ouest. Les rapports qu'il fit à la Compagnie aidèrent à la création de Port-Louis. Mais il est juste de dire que l'idée première d'établir un port dans la baie naturelle du Nord-Ouest a été émise dès 1730 par ce même Maupin pour qui de Cossigny n'a que du mépris.

(11) C'était le pavillon hollandais.

(12) Aggravation de peine réservée aux parricides.

(13) De Cossigny commence à tenir ici, sur Mahé de La Bourdonnais, implicitement désigné, des propos extrêmement graves et dont je n'ai trouvé l'écho nulle part dans les documents de l'époque, même publiés contre La Bourdonnais. Certains sont assez invraisemblables pour surprendre dès l'abord.

(14) Comment concevoir, si La Bourdonnais avait été cassé de son grade, qu'une pareille flétrissure ne lui ait jamais été reprochée, surtout au cours de son procès?

(15) De Cossigny réédite les accusations portées par de Belcourt. A croire ces propos, La Bourdonnais aurait versé chaque année de fortes sommes d'argent à Orry et à son frère de Fulvy pour prix de l'impunité dont il avait joui.

(16) Encore un détail parfaitement inconnu de tous les

documents de l'époque et qui semble surtout faire honneur aux facultés inventives de Cossigny.

(17) Il est bien difficile de savoir exactement quel personnage de Cossigny charge de cette accusation infamante. En effet, durant le gouvernement de La Bourdonnais, le commandement de l'Ile Bourbon passe de mains en mains. D'abord, le 25 décembre 1734, M. de l'Emery-Dumont est nommé gouverneur civil et militaire de l'Ile Bourbon. Il prête serment à Saint-Paul le 1^{er} octobre 1735. Il occupe ce poste jusqu'en 1739. Le 20 avril de cette année-là, M. Pierre-André de Huguerty, ancien procureur général à l'Ile Bourbon, est nommé au commandement de cette colonie. En 1745, le gouverneur particulier de Bourbon est M. Jean-Baptiste Azéma, qui meurt le 31 octobre de cette année-là, et est remplacé par M. de Saint-Martin. D'après les dates, le fonctionnaire concussionnaire révoqué par la Compagnie serait L'Emery-Dumont. Je n'ai trouvé nulle part trace de cette exécution.

(18) Sur tous ces points, et spécialement sur l'état financier de la Compagnie en 1741, voir mon livre sur *Mahé de La Bourdonnais*.

(19) Cet homme « inepte et borné » est Pierre-Félix-Barthélemy David, né à Marseille le 29 juin 1710. Il entra en 1729 au service de la Compagnie des Indes dont son père était directeur, et fut nommé sous-inspecteur au Sénégal en 1732.

« Son nom, écrit Pierre Margry, est presque effacé par « ceux de Dupleix, de La Bourdonnais, de Dumas et de Poiré ; mais ses services au Sénégal, comme dans les mers « orientales, ne méritent pas cet oubli. » Il réussit parfaitement dans les diverses fonctions qu'il remplit sur le continent africain. Il conclut divers traités de commerce heureux avec les Maures, les Cassous et diverses autres peuplades. Il fonda les comptoirs de Farbana, de Nataco, et, en 1745, remontant le fleuve jusqu'au point le plus haut où les bateaux pouvaient aller dans la saison des basses eaux, il y

édifiait un fort à Podor, malgré l'opposition des indigènes. Bref, il rendit de si grands services qu'il fut nommé par commission spéciale, en 1732, « gouverneur des forts, îles, « comptoirs et habitations de la concession du Sénégal, « compris du Cap-Blanc à Sierra-Leone, et président du « Conseil supérieur, pour y commander aux habitants, « commis, officiers et gens de guerre, etc., etc. » Il fut le premier et le seul des directeurs du Sénégal qui ait porté ces titres. (Cf. sur David Cultru : *Histoire du Sénégal*, du xv^e siècle à 1870.)

(20) La chronique de l'Île de France donnait à la création du Réduit une autre cause. David, racontait-on, s'était épris d'une belle dame créole qui habitait sur les confins des quartiers de Moka et des plaines Wilhems. Le Réduit aurait été la discrète retraite où l'amoureux gouverneur recevait la dame de ses pensées ; mais afin de sauver les apparences, il fit courir le bruit que le Réduit était construit uniquement pour servir de refuge aux femmes, aux enfants et aux vieillards en cas d'investissement de l'île par les Anglais. L'aspect de forteresse, avec fossé et pont-levis, qu'il donna dans ce but au nid de ses amours, eut le résultat pratique d'éloigner les indiscrets.

(21) Ce « frère lay chez les Picpus » que Cossigny accuse de faits très graves, c'est Jean-Baptiste-Charles de Lozier-Bouvet, qui remplaça de Saint-Martin à l'Île Bourbon. La famille Bouvet est liée intimement à l'histoire des Îles sœurs où, tant à Bourbon qu'à l'Île de France, plusieurs de ses membres ont tenu des postes durant le xviii^e siècle et le début du xix^e. Elle se compose de trois branches : les Bouvet de Maisonneuve, les Bouvet de Lozier et les Bouvet de Précourt. C'est Joseph-René Bouvet de Précourt, premier lieutenant de l'*Achille*, qui déposa au procès de La Bourdonnais en faveur de son chef. Il fut toute sa vie officier de marine ; il fit les grandes campagnes navales du xviii^e siècle sous La Bourdonnais, sous d'Aché, sous d'Orves et sous Suffren ; il mourut à Trinquemalé, le 6 octobre 1782,

à l'âge de 68 ans. Son fils fut le célèbre vice-amiral Bouvet qui ne guerroya dans la mer des Indes qu'au début de sa carrière, lorsqu'il servit sous Suffren.

L'autre branche est celle dont fait partie l'ennemi de Cossigny, Jean-Baptiste-Charles de Lozier-Bouvet (plus exactement Bouvet de Lozier). Celui-ci fut surtout un grand marin. Né en 1706, il entre dans la marine en 1722 et se distingue tout d'abord par une exploration des mers australes avec la frégate l'*Aigle* et la conserve *La Marie*. En 1746, devenu capitaine de frégate, il commande le *Lys* sous les ordres de Grout de Saint-Georges. Après le désastre de cette division détruite par l'amiral Anson, il est nommé chef d'escadre par David, qui n'est pas encore son parent. Il sillonne l'océan Indien jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle, puis rentre en France. A Paris, il se lie avec le directeur David, père du gouverneur de l'Ile de France, auquel il plaît tant qu'il devient son gendre. Le 12 mars 1750, Bouvet est nommé gouverneur particulier et président du Conseil de Bourbon. Dès avant son départ de France, le roi le désigne pour remplacer son beau-frère David fils aussitôt que celui-ci reviendra en France.

Son gouvernement de l'Ile de France est des plus effacés. Il se contenta, ce qui est déjà fort joli, de développer de son mieux la culture dans les deux colonies. Il semble avoir été fort bien vu de ses administrés jusqu'en 1755. Sa santé, et surtout celle de sa femme, lui commandant de rentrer en France, les habitants de l'Ile Bourbon lui envoyèrent une délégation pour le supplier de rester à leur tête. Les Anglais donnaient en effet de sérieuses inquiétudes et les colons avaient raison de retenir Bouvet, car en août 1757, le gouverneur prend le commandement de l'avant-garde de l'expédition de Lally-Tollendal. Il dirige les évolutions de l'escadre jusqu'à l'arrivée de d'Aché, puis revient à Bourbon.

En 1774, il obtient des lettres de noblesse en récompense de ses services et une pension de 1.500 livres reversible sur

sa femme. Voilà l'homme qui aurait falsifié les livres des comptes au détriment de Cossigny.

Le plus jeune fils de Bouvet, Athanase-Hyacinthe Bouvet de Lozier, eut une vie extrêmement aventureuse. Emigré, il sert dans l'armée du prince de Condé, puis à Saint-Domingue dans la Légion britannique contre Toussaint-Louverture. Il combat ensuite en Vendée sous Cadoudal. Impliqué dans le complot de Pichegru, il est condamné à mort, puis sa peine est commuée en celle de la détention à vie. Au bout de huit ans, il s'évade, passe en Angleterre où Louis XVIII l'accueille avec joie. Il revient en France en 1814, avec le roi, qui le nomme maréchal de camp, chevalier de la Légion d'honneur et gouverneur de l'Île Bourbon. Ayant rejoint son poste, il tient vaillamment tête aux Anglais pendant les 100 Jours. Officier de la Légion d'honneur, comte héréditaire, il revient en France, commande la subdivision d'Orléans et meurt le 31 janvier 1825, tué en duel.

(22) Il s'agit de Godeheu qui venait dans l'Inde traiter avec Saunders, gouverneur de Madras.

(23) Moreau de Séchelles était alors contrôleur des Finances.

(24) François-Marie Peirenc de Moras était le gendre de M. de Séchelles. Ancien intendant d'Auvergne, puis du Hainaut, il obtint l'expectative d'intendant des Finances en août 1754. Lorsque de Séchelles eut son accès de folie, Moras lui fut adjoint, le 17 mars 1756. Le 24 avril de la même année, il prenait définitivement le contrôle général des Finances. Le 1^{er} février 1757 il devenait secrétaire d'Etat à la Marine. Mais, le 3 septembre suivant, il donnait sa démission de contrôleur général et le 1^{er} juin 1758 il abandonnait le secrétariat de la Marine. Le 8 juillet il se retirait même du Conseil. Il mourut le 3 mai 1771.

Le marquis d'Argenson écrit de lui ceci : « Moras est « un homme riche et qui n'a pas laissé de vouloir travailler « au Conseil. A le voir, il paraît bœuf et avoir la mâchoire

« épaisse ; l'on prétend qu'il travaille peu et qu'il a l'esprit
« gauche et pédant. Certainement il ne l'a ni élevé, ni
« étendu. »

Quant au cardinal de Bernis, il croit Moras honnête homme, mais le considère comme bien inférieur à Machault. Appréciant son rôle à la Marine, il écrit (6 mai 1758) : « Tout ceci se décompose. On a beau étayer le bâtiment d'un côté, il écroule de l'autre. Cependant nous
« irons encore si les lettres de change de la Marine ne nous
« font pas faire banqueroute. J'ai représenté avec la plus
« grande force la nécessité de faire à la Marine ce qu'on a
« fait à la Guerre, c'est-à-dire de mettre à la tête des gens
« qui l'entendent. Je ne sais si mes raisons l'emporteront
« sur la protection qu'accordent à M. de Moras les amis
« de M. de Séchelles. Cette protection est d'autant plus
« déplacée et imprudente que s'il y a un moyen de faire
« le bien de M. de Moras et d'empêcher qu'il ne soit enseveli sous les ruines de son département, c'est de lui conseiller de le quitter. »

(25) Ce septième gouverneur était le colonel René Marquis auquel je consacre ma note 29.

(26) Comparer avec les renseignements que je donne dans ma note 21.

(27) Les forges de MM. de Rostaing et Hermans avaient été fondées par La Bourdonnais. Mais ce n'est que vers 1749 que ces établissements commencent à prendre de l'extension. En 1756 elles sont en pleine prospérité. Dans une lettre du 30 novembre 1767, l'intendant Poivre écrit que ces forges peuvent fournir un million de livres de fer d'excellente qualité par année. Il demande une subvention au Ministre pour soutenir cet établissement qui occupe beaucoup d'ouvriers. Mais Dumas écrit de son côté au Ministre que cette industrie est nuisible à l'agriculture dans l'Île de France ; elle occupe trop de terrain et trop de bras. En effet, à cette époque, les forges de Rostaing avaient un personnel de 800 noirs et 40 blancs et occupaient 5.000 arpents de

terre et 10.000 arpents de forêts. L'opinion de Dumas l'emporta et la subvention fut refusée. Les forges se tirèrent d'affaire toutes seules.

(28) Le comte d'Estaing était en effet l'ami de Magon. L'incident que rappelle de Cossigny est un des beaux épisodes de la vie de d'Estaing. En effet, à l'époque dont parle notre ingénieur, d'Estaing était brigadier des armées du roi. Ne pouvant entrer avec son grade dans la marine royale, il arma à ses frais le *Condé* et l'*Expédition* sur lesquels il plaça 100 européens et 400 noirs.

Charles-Henri Théodat, comte d'Estaing, naquit en 1729 au château de Ruvel, en Auvergne. Engagé très jeune, il fait ses premières armes sous le maréchal de Saxe. Mousquetaire et aide de camp en 1745, capitaine en 1746, il est colonel du régiment de Rouergue en 1748. Brigadier en 1756, il passe aux Indes sous les ordres de Lally-Tollendal. Il s'empare de Goudelour et d'Arcate mais est fait prisonnier à Madras. Echangé après le siège de cette ville, il revient à l'Île de France d'où il repart sur le *Condé*. Il court sus aux navires anglais dont il capture plusieurs et fait des prodiges de valeur durant toute l'année 1760. Dans cette campagne de 22 mois avec son vaisseau et sa frégate, d'Estaing fait perdre aux Anglais tout ce qu'ils possèdent sur la côte de Sumatra. Il est nommé maréchal de camp le 20 février 1761. Il finit par être capturé par les Anglais qui le conduisent à Portsmouth. Mais il s'évade et nous le retrouvons vice-roi du Brésil en octobre 1762. Seulement, il lui faut conquérir le Brésil, ce que la paix de 1763 ne lui laisse pas faire. Le 1^{er} janvier 1764, il est nommé gouverneur de Saint-Domingue avec Magon comme intendant. En 1772, il est commandant de la Marine à Brest. Le 6 février 1777, il est nommé à vie amiral des mers d'Asie et d'Amérique sous les ordres du duc de Penthièvre, amiral de France. A la tête de 12 vaisseaux et 4 frégates, il dirige l'escadre envoyée pour soutenir l'indépendance américaine en 1779.

En un an les Anglais perdent, de son fait, 31 bâtiments

dont 7 frégates, 5 corvettes, 6 autres bâtiments de guerre, 7 corsaires et quantité de bâtiments de commerce dont six armés en guerre. Il s'empare de Saint-Vincent et de la Grenade, en vue de laquelle il bat l'escadre anglaise commandée par l'amiral Byron. Il rentre dans la vie privée après 1783. Le 1^{er} janvier 1792, il est nommé amiral. D'idées très libérales, il reste à Paris pendant la Terreur ; arrêté, il fut décapité en avril 1794.

(29) Il est exact que M. Magon eut quelques démêlés avec ses administrés. René Magon, sieur de Villebague, né à Saint-Malo en 1723, était directeur de la Compagnie des Indes à Saint-Malo quand il fut nommé gouverneur des Iles de France et Bourbon. Après son retour en France, il fut nommé intendant de Justice, Police, Finances et Marine de Saint-Domingue et de toutes les îles sous-le-vent. Il revint achever son existence à l'Ile de France où il était propriétaire de la plantation de la Villebague. Il mourut en octobre 1778. Un de ses fils, Charles-René, devint contre-amiral et fut tué à Trafalgar.

Durant son gouvernement à l'Ile de France, de janvier 1756 à janvier 1759, Magon donna une grande extension au commerce de bœufs avec Madagascar ; il créa une saline que dirigea M. Gatumeau et surtout organisa d'une façon remarquable la sucrerie de la Villebague dont il était propriétaire et qui fut le premier établissement de ce genre à l'Ile de France.

Magon n'avait pas une haute idée de ses administrés. Dès son arrivée, il accorda aux habitants l'autorisation de défricher en toute liberté sans se conformer, comme auparavant, à certaines règles de protection de la nature édictées par la Compagnie. Les colons abusèrent naturellement de la permission et Magon dut sévir. De là les rapports qu'il envoya aux directeurs où il exposait qu'à l'Ile de France tout portait l'empreinte de la licence, du désordre, de la négligence et de l'abandon. Les colons furent informés de ces propos et, furieux, écrivirent de leur côté à la Compa-

gnie pour se plaindre de leur gouverneur, être brutal, dur et violent.

(30) Ce mémoire est de 1764. Deux ans plus tard, le 3 octobre 1766, le roi nommait commissaire ordonnateur et intendant général de l'Ile de France, Pierre Poivre, l'éminent naturaliste, le grand acclimateur de végétaux précieux à l'Ile Maurice.

Ce Lyonnais, né le 23 août 1719, passa en Chine dès l'âge de 20 ans ; il se destinait à la prêtrise et devait retourner en Extrême-Orient après avoir été ordonné comme missionnaire des Missions étrangères. Mais comme il revenait en France dans ce but, le vaisseau qui le portait fut attaqué par les Anglais et il perdit une main dans la bataille. Dès lors, le saint ministère lui était interdit. Il consacra sa vie à l'importation dans nos colonies des précieux épices dont les Hollandais avaient alors le monopole. L'Ile Bourbon, la Guyane bénéficièrent de ses fructueuses expéditions. Mais c'est surtout à l'Ile de France, qu'il administra de 1767 à 1773, que Pierre Poivre laissa un impérissable souvenir. Il couronna son œuvre coloniale en créant à Monplaisir, l'ancienne propriété de La Bourdonnais, le fameux jardin d'essai de Pamplémousses, devenu célèbre dans le monde entier et qui peut être pris comme type de ces sortes de jardins à l'heure actuelle trop rares encore dans nos colonies.

On peut citer, parmi les végétaux introduits à l'Ile de France par Poivre : le Rima ; l'Ampalis ou mûrier à gros fruits de Madagascar ; l'arbre à huile essentielle de rose ; l'arbre à suif ; le thé de la Chine ; le bois de Campêche ; le bois Immortel ; le Cannelier de Ceylan ; le Cannelier de Cochinchine ; toutes les variétés de Cocotiers ; le Dattier ; le Manguier ; l'Arbre des quatre espèces ; le Chêne ; le Sapin ; la Vigne ; le Pommier ; le Pêcher d'Europe ; l'Avocat des Antilles ; le Mabolo des Philippines ; le Sagoutier des Moluques ; le Savonnier de Chine ; le Marron de Gilolo ; l'Arbre de mâture et le Mangoustan. Le 4 juin 1772, il fait

planter à l'Ile de France les premiers plans de Muscadiers et de Girofliers. En croisant le riz de Cochinchine avec une autre variété de riz, il crée une nouvelle variété, le riz Créole, spécial à l'Ile de France.

Le 4 septembre 1754, Poivre avait été nommé membre correspondant de l'Académie des sciences.

Le planteur qui à l'Ile de France aida Poivre de la façon la plus efficace fut le propre fils de Cossigny, Joseph-François Charpentier de Cossigny de Palma, né à l'Ile de France en 1736.

(31) C'est le *Cervus rusa* ou *Hippelaphus*, introduit dans l'île en 1639 par le Hollandais Adriaan van der Stel.

(32) Tout à fait inexact : le lièvre et la perdrix de l'Ile de France sont excellents à manger.

(33) L'oiseau dont il est question ici est une perruche, l'*Agapornis Cana*, que la majorité des naturalistes considèrent comme étant d'origine malgache. Récemment, en 1916, M. P. Carié, dans son volume, *l'Acclimatation à l'Ile Maurice*, s'inscrit en faux contre cette opinion en se basant sur le témoignage de Leguat. L'éminent naturaliste donne de cette perruche la description suivante :

« Elles sont encore répandues dans toute l'île. En été, « elles vont par couples, traversent parfois de grands espaces, autour de leur nid qui se trouve dans une cavité « d'arbre mort. En hiver, elles se réunissent en petites « bandes de huit à quinze individus, probablement toute « la couvée. Leur vol est extrêmement rapide, oblique, zigzaguant, on dirait des chauve-souris vertes. »

(34) Les deux espèces signalées par de Cossigny sont probablement des *Ceranus*, très abondants dans toutes les mers de l'Inde. La variété rouge est le *Ceranus Erythreus*. Les empoisonnements par ces poissons sont très graves.

(35) Ce ne sont pas des lamentins mais des dugons.

(36) Il est très probable que cet animal n'était pas un serpent mais une espèce d'anguille, une ophisure sans doute.

(37) Rien qu'à l'île Ronde, il existe encore deux espèces de boas dont l'un s'appelle le *Bolieria multicaïnata* (Grey) et l'autre le *Casarea Dussumieri* (Schlegel).

(38) Toutes ces réflexions sur les vents sont fort exactes. Récemment un violent cyclone s'est déchaîné sur l'île Maurice, le 25 mai.

(39) Lisez Brabant.

(40) Connue généralement sous le nom de Poste de Flacq.

(41) Guy-François de Kersaint de Coëtnempren naquit en 1707 au manoir de Kersaint près Morlaix. Lieutenant de vaisseau le 1^{er} mai 1741, il commande la *Renommée* lorsque, le 30 novembre 1746, il livre un victorieux combat dans les eaux mêmes de Port-Louis (Morbihan) contre deux navires anglais, une frégate de trente-six canons et un vaisseau de soixante-dix. Il fut nommé capitaine de vaisseau le 1^{er} janvier 1747. En 1748, il commande l'*Alcide* dans l'escadre du marquis d'Albert. C'est avec ce seul navire, après la dispersion de l'escadre, que de Kersaint tint tête à Boscawen qui tentait une descente à l'île de France. Il réussit ensuite à armer sept vaisseaux avec lesquels il se rend en février 1749 à Pondichéry au secours de Dupleix. Dix ans plus tard, en novembre 1759, de Kersaint faisait partie de l'escadre du maréchal de Conflans comme commandant du *Thésée*, dans la division Saint-André du Verger. Le 20 novembre, à la bataille de Belle-Isle, les 4 vaisseaux de sa division, formaient l'arrière-garde de l'escadre française. Le *Formidable*, le *Thésée*, le *Superbe* et le *Héros*, furent écrasés par les navires de la flotte anglaise commandée par Hawke. Le *Thésée* coula à pic en un instant, entraînant dans la mort six cent vingt-huit marins, tous Bretons. L'équipage comptait 650 hommes. De Kersaint fut naturellement englouti avec tout son état-major. M. Lacour-Gayet dit de lui qu'il était un des plus brillants officiers de la marine royale.

(42) Cinquante ans à l'avance, de Cossigny prévoit l'attaque anglaise du 15 août 1810. C'est en effet par l'île

de la Passe que les Anglais devaient tenter la prise de l'Île de France. Dans la nuit du 14 au 15 août 1810, un corps de 250 hommes surprit et fit prisonnière la garnison de l'îlot composée de 38 hommes, sous le commandement du capitaine Escussot. Sans la victoire du Grand Port, remportée par Duperré et Bouvet sur la flotte anglaise de Pym, c'est par le Grand Port, comme l'avait prédit Cossigny, que les Anglais se seraient emparés de l'Île.

Lorsqu'en novembre 1810 les Anglais réussirent leur premier débarquement dans l'île qui devait aboutir à la capitulation de notre colonie le 3 décembre 1810, c'est au contraire par le nord de l'île qu'ils attaquèrent. Les premières troupes britanniques furent mises à terre à la Grande Baie, puis le gros des forces débarqua à la baie du Tombeau. Les deux points se trouvent dans le quartier des Pamplemousses au nord-ouest de l'île.

Vu, le 24 avril 1922

Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

Pour le Doyen, l'Assesseur :

LEGOUIS.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL





